

فكنا من الأصل

L'ex-général Spinola est expulsé d'Espagne

LIRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Abonnement 1 an : 130 F. 6 mois : 70 F. 3 mois : 35 F. 15 jours : 10 F. Les abonnements sont payables à l'avance. Les commandes doivent être accompagnées de leur règlement. Les abonnements sont envoyés en France par la poste. Les abonnements étrangers sont envoyés par avion. Les abonnements sont renouvelés d'office si le client ne s'oppose pas. Les abonnements sont envoyés en France par la poste. Les abonnements étrangers sont envoyés par avion. Les abonnements sont renouvelés d'office si le client ne s'oppose pas.

L'accord de la Jamaïque

LAISSER-ALLER MONÉTAIRE

Des deux réunions qui viennent de s'achever à la Jamaïque, la plus importante était celle du Comité intermédiaire, qui regroupe les vingt ministres des finances chargés de mettre au point la réforme monétaire. De la seconde, celle du Comité de développement, personne n'attendait de résultats concrets.

Sans doute a-t-on mis en route à Kingston le processus d'élargissement de l'aide apportée aux pays en voie de développement. M. Jean-Pierre Fourcade a créé une certaine sensation en proposant de verser au « troisième guichet » de la Banque mondiale une bonne part de la plus-value qu'assurera la France — comme aux autres pays — la restitution d'une partie du métal précieux détenu par le Fonds monétaire.

Mais les précisions apportées le dernier jour par la publication de l'amendement aux statuts du F.M.I. relatif aux taux de change — tenu secret jusqu'alors — font douter qu'un progrès sérieux ait été réalisé dans ce domaine. Car il s'agit de larges fluctuations des monnaies entre elles et permet même aux pays qui auront expliqué leurs motifs au F.M.I. de sortir complètement du nouveau système.

Quant aux nouveaux statuts du F.M.I. adoptés hier après des années de négociations, on peut sérieusement douter que les vingt ministres (qui représentent les cent vingt-sept pays membres du Fonds) soient parvenus à mettre sur pied la véritable réforme capable d'orienter les politiques économiques et financières dans le sens d'une restauration d'un ordre monétaire.

Les « amendements » aux règles héritées des accords de Bretton-Woods conclus par les alliés en juillet 1944 dans le souci d'empêcher le retour aux errements des années 30, reviennent en réalité à répéter toutes règles. Il n'y a pas de parties fixes obligant les États à intervenir sur les marchés des changes pour maintenir la valeur de leur monnaie vis-à-vis des autres. Il n'y a plus de prix fixe de l'or. Si bien que le système tout entier est privé de point fixe.

Faut-il, du reste, encore employer le mot de système ? Celui-ci implique l'existence de mécanismes et d'équilibres propres à établir l'équilibre des balances de paiements quand il vient à se rompre. Aujourd'hui, devant l'aggravation des déficits, on n'hésine plus qu'une seule parade : ouvrir de nouvelles facilités de crédit.

Il est évident que les pays les plus touchés par la crise et le renchérissement du coût de l'énergie doivent être aidés, et qu'il n'est pas question de leur conseiller une politique de déflation alors que dans beaucoup d'entre eux — les plus pauvres — le taux de chômage atteint déjà 20 % et plus.

Mais le comportement des ministres, qu'on voudrait croire responsables, est apparu à la Jamaïque quasi infantile : les solutions ébauchées reposent sur l'illusion que la création de nouvelles liquidités internationales ne se traduit pas par un surcroît de circulation monétaire à l'intérieur de chaque pays. L'inflation qui en résulte ne fait pourtant que rendre encore plus inévitable de nouveaux déficits.

La vérité est que les pays riches sont incapables d'avoir le courage politique qui consisterait à demander à leurs contribuables et à leurs épargnants de participer à une aide ouverte au développement des nations les plus démunies. Ils se sont embarqués alors dans une aventure qui consiste à financer l'aide par l'émission de monnaie. On espère ainsi corriger quelques inégalités entre nations riches et peuples pauvres, mais l'inflation abonde en réalité à exacerber les inégalités à l'intérieur de chaque nation, développée ou non.

Un autre enseignement de la conférence de la Jamaïque est la politisation croissante des relations monétaires internationales. Est-ce vraiment un progrès, alors que, parallèlement, le sens des responsabilités n'inspire plus les propositions soumises au vote ?

Paris accroîtra son aide au développement

A Kingston (Jamaïque), le Comité de développement des institutions monétaires internationales a terminé, vendredi 9 janvier, ses travaux, vingt-quatre heures après que le Comité intermédiaire, qui groupe vingt ministres des finances, ait lui-même donné le feu vert à plusieurs réformes monétaires : abandon du prix officiel de l'or, élargissement des facilités de crédit consenties aux pays par le Fonds monétaire, paiement des quotas de la part des États (droits de tirage spéciaux), approbation de fait des changements notifiés.

Le Comité de développement a approuvé le principe d'un accroissement « substantiel » des ressources de l'Association internationale de développement (A.I.D.), mais aucun engagement « en termes réels » n'a été pris par les pays riches. M. Fourcade a annoncé que la France augmenterait son aide au développement. Elle utilisera une partie de la plus-value qu'elle va réaliser grâce à la restitution d'or par le Fonds monétaire, pour aider la Banque mondiale à consentir des prêts privilégiés (dits du « troisième guichet ») aux pays les plus pauvres.

Lire page 21

L'article de notre envoyé spécial PAUL FABRA

Les combats font rage dans tout Beyrouth

Le Conseil de sécurité aborde le débat palestinien

Les combats font rage dans tout Beyrouth. La bataille de Tel-Zaatar, commencée il y a près d'une semaine, à la suite du blocus du camp de réfugiés palestiniens de la banlieue nord-est par les miliciens de droite, s'est en effet étendue, ce samedi matin 10 janvier, à l'ensemble de la capitale libanaise.

Les engagements qui se sont déroulés vendredi près des camps palestiniens de Tel-Zaatar et de Jisr-el-Bachâ, ont été parmi les plus violents depuis le début de la guerre civile. Il y a eu neuf morts, et ont fait au moins une soixantaine de blessés.

L'organe des Phalanges, le quotidien « Al Amal », estimait, vendredi dans son éditorial, que la bataille de Tel-Zaatar constituait « le début de la guerre de libération du Liban tout entier ». C'est ici, écrivait l'auteur de l'article, que la révolution palestinienne mourra, et c'est ici que renaitra le Liban.

C'est dans ce climat que le Conseil de sécurité se réunit, lundi 12 janvier à New-York, pour débattre du problème palestinien. M. Allon, ministre israélien des affaires étrangères, qui vient de rencontrer M. Kissinger à Washington, a confirmé que son pays boycottera les travaux du Conseil en raison de la participation de l'O.L.P. Mais on parle beaucoup à Jérusalem de l'entrée dans le gouvernement de M. Rabin de M. Abba Eban, ancien ministre des affaires étrangères, qui serait partisan de négocier avec les Palestiniens.

De notre correspondant

« songères » de leurs adversaires et assurent que « tous ces prétextes sont invoqués pour empêcher l'entrée en scène de plusieurs éléments de la division du Yarmouk, qui relève du commandement de l'armée de libération palestinienne ».

En fait, les patrouilles de l'armée montent la garde aux croisements des grands axes routiers et ripostent chaque fois qu'elles essuient le feu des assaillants, « quels qu'ils soient et d'où qu'ils viennent ». Les militaires ajoutent : « On nous reproche de ne pas nous laisser intimider par ces assaillants. Si nous le faisons, nous serions accusés, non sans raison d'ailleurs, par ceux qui cherchent à nous déloger et à nous supplanter ».

Entre-temps, une guerre de communiqués rédigés en termes injurieux se poursuit entre le président du conseil et son ministre de l'intérieur, M. Chamoun, qui se rejettent mutuellement la responsabilité de « massacres ». Mais les deux hommes ne se prêtent pas moins des déclarations d'amitié commune, qui les ont amenés à souscrire vendredi, aux

ERAP fusionne avec Aquitaine

Le gouvernement a autorisé, vendredi 9 décembre, l'établissement public ERAP (Entreprise de recherches et d'activités pétrolières) à regrouper ses actifs avec ceux de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (S.N.P.A.), société privée dont il possède déjà 51 % des actions. La nouvelle firme, dénommée société nationale Elf - Aquitaine, sera contrôlée à environ 70 % par l'ERAP.

La fusion devra être approuvée par les actionnaires privés de la S.N.P.A. lors d'une assemblée extraordinaire qui se tiendra en juin. L'objectif affiché par le gouvernement est « de doter notre pays d'un deuxième groupe pétrolier intégré de taille internationale, le premier étant celui de la Compagnie française des pétroles ».

On aurait pu s'attendre que le gouvernement cherche à couper l'herbe sous le pied aux critiques de l'opposition, qui ne manquera pas de lui reprocher de trahir, les courants ailleurs, un bien public au profit du capitalisme privé. Pour un peu on croirait qu'il sollicite ce genre de critiques. Sur ce point le « communiqué conjoint du ministère de l'Industrie et de la Recherche et du ministère de l'Économie et des Finances » en rajoute sur celui d'Elf-ERAP. Il y est question, en effet, de « rassembler les actifs du groupe acquitain de la S.N.P.A. », de constituer « une garantie pour les actionnaires actuels de la S.N.P.A. ». Les deux ministères « ont donné mission à M. Pierre Guillaumat de mener à bien (le regroupement) en respectant scrupuleusement les intérêts des diverses parties en présence et tout particulièrement ceux des actionnaires de la S.N.P.A. ». Il lui ont en outre indiqué que « comme la S.N.P.A. à l'heure actuelle, la nouvelle société nationale Elf - Aquitaine sera avant tout considérée comme une entreprise industrielle normale, responsable de sa rentabilité et de son développement, et justifiant à ce titre le maintien de la confiance du public ».

PHILIPPE SIMONNOT.

(Lire la suite page 21.)

Trois points de vue

LA TÉLÉVISION UN AN APRÈS L'O.R.T.F.

Lire page 11

les articles d'ANDRÉ ROSSI Jacques THIBAU et Claude SARRAUTE

QUE FAIRE DE LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT ?

M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, a adressé au parti socialiste, au Mouvement des radicaux de gauche, à la C.G.T., à la C.F.D.T. et à la Fédération de l'éducation nationale, une lettre dans laquelle il propose une réunion commune « en vue d'aboutir aux mises en liberté qui s'imposent et à la levée des interdictions devant la Cour de sûreté de l'État pour tentative de démolition de l'armée ».

En déclarant récemment, à propos de la Cour de sûreté de l'État, « chaque société politique, secrète des juridictions d'exception », M. Jean Lecanuet proposait, sur les erreurs possibles des sociétés, une réflexion philosophico-politique que l'on ne peut récuser a priori sans risquer de verser dans l'angélisme, sans se cantonner dans un purisme judiciaire plus facilement praticable dans l'opposition qu'au pouvoir.

M. François Mitterrand, et avec lui nombre de dirigeants de l'opposition, exigent publiquement la suppression de la juridiction du Fort de l'Est, quel d'étonnant ? Demande encore plus légitime pour M. Edmond Maire, qui voit ses militants traduits devant elle. Est-ce assez que de plaider pour le vide, même si, par hypothèse, une telle juridiction d'exception est moralement excusable ?

Le pouvoir judiciaire, dit « autorité » par la Constitution de 1958, est le plus faible des pouvoirs. Il est d'autant plus facilement atteint dans les tempêtes politiques qu'il conserve, quoi qu'il arrive, la même apparence de fonctionnement.

Avant 1914, dans l'entre-deux-guerres, sous l'occupation, le théâtre judiciaire était le même : hommes noirs, hommes rouges, échanges d'arguments, jugement.

laquelle il propose une réunion commune « en vue d'aboutir aux mises en liberté qui s'imposent et à la levée des interdictions devant la Cour de sûreté de l'État pour tentative de démolition de l'armée ».

Point final. Y avait-il, en 1943, un seul signe extérieur qui permettait de voir les horreurs qu'étaient les sections spéciales ? Des juristes eux-mêmes s'y sont trompés.

C'est dire combien, faisant la part du réalisme, dit-il être appelé à craindre, il est opportun, au moins dans ce domaine, de prévoir l'exceptionnel : actes ou événements. Ce pourrait être le rôle de la Cour de sûreté de l'État.

Elle a initialement constitué un progrès, faisant suite à des parodies de juridictions créées sur ordre du général de Gaulle, par voie de « décisions » : le Haut Tribunal militaire et la Cour militaire de justice. On y trouvait notamment cette « perle » tragique, l'absence totale de recours, y compris le pourvoi en cassation. En décidant, par son arrêt, Canal de 1962, que la Cour militaire de justice n'était pas légale, le Conseil d'État rappelait notamment une jurisprudence antérieure (Dame Lamotte, 17 février 1950), selon laquelle l'existence d'un recours est un principe général du droit que nul législateur ne peut écarter sans se rendre coupable d'un coup d'État juridique. Une sorte de loi fon-

por PHILIPPE BOUCHER

En déclarant récemment, à propos de la Cour de sûreté de l'État, « chaque société politique, secrète des juridictions d'exception », M. Jean Lecanuet proposait, sur les erreurs possibles des sociétés, une réflexion philosophico-politique que l'on ne peut récuser a priori sans risquer de verser dans l'angélisme, sans se cantonner dans un purisme judiciaire plus facilement praticable dans l'opposition qu'au pouvoir.

M. François Mitterrand, et avec lui nombre de dirigeants de l'opposition, exigent publiquement la suppression de la juridiction du Fort de l'Est, quel d'étonnant ? Demande encore plus légitime pour M. Edmond Maire, qui voit ses militants traduits devant elle. Est-ce assez que de plaider pour le vide, même si, par hypothèse, une telle juridiction d'exception est moralement excusable ?

Le pouvoir judiciaire, dit « autorité » par la Constitution de 1958, est le plus faible des pouvoirs. Il est d'autant plus facilement atteint dans les tempêtes politiques qu'il conserve, quoi qu'il arrive, la même apparence de fonctionnement.

Avant 1914, dans l'entre-deux-guerres, sous l'occupation, le théâtre judiciaire était le même : hommes noirs, hommes rouges, échanges d'arguments, jugement.

laquelle il propose une réunion commune « en vue d'aboutir aux mises en liberté qui s'imposent et à la levée des interdictions devant la Cour de sûreté de l'État pour tentative de démolition de l'armée ».

Point final. Y avait-il, en 1943, un seul signe extérieur qui permettait de voir les horreurs qu'étaient les sections spéciales ? Des juristes eux-mêmes s'y sont trompés.

C'est dire combien, faisant la part du réalisme, dit-il être appelé à craindre, il est opportun, au moins dans ce domaine, de prévoir l'exceptionnel : actes ou événements. Ce pourrait être le rôle de la Cour de sûreté de l'État.

Elle a initialement constitué un progrès, faisant suite à des parodies de juridictions créées sur ordre du général de Gaulle, par voie de « décisions » : le Haut Tribunal militaire et la Cour militaire de justice. On y trouvait notamment cette « perle » tragique, l'absence totale de recours, y compris le pourvoi en cassation. En décidant, par son arrêt, Canal de 1962, que la Cour militaire de justice n'était pas légale, le Conseil d'État rappelait notamment une jurisprudence antérieure (Dame Lamotte, 17 février 1950), selon laquelle l'existence d'un recours est un principe général du droit que nul législateur ne peut écarter sans se rendre coupable d'un coup d'État juridique. Une sorte de loi fon-

AU JOUR LE JOUR Conserverie

En décidant de faire dépendre le nombre et le type des diplômes délivrés par nos universités des possibilités de débouchés, M. Jean-Pierre Soisson choisit les diplômés dont notre économie et notre commerce ont besoin, de préférence à ce genre de diplômés sans débouchés qui ont tendance à se poser trop de questions sans intérêt pour notre économie et notre commerce.

Bernard Chapuis.

Dans l'Université de M. Soisson, il n'y a pas de gaspillage. C'est comme dans les fabriques de conserves : il n'y a pas un morceau de cochon qui ne soit consommable. L'avantage de ces universités de consommation, c'est que le cochon ne s'y pose plus de questions sur son destin de saucisson.

Bernard Chapuis.

(Lire la suite page 6.)

LA MORT DE PIERRE-JEAN JOUVE

Les enfers d'un poète

Un être farouche : « Personne ne fut si sauvage », écrivait-il de lui-même. Une œuvre difficile, souvent ingrate, « trop essentielle pour rencontrer aucune faveur parce qu'elle n'éveille aucun plaisir ». Ainsi se définissait dans « Le Monde » Pierre-Jean Jouve, mort le 8 janvier à Paris dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Symboliste, puis surréaliste, puis existentiel, Jouve a voulu faire de la poésie l'expression de l'expérience profonde, le moyen par excellence, avec la musique et l'art, de déchirer le voile des apparences. La poésie était chez lui un acte religieux, un lapsus du langage par l'intermédiaire duquel se glisse l'indicible. Tout cela l'a éloigné des jeux contemporains de la poésie formelle. Ses romans : Pauline 1880, le Monde désert, la Scène capitale, l'Aventure de Catherine Crechet : tome I, Hécate, tome II, Vagabond, malgré l'emploi alterné du récit, du journal,

du « discours indirect », demeurent fort classiques quant à l'intention psychologique et dramatique. Son œuvre n'a guère franchi le cercle des initiés. Même l'adaptation de Pauline 1880 à l'écran par Jean Berrou, en 1972, n'a pas réussi à amener sur cette œuvre l'intérêt du grand public.

De cette désaffection, Pierre-Jean Jouve a souffert. « Il en dit trop », écrit Pierre Emmanuel, pour que notre temps puisse le supporter ». Et ce sont probablement, en effet, la densité de cette poésie, sa problématique religieuse, l'angoisse et le désir de transcendance dont elle est animée, qui découragent le lecteur contemporain. Pour comprendre Jouve il faudrait d'abord fréquenter, comme lui, les mystiques et prendre conscience ensuite par une expérience personnelle des retombées de la révélation troudienne : car le désir de pureté et l'analyse des profondeurs sont les deux pôles de son œuvre.

JEAN ONIMUS.

(Lire la suite page 19.)

AFRIQUE

Paris dément toute participation des services français à des attentats contre des biens algériens

L'enquête ouverte à Alger à la suite de l'attentat à la bombe commis le 3 janvier contre l'immeuble du quotidien *El Moudjahid* a permis, la presse et la télévision multipliant les révélations sur les activités du commando de saboteurs dirigé par M. Claude-Pascal Rousseaux, qui aurait été envoyé en Algérie par les

Soldats de l'opposition algérienne (S.O.A.), organisation proche des milieux d'extrême droite français et dont le chef est M. Mouloud Kaouane. Celle-ci a d'ailleurs revendiqué la responsabilité de cette opération dans un communiqué diffusé à Paris.

Vendredi, le ministère français des affaires étrangères a opposé à un démenti formel aux affirmations des organes d'information algériens, selon lesquelles les services français seraient impliqués dans cette affaire ou dans les attentats perpétrés en France et dans d'autres pays européens contre des biens algériens.

Le chef du commando arrêté aurait participé à l'assassinat d'Amilcar Cabral

De notre correspondant

Alger. — La télévision algérienne a donné une suite, le vendredi 9 janvier, aux révélations faites la veille (*Le Monde* du 10 janvier), sur les auteurs de l'attentat contre *El Moudjahid*. C'est ainsi qu'on a pu voir un journaliste algérien interroger les inculpés sur leurs activités et les différents types d'explosifs qu'ils devaient utiliser.

M. Javier Lucumbi Martínez, alias Ignacio Tedesco, affirme : « J'ai vécu quinze ans en France, mais je suis espagnol. J'ai connu à Madrid mon ami (il fait un signe de tête en direction de M. Gregorio Villagran Anderson, alias Aurelio Berdini), qui m'a embarqué dans cette affaire en me disant que nous transporterions du matériel pour un ami. C'était tous frais payés. A Alger, il m'a présenté à Rousseaux, que je ne connaissais pas. C'est là que je me suis aperçu que nous avions transporté de l'appareillage électronique. »

Le Paraguanien Anderson est le plus loquace. Après avoir donné quelques explications sur le maniement des bombes et des explosifs, il répond à une question du journaliste : « C'est M. Laurent

qui peut préciser les détails que ça peut faire. Moi je ne suis pas un spécialiste. On m'a dit que c'était pour faire des bruits psychologiques, sans tuer personne. » Il déclare encore que lui qui a déposé une bombe devant l'ambassade d'Algérie à Londres, et précise qu'il était manipulé par M. Jean Laurent, de Madrid, chez qui il aurait rencontré beaucoup de monde.

Qui est ce M. Laurent ? « Je ne sais pas très bien, mais, d'après ce qu'il disait, il faisait partie des services français. »

M. Claude-Pascal Rousseaux, qui paraît le plus gêné, est aussi celui qui répugne le plus à parler. Le journaliste assure qu'il a été recruté par les services français en 1973. Il aurait avoué avoir, entre autres, déposé un engin explosif au consulat d'Algérie à Marseille, et participé à l'attentat contre Amilcar Cabral (1). Lors-que le journaliste lui dit : « Vous prétendez être Algérien, mais vous voyagez avec un passeport français », il balaise la tête sans mot dire. « Qui vous l'a donné ? » Réponse : « Justo. » On n'en tirera rien de plus, si ce n'est qu'il avait bien remis une bombe à Mohamed Haroun, qui serait un fils de harid. Lui aussi a été arrêté, mais n'a pas été présenté à la télévision.

Au cours de l'enquête, les autorités algériennes ont procédé à des vérifications approfondies d'identité, en particulier à Oran, le dimanche 4 janvier. C'est ainsi que quatre-vingts personnes, des Français pour la plupart, ont dû répondre à un questionnaire détaillé. Certains ont, de ce fait, manqué l'avion qui devait les ramener en France. Le consulat de France à Alger a protesté et demandé des explications. Celles-ci ne lui ont pas été fournies, dans la mesure où les autorités algériennes voulaient garder le secret sur l'enquête.

PAUL BALTA.

M. CHIRAC : nous souhaitons normaliser nos relations avec l'Algérie.

M. Jacques Chirac a déclaré, vendredi 9 janvier, au micro d'Europe 1 : « Nous souhaitons beaucoup entretenir avec l'Algérie, dans l'esprit qui avait été défini lors de son voyage à Alger par le président de la République, des relations qui soient des relations cordiales, d'amitié et de coopération mutuelle, et fondées sur une estime réciproque. Le fait est que nous avons actuellement, semble-t-il, quelques difficultés ; je souhaite qu'elles soient fondées sur des malentendus, et, pour ce qui concerne le gouvernement français, nous souhaitons beaucoup arriver à normaliser tout-à-fait nos relations de telle sorte que ces incidents ne se reproduisent plus. »

La fin de la visite en France du premier ministre marocain

Une guerre algéro-marocaine serait « une catastrophe pour les peuples de la région » déclare M. Osman

« L'offensive du Sahara occidental est définitivement régie », a affirmé avec force et à plusieurs reprises le premier ministre marocain, M. Ahmed Osman, lors de la conférence de presse qu'il a donnée vendredi après-midi 9 janvier à Paris à l'issue de sa visite officielle de trois jours en France. « Pour nous, a-t-il ajouté, le Polisario n'est qu'un mouvement séparatiste, une raison sociale derrière laquelle se cachent des manœuvres. Il y a peut-être des frictions et des accrochages, mais ce sera une étape passagère. » Le premier ministre s'est déclaré « préoccupé au plus haut point » par les risques de guerre entre son pays et l'Algérie. « Cette guerre, a-t-il précisé, nous ne la voulons pas. L'Algérie n'a pas de raisons de la faire, puisqu'elle a toujours déclaré qu'elle n'entretenait pas de revendication territoriale sur le Sahara occidental. Si nous sommes agressés, nous serons amenés à nous défendre. Mais la déclaration d'un conflit constituerait une catastrophe pour les peuples de la région, il entraînerait une perte d'énergie et d'efforts qui seraient mieux consacrés au développement des deux pays. »

Évoquant les expulsions de ressortissants marocains d'Algérie, M. Osman a affirmé que Rabat n'exercerait pas de représailles contre les Algériens vivant au Maroc. Il a aussi annoncé que le chancelier soviétique qui avait été arraisonné au large des côtes du Sahara occidental par des vedettes marocaines, ne transporterait aucune arme.

Le premier ministre a également été interrogé sur la disparition au Maroc de sept ressortissants français et cinq professeurs algériens. Parmi lesquels le fils et la fille du Guyon conseiller politique à l'ambassade de France à Rabat, qui s'étaient rendus durant les vacances de Noël en excursion dans

le sud du pays (1). « C'est une affaire, a-t-il dit, à laquelle le Maroc attache la plus haute importance car nous nous sentons responsables. »

M. Ahmed Osman, faisant le bilan de sa visite à Paris, s'est déclaré extrêmement satisfait des entretiens qu'il a eus avec MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Sauvagnargues. Celles-ci ne lui ont pas été fournies, dans la mesure où les autorités algériennes voulaient garder le secret sur l'enquête.

(1) Amilcar Cabral, chef du Parti africain pour l'indépendance du Guinée (P.A.I.G.), a été assassiné le 20 janvier 1973 à Conakry (Guinée). Les causes ont été attribuées par le P.A.I.G. à « des manœuvres opérées au service du colonialisme portugais. »

LES MYSTÉRIEUSES ACTIVITÉS DU S.O.A.

M. Mouloud Kaouane, fondateur et chef des Soldats de l'opposition algérienne (S.O.A.), organisation créée en 1973, est un de ces personnages qui n'évoluent à l'aise que dans l'ombre et prêtent à controverse. Agé de cinquante-huit ans, il affirme qu'il a été, pendant la guerre de libération, membre du comité directeur du F.L.N., et, durant quatre ans, l'un des responsables de la Fédération de France du F.L.N. dans le Midi. Les dirigeants algériens démentent ces assertions. Il est de fait que le nom de M. Kaouane était, à l'époque, ignoré de tous, sauf des chefs du F.L.N., qui voyaient en lui un agent manipulé par les services secrets français.

L'indépendance de l'Algérie, en 1962, n'a pas mis fin aux activités occultes de M. Kaouane qui, va, dès lors, entretenir des relations étroites avec certains milieux d'extrême droite en France, d'anciens responsables de l'O.A.S. et des rapatriés. C'est ainsi que M. Eugène Inghens, président national de l'Union syndicale de défense des intérêts des Français rapatriés d'Algérie (USOIFRA), ne faisait pas mystère de ses rapports avec M. Kaouane. Au moment de son interpellation dans le cadre de l'affaire Justice-Pieds-noirs, après une série d'attentats à l'explosif dans le Var, M. Inghens avait reconnu qu'il avait tenu avec M. Kaouane de nombreuses réunions, « un peu dans le secret », à travers toute la France et même en Espagne, afin de le mettre en contact avec les rapatriés. Il affirme avoir depuis lors rompu toutes relations avec lui. M. Kaouane, ayant voulu, dit-il, se servir du monde rapatrié pour des actions qu'il n'avait rien à voir avec lui.

L'été dernier, M. Kaouane avait publié un journal intitulé *Unité et Réconciliation des Algériens*, dans lequel il faisait état de la réunion d'une session extraordinaire d'un Parlement national provisoire algérien (P.N.P.). Cet organisme aurait décidé la création d'un C.G.E. (Comité de coordination et d'exécution), dirigé par M. Kaouane, nommé pour la circonstance « grand coordinateur ».

Celui-ci se donnait pour mission d'œuvrer pour la construction d'une « Algérie réconciliée, indépendante et souveraine, qui, par l'unité dans sa diversité, saurait apporter sa pierre à l'édifice tri-continental méditerranéen ». Le journal lançait, d'autre part, des appels aux « tirailleurs, anciens harkis et combattants algériens », ainsi qu'aux « jeunes » « pieds-noirs » désirant « reprendre en Algérie leur place en toute liberté et égalité ».

Ces ébauches seraient suivies par la direction de la presse, à la fin du mois de juillet, d'une vague

d'attentats à l'explosif visant, à Paris, Roubaix et Lyon, les locaux de l'Association des Algériens en Europe. Puis, dans le courant du mois d'août, d'anciens harkis prenaient en otage des travailleurs algériens pour faire aboutir leurs revendications et obtenir notamment le droit de circuler librement entre la France et l'Algérie. Les responsables algériens n'avaient pas manqué d'être en lien entre tous ces faits, et avaient mis en cause la passivité des autorités françaises.

Son permis de séjour lui ayant été retiré en 1970, M. Kaouane résidait depuis en Suisse, où il s'était établi. Mais il faisait de fréquents voyages en France pour y tenir des réunions, et il paraît peu vraisemblable que les services de police n'en aient rien su.

Depuis trois mois, les activités anti-algériennes en France paraissent avoir cessé. Paradoxalement, cette trêve inquiète certains responsables algériens qui craignent qu'un « grand coup » ne soit en préparation. Les événements qui viennent de se dérouler à Alger justifient ces alarmes. Le 3 janvier, une bombe explosait au plein centre de la ville, devant l'immeuble de *El Moudjahid*. Pour ne pas compromettre son enquête, la police a d'abord attribué l'explosion à « une fuite de gaz ». Trois jours plus tard, les Soldats de l'opposition algérienne faisaient parvenir à des journaux parisiens une proclamation intitulée « L'heure de la libération », et annonçant un communiqué de l'A.L.P. (Armée de libération des pouvoirs) annonçant : « L'opposition algérienne vient de donner les coups de départ à la libération de notre pays de la dictature et de l'usurpation de Boumedienne : elle a symboliquement plaidé les tribunaux militaires, ceux d'Alger, d'Oran et de Constantine, car ce sont des tribunaux d'injustice et d'iniquité. Elle a fait seoir *El Moudjahid* parce que cet organe de déformation, esclavagisme du pouvoir usurpé, s'est livré à un travail abject d'intoxication sur le peuple algérien... L'heure de la vérité approche. Vive la libération, vive Moudjahid Kaouane ! »

La tentative faite par le S.O.A. (est-ce un hasard et ce sont les mêmes initiales qui composent le sigle O.A.S. ?) pour « porter la lutte sur le territoire algérien » se solda donc par un échec. M. Mouloud Kaouane, qui était âgé de douze ans lorsqu'il est venu en France en 1950, est coupé des réalités algériennes depuis quarante ans. Ce seul fait suffit à rendre sa propagande peu crédible, et celle-ci n'inquiéterait pas les dirigeants algériens si elle ne s'accompagnait d'actes de terrorisme.

DANIEL JUNQUA.

La directrice d'école marseillaise interpellée a regagné la France

Mlle Marie-Hélène Schoepping, la directrice d'école de Marseille qui avait été interpellée dimanche soir 4 janvier par la police algérienne sur le bateau qui la ramenait en France après quelques jours de vacances en Algérie (le *Monde* du 10 janvier), a été relâchée le jeudi 8 janvier. Elle a été aussitôt autorisée à repartir, et a embarqué le jour même. Absent de son interpellation dans le communiqué n'ayant annoncé son départ, et l'intéressée ayant omis de donner de ses nouvelles, ses proches se sont émus et ont alerté le Centre d'études nucléaires de Saclay, où il a notamment vu la pile de recherche Cérius.

(1) Notre correspondant à Alger nous signale que le Front Polisario a annoncé, dans une émission de radio, l'arrestation de deux coopérateurs algériens au Maroc. Il a aussi annoncé que le chancelier soviétique qui avait été arraisonné au large des côtes du Sahara occidental par des vedettes marocaines, ne transporterait aucune arme.

« On ne m'a jamais expliqué pourquoi on m'avait arrêtée. Je crois avoir été victime d'une erreur », a déclaré, peu après son retour à Marseille, Mlle Schoepping.

« Pendant mes quatre jours de garde à vue, a-t-elle précisé, on m'a simplement montré la photo de deux hommes (je crois qu'il s'agit des deux Italiens ar-

Angola

AU « SOMMET » D'ADDIS-ABEBA

Les membres de l'O.U.A. ne sont unanimes que dans la condamnation de Pretoria

Selon des informations de source diplomatique, en provenance de Lusaka, capitale de la Zambie, vendredi 9 janvier, Pretoria serait en passe de rappeler ses unités combattant en Angola.

Un porte-parole du M.P.L.A. a annoncé, vendredi à Luanda, où la dégradation des conditions d'existence fait redouter une épidémie de typhoïde, que le gouvernement de la République populaire de l'Angola refuserait un cessez-le-feu proposé dans le cadre du « sommet » d'Addis-Ababa.

Après des démarches analogues auprès des gouvernements de la Barbade et de la Guyane, les Etats-Unis ont adressé, vendredi, à Belgrade une note de protestation contre les écoles en Yougoslavie d'avions transportant des armes pour le M.P.L.A.

De notre envoyé spécial

Addis-Ababa. — C'est dans une atmosphère de crise que le « sommet » panafricain sur l'Angola devait s'ouvrir samedi 10 janvier dans la capitale éthiopienne. En effet, en dépit de la ferme opposition de plusieurs Etats membres, les conditions d'une éventuelle reconnaissance de la République populaire d'Angola (M.P.L.A.) par l'O.U.A. vont être très probablement discutées au cours des trois jours de débats prévus.

L'objet principal des débats devrait amener les représentants des pays arabes d'Afrique à jouer un rôle plus en retrait que lors du précédent « sommet » de Kampala. L'absence des présidents Boumedienne et Sadate sera compensée par la présence de M. Senghor, président du Sénégal. Trois chefs d'Etat d'Afrique noire qui avaient refusé, en août dernier, de participer au « congrès-sonnet » du maréchal Amin, MM. Nyerere (Tanzanie), Kaunda (Zambie) et Khama (Botswana), sont attendus à Addis-Ababa.

Deux des trois chefs des mouvements armés, MM. Holden Roberto (F.L.N.A.) et Jonas Savimbi (UNITA), et Holden Roberto (F.L.N.A.) participent au « sommet ». Le président Neto (M.P.L.A.) a fait savoir, en effet, qu'il ne se rendrait à Addis-Ababa que si le régime de Luanda était reconnu par l'O.U.A.

Selon des sources diplomatiques, c'est Washington qui aurait conseillé à Pretoria de ne pas le retrait des troupes sud-africaines engagées aux côtés de l'UNITA. La possibilité d'un repli effectif et complet de ces forces sur la frontière namibienne rencontre un certain scepticisme, de toute façon, la première « conférence extraordinaire » des chefs d'Etat et de gouvernement de l'O.U.A. devrait commencer par la condamnation avec force l'intervention militaire de la République sud-africaine.

Sur les autres questions, l'Afrique noire demeure beaucoup plus divisée, comme on l'a encore vu jeudi quand, à l'issue d'une

heure à peine de conférence, les ministres des affaires étrangères ont clos leurs travaux, les désaccords étant trop profonds.

Il semble que la majorité des quarante-six membres de l'organisation panafricaine se rallierait au M.P.L.A. si le président Neto acceptait un compromis au moins avec l'UNITA de M. Jonas Savimbi.

Les nouveaux échecs militaires du F.L.N.A. ont, en effet, nettement réduit l'audience du mouvement de M. Holden Roberto, et, dès lors, la reconduction d'un gouvernement tripartite semble dépasser par les événements.

Dans l'autre camp, une diatribe d'états piédestal pour que l'O.U.A. lance un appel au retrait de toutes les forces étrangères présentes en Angola, aussi bien des Sud-Africains que des Soviétiques et des Cubains. Mais leur position semble affaiblie par le fait que l'O.U.A. ne peut pas placer sur le même plan deux interventions jugées de nature différente par l'opinion africaine. Rien n'indique, en tout cas, que les multiples démarches diplomatiques qui ont précédé ce « sommet » puissent déboucher sur un marché qui permettrait à Pretoria de tirer son épingle du jeu, sans que ses protégés ou, si l'on préfère, son allié local, l'UNITA, en soient affectés.

L'appel au cessez-le-feu lancé par le président en exercice de l'O.U.A., le maréchal Amin, n'a guère de chances d'être entendu. Beaucoup plus que le sort du conflit angolais, c'est l'unité de l'organisation panafricaine qui paraît en cause pour l'instant.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

● L'Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (94, rue Jean-Pierre-Timbaud, Paris-11) demande au gouvernement français de cesser tout envoi d'armes aux Etats intervenant en Angola, en premier lieu à l'Afrique du Sud, et de reconnaître la République populaire d'Angola.

EUROPE

Espagne

La fin de la grève du métro de Madrid est un succès pour le gouvernement

La reprise du travail de samedi matin 10 janvier, au métro de Madrid, offre un répit au gouvernement qui fait face actuellement à une série de conflits sociaux à propos des négociations sur les conventions collectives. La grève du métro a certainement joué un rôle de catalyseur. L'entreprise Standard Electrica, qui emploie 20 000 travailleurs, connaît une grève suivie par 14 000 d'entre eux, à Madrid et à Tolède. 10 000 employés de cette entreprise et d'autres usines métallurgiques de la zone de Villavieja, au sud de Madrid, ont formé un cortège, le vendredi 9 janvier, pour appuyer les 8 000 travailleurs de Chrysler, en grève après le licenciement de six responsables syndicaux. Les manifestants ont été dispersés par la police.

A Getafe, autre quartier de la capitale, 15 000 ouvriers de diverses entreprises sont également en grève pour appuyer leurs revendications et marquer leur solidarité avec les grévistes des autres entreprises. Des arrêtés de travail ont également affecté le secteur bancaire à Madrid et à Valladolid. A Modragon (Guipuzcoa), 4 000 personnes ont manifesté leur appui aux travailleurs de l'entreprise Gamet qui occupent une église. La police n'est pas intervenue. Des conflits sociaux sont également en cours à Valence, Séville, Cordoue et Vigo. — (A.F.P.)

De notre correspondant

Madrid. — Les employés du métro de Madrid et la direction sont parvenus à un compromis : les grévistes reprennent le travail, tandis que l'entreprise s'engage à verser à tous les travailleurs une prime uniforme de 15 000 pesetas. Les négociations vont continuer. Les travailleurs vont continuer. Les travailleurs vont continuer. Les travailleurs vont continuer.

A la fin du conseil des ministres, réuni à Madrid, vendredi 9 janvier, le ministre de l'Information, M. Adolfo Martín Garmez, a déclaré : « Aucune sorte de représailles ne sera prise contre les grévistes du métro. » Il a ajouté : « Le gouvernement ne tolérera aucune grève politique. » Pour sa part, le service de presse du ministère de l'Armée a publié une note faisant savoir que si les soldats se sont chargés de faire rouler des rames de métro pendant la grève, ils l'ont fait sur ordre du gouvernement. La note souligne que l'armée ne se prononce pas sur le fond du conflit.

La grève du métro, qui avait commencé le 5 janvier,

est un succès pour le gouvernement. Il a attendu que le mouvement se désagrège. C'est un coup dur pour les organisations syndicales clandestines, qui avaient prévu une journée de grève générale à Madrid pour le lundi 12 janvier, afin d'appuyer les ouvriers du métro. Le 9 janvier, où près de cinquante mille travailleurs avaient fait une grève de solidarité envers leurs camarades du métro ou pour appuyer les négociations concernant leur propre convention collective, il y a eu des manifestations en divers points de la ceinture ouvrière de Madrid. Elles ont été dispersées par la police, mais il n'y a pas eu d'arrestations.

Le conflit du métro semble avoir démontré que la classe ouvrière espagnole n'est pas encore assez politisée pour organiser une grève qui ne soit pas fondée sur de strictes revendications. Une grève en faveur de la « rupture démocratique », telle que le préconise la gauche, semble être, pour le moment, une utopie.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

Après la mort

Chou En-lai est décédé

le brassage

Italie

La fin de la grève du métro de Madrid est un succès pour le gouvernement

La reprise du travail de samedi matin 10 janvier, au métro de Madrid, offre un répit au gouvernement qui fait face actuellement à une série de conflits sociaux à propos des négociations sur les conventions collectives. La grève du métro a certainement joué un rôle de catalyseur. L'entreprise Standard Electrica, qui emploie 20 000 travailleurs, connaît une grève suivie par 14 000 d'entre eux, à Madrid et à Tolède. 10 000 employés de cette entreprise et d'autres usines métallurgiques de la zone de Villavieja, au sud de Madrid, ont formé un cortège, le vendredi 9 janvier, pour appuyer les 8 000 travailleurs de Chrysler, en grève après le licenciement de six responsables syndicaux. Les manifestants ont été dispersés par la police.

A Getafe, autre quartier de la capitale, 15 000 ouvriers de diverses entreprises sont également en grève pour appuyer leurs revendications et marquer leur solidarité avec les grévistes des autres entreprises. Des arrêtés de travail ont également affecté le secteur bancaire à Madrid et à Valladolid. A Modragon (Guipuzcoa), 4 000 personnes ont manifesté leur appui aux travailleurs de l'entreprise Gamet qui occupent une église. La police n'est pas intervenue. Des conflits sociaux sont également en cours à Valence, Séville, Cordoue et Vigo. — (A.F.P.)

De notre correspondant

Madrid. — Les employés du métro de Madrid et la direction sont parvenus à un compromis : les grévistes reprennent le travail, tandis que l'entreprise s'engage à verser à tous les travailleurs une prime uniforme de 15 000 pesetas. Les négociations vont continuer. Les travailleurs vont continuer. Les travailleurs vont continuer. Les travailleurs vont continuer.

A la fin du conseil des ministres, réuni à Madrid, vendredi 9 janvier, le ministre de l'Information, M. Adolfo Martín Garmez, a déclaré : « Aucune sorte de représailles ne sera prise contre les grévistes du métro. » Il a ajouté : « Le gouvernement ne tolérera aucune grève politique. » Pour sa part, le service de presse du ministère de l'Armée a publié une note faisant savoir que si les soldats se sont chargés de faire rouler des rames de métro pendant la grève, ils l'ont fait sur ordre du gouvernement. La note souligne que l'armée ne se prononce pas sur le fond du conflit.

La grève du métro, qui avait commencé le 5 janvier,

est un succès pour le gouvernement. Il a attendu que le mouvement se désagrège. C'est un coup dur pour les organisations syndicales clandestines, qui avaient prévu une journée de grève générale à Madrid pour le lundi 12 janvier, afin d'appuyer les ouvriers du métro. Le 9 janvier, où près de cinquante mille travailleurs avaient fait une grève de solidarité envers leurs camarades du métro ou pour appuyer les négociations concernant leur propre convention collective, il y a eu des manifestations en divers points de la ceinture ouvrière de Madrid. Elles ont été dispersées par la police, mais il n'y a pas eu d'arrestations.

Le conflit du métro semble avoir démontré que la classe ouvrière espagnole n'est pas encore assez politisée pour organiser une grève qui ne soit pas fondée sur de strictes revendications. Une grève en faveur de la « rupture démocratique », telle que le préconise la gauche, semble être, pour le moment, une utopie.

JOSÉ-ANTONIO NOVAIS.

فكرنا من الأصل

ASIE

Après la mort du premier ministre chinois

La mort de Chou En-lai continue de provoquer des réactions dans le monde entier.

● **DANS LES PAYS DE L'EST**, la nouvelle a été annoncée discrètement. Cependant, le gouvernement soviétique a adressé un télégramme de condoléances au Conseil d'Etat de la République populaire de Chine en lui demandant de transmettre l'expression de sa sympathie à la famille du disparu. Le conseil des ministres de la R.D.A. a fait de même. En Albanie, les premières pages des journaux ont été encadrées de noir. En Roumanie, seul pays du pacte de Varsovie à entretenir des relations amicales avec la Chine, le président Ceausescu a adressé un message au comité central du P.C.C.

De Belgrade, le maréchal Tito a envoyé un message à M. Chou En-lai, président du comité permanent du Congrès du peuple ; il écrit que Chou En-lai « a apporté une importante contribution au progrès dans le monde et à l'amitié entre les peuples ».

● **EN EUROPE OCCIDENTALE**, outre les messages des chefs d'Etat, un note que le P.C. italien a envoyé un télégramme au comité central du P.C. chinois dans lequel il exprime « les condoléances des communistes italiens pour la disparition du camarade Chou En-lai, dont l'œuvre a été importante pour la grande révolution chinoise et la lutte des peuples contre le colonialisme et l'impérialisme ».

● **AU CAIRE**, le président Sadate souligne, dans son message, que l'Egypte et les peuples arabs de liberté n'oublieront jamais les positions prises par M. Chou En-lai en faveur de la cause de la paix et de la sécurité.

● **A ALGER**, le président Boumedienne a déclaré, dans son message : « En partageant aujourd'hui la grande peine du peuple chinois et en nous inclinant avec respect devant l'homme excep-

tionnel qui a marqué d'un si grand éclat l'histoire de son pays, nous tenons à rendre l'hommage qui est dû à l'ami et au compagnon de lutte qui n'a jamais ménagé son soutien à la révolution algérienne ».

● **EN ASIE**, le premier ministre japonais, M. Miki, qui avait annoncé son intention de se rendre aux funérailles de M. Chou En-lai, a déclaré : « C'était l'un des plus grands dirigeants du monde », tandis que Mme Gandhi, premier ministre de l'Inde, qualifie, dans son message, l'ancien premier ministre de « remarquable leader ». Au Pakistan, un deuil national de sept jours a été décidé. Le président du Bangladesh, M. Sayem, a, pour sa part, envoyé un message de condoléances.

● **A LA HAVANE**, la presse se borne à rapporter en dix lignes la mort de M. Chou En-lai.

Chou En-lai est décédé avant que le parti ait pu réussir le brassage des générations

De notre correspondant

Pékin. — La mort de Chou En-lai est intervenue comme une cassure à un moment particulièrement délicat de la vie politique chinoise. Si réduites qu'elles ne soient pas ses activités du fait de la maladie qui le rongeaient depuis près de quatre ans, l'ancien premier ministre n'en représentait pas moins un élément essentiel dans l'équilibre subtil, et peut-être fragile, des forces qui se manifestent en Chine. Le rapport qu'il avait présenté, à y avait-il, en janvier 1970, lors de la session nationale sur les activités du gouvernement apparaît de plus en plus comme un document fondamental.

Or, à partir de ce document, se développe un débat dont la presse se fait largement l'écho. Parlant de l'avenir, Chou En-lai avait insisté sur deux points : la nécessité de l'unité, même si elle n'exclut ni la critique ni l'auto-critique, et les impératifs du développement, qui doit conduire l'économie chinoise, avant la fin du siècle, « aux premiers rangs du monde ».

Unité et développement économique sont deux mots d'ordre qui séduisent d'autant plus une large partie des cadres du régime qu'ils semblaient les ramener aux jours tranquilles d'avant la révolution culturelle ; d'autre part, bon nombre d'entre eux en dépit des écoles du 7 mai et des efforts d'auto-rectification, éprouvaient encore de sérieuses difficultés à épouser sincèrement les idées de ces cadres rouges qui les avaient soustraits à leur épreuve.

Pour relativement importantes qu'elles soient dans certains cas, les questions d'intérêt personnel ne sont pas déterminantes dans ce débat et c'est bien ce qui donne sa gravité. Une grande majorité des cadres, affirment les textes chinois, sont « bons ou

assez bons », c'est-à-dire que leur comportement s'inscrit dans la ligne de la révolution et de l'édification du socialisme n'est pas en cause. La question est précisément de savoir quelle révolution on veut faire, quel socialisme on veut édifier et à quel prix.

L'originalité de Chou En-lai est que, du fait de sa longue carrière, de ses qualités, de son habileté à un « avant » et surtout de sa remarquable disponibilité devant l'événement — on le vit lorsqu'il accorda audiences sur audiences aux gardes rouges dont il devenait la cible — il avait réussi à faire la synthèse des deux tendances, l'une « révolutionnaire », l'autre plus « gestionnaire », tendances qui cohabitent de longue date dans le mouvement communiste chinois. Personne après lui ne paraît qualifié pour jouer un tel rôle.

La preuve qu'il s'agit là d'un problème très actuel est donnée par les multiples références des publications chinoises aux dangers d'un courant révisionniste qui, de toute évidence, ne se manifeste pas seulement dans le domaine de l'éducation, où il a d'abord été dénoncé. Et les raisons sont assez claires pour lesquelles ce problème est aujourd'hui plus brûlant qu'il l'a été autrefois. Elles découlent justement du rapport présenté par Chou En-lai il y a un an.

« Faire décoller » l'économie chinoise, d'abord, suppose une concentration des efforts sur des tâches concrètes — la campagne pour la modernisation de l'agriculture en est un bon exemple — qui éliminent inévitablement la place accordée à l'agitation idéologique. Cela est vrai, toujours, à en juger par la presse, aussi bien pour les

masses — moins de meetings, davantage d'action — que pour les cadres, invités à resserrer leurs contacts avec la base pour mieux assumer leur tâche de direction, beaucoup plus que pour se retrancher dans l'atmosphère prolétarienne des simples paysans et ouvriers.

Les préoccupations d'unité, d'autre part, résultaient sans doute du souci des dirigeants les plus anciens d'organiser de la manière la plus favorable leur succession. Etait-il possible pour le président Mao Tse-toung et pour Chou En-lai d'envisager de disparaître sans que le fossé ait été comblé entre les nombreux cadres critiques et attaqués au cours de la révolution culturelle et ceux qui les avaient écartés et que leur âge, de toute manière, venait à prendre progressivement la relève ? Celle-ci étant loin d'être achevée, il importait de « réconcilier » les uns et les autres, de « résoudre les contradictions au sein du peuple ». De là, la réintégration très générale de personnes dont le moins qu'on puisse dire est qu'ils n'ont été acquis que récemment aux thèses de la révolution culturelle et que leur conversion, que les exemples décevants de l'autorité incontestée du fondateur de la révolution, n'est pas nécessairement définitive.

Il suffit de lire le *Drapeau rouge* pour voir qu'une autre tendance s'insinue de la « pesante » sociologie de ces éléments, voire de la contamination, de l'« action corrosive » que certains d'entre eux pourraient exercer sur de jeunes cadres insuffisamment aguerris et affermis dans la conviction que la lutte de classes se poursuit en régime socialiste et que l'établissement de

la dictature du prolétariat suppose une vigilance de tous les instants. D'où la campagne organisée l'été dernier autour de la critique du roman *Au bord de l'eau* pour apprendre à reconnaître, où qu'il se cache, l'esprit de « capitulation ».

L'idéal, sans doute, eût été qu'un brassage des générations, sous la fermeté d'action idéologique du parti, permît d'utiliser les talents et les énergies de chacun sans renoncer aux objectifs politiques considérés comme fondamentaux. Il semble bien en fait que le temps ait manqué jusqu'à présent pour opérer un tel brassage et que le choix se pose encore entre le compromis et l'affrontement. Sans rien vouloir dramatiser, c'est un peu en ces termes que se présente le problème du remplacement de M. Chou En-lai, aussi bien dans ses fonctions gouvernementales que dans la hiérarchie du parti. Du ou des successeurs qui lui seront donnés — et qui, selon toute probabilité, sont déjà désignés — dépendra que le régime inclinera plutôt vers la rigueur ou vers la souplesse.

L'impressionnante activité déployée ces derniers mois par le président Mao Tse-toung sur le front intérieur comme en diplomatie est garantie, à l'heure actuelle, d'une unité qui résulte de l'autorité incontestée du fondateur de la révolution. Peut-être permettra-t-elle longtemps de dissiper le sentiment qu'un glissement subtil se fait dans les cadres, qu'il se prolonge jusqu'aux échelons élevés du régime entre des hommes de formations, d'expériences différentes et que separent plus que des nuances dans l'ordre des priorités que chacun d'entre eux se fixe pour la construction du communisme en Chine ?

ALAIN JACOB.

Un deuil aussi discret que sincère

De notre correspondant

Pékin. — Radio-Pékin a consacré l'essentiel de son programme, samedi 10 janvier, à la lecture des télégrammes de condoléances adressés aux autorités chinoises par les gouvernements et les hommes d'Etat étrangers. Messages innombrables, venus d'abord des pays géographiquement ou politiquement les plus proches de la République populaire — Albanie, Roumanie, Vietnam, Corée du Nord, Japon —, bientôt suivis par ceux de la plupart des capitales socialistes et africaines. La commission chargée des funérailles de Chou En-lai a fait savoir que, « en accord avec les usages de la Chine et avec la réforme du protocole », il avait été décidé qu'aucune délégation étrangère ne serait invitée à se rendre en Chine pour participer aux cérémonies. Les diplomates et autres étrangers se trouvant à Pékin seront seuls invités lundi matin à venir saluer le corps du premier ministre exposé au Palais de la culture, sous les murs rouges de la Cité interdite.

La Chine ne fait pas étalage de son deuil. Certes, les drapeaux, peu nombreux, sont en berne à Pékin, et les agents de la circulation, en grosse veste de cuir dans le froid, se tiennent pour être un peu plus nombreux qu'à l'ordinaire samedi sur la grande avenue Chang'an, qui traverse la capitale d'est en ouest. Mais la toute est la même qu'à l'accoutumée sur les trottoirs, le même flot de cyclistes s'écoule sur la chaussée et, au petit matin, les mêmes amateurs de gymnastique qu'à l'ordinaire s'exercent dans les squares et les cours.

Cette indifférence apparente est trompeuse. Il s'agit plutôt d'une réserve naturelle, car il suffit d'évoquer avec quiconque, de quelque milieu que ce soit, le nom du premier ministre disparu pour voir les visages devenir graves et une émotion sincère se peindre sur les traits. Chou En-lai était particulièrement aimé par le peuple chinois : il suffit pour s'en convaincre de voir les longues queues qui s'élevaient devant les magasins où son portrait sur sole se vendait samedi matin. — A. J.

Une disparition vivement ressentie en Asie du Sud-Est

De notre correspondant

Bangkok. — Les capitales du Sud-Est asiatique ont envoyé à Pékin des télégrammes faisant état de leur « grande tristesse »

à la suite de la mort de Chou En-lai. Dans des pays comme la Thaïlande, la Malaisie ou les Philippines, qui ont récemment établi des relations diplomatiques avec la Chine populaire, la disparition de « cet homme rare, à la fois révolutionnaire et conciliateur », selon les termes du ministre philippin des affaires étrangères, est vivement ressentie et l'on a demandé à ses successeurs d'adopter une politique analogue à celle de l'ancien premier ministre. Même dans des pays comme Singapour et l'Indonésie, qui n'ont pas de relations officielles avec la Chine, on déplore cette « grande perte ». M. Lee Kuan-yew, chef du gouvernement singapourien, a envoyé un télégramme de condoléances, mais les Indonésiens se sont contentés d'exprimer verbalement leurs sentiments.

En Australie, d'autre part, les dirigeants conservateurs et les travaillistes sont d'accord pour saluer la mémoire de l'ancien premier ministre. Et, d'ailleurs, à radio a diffusé intégralement la nécrologie de Chou En-lai publiée par Pékin. Les dirigeants vietnamiens ont envoyé aux responsables chinois un télégramme célébrant « ce militant communiste exceptionnel, grand et proche du peuple vietnamien ».

Tandis qu'à Hongkong les drapeaux étaient mis en berne et que le gouverneur de Macao envoyait un message de condoléances à Pékin, la communauté chinoise d'outre-mer a pris le deuil. Nombre de journaux chinois de Hongkong consacrent leur première page à la nouvelle. Seuls les quotidiens favorables à Taiwan, et, qui parlent toujours des « bandits communistes », ont conservé leurs titres de première page en rouge, couleur faste.

PATRICE DE BEER.

M. GISOARD D'ESTAING : la France s'associe au deuil d'un grand pays ami.

M. Giscard d'Estaing, qui avait adressé un message officiel au président du comité permanent de l'Assemblée nationale populaire chinoise (le *Monde* du 10 janvier), a fait parvenir au président Mao Tse-toung le télégramme suivant : « C'est avec beaucoup de tristesse que j'ai appris la nouvelle de la mort de M. Chou En-lai. Avec lui disparaît celui qui fut, pendant un demi-siècle, le fidèle compagnon de votre combat et qui a été, à vos côtés, l'artisan plein d'habileté et de sagesse de la construction de la Chine nouvelle. »

Je m'incline devant sa mémoire et je prends part à la peine que vous éprouvez. La France s'associe au deuil d'un grand pays ami. »

EUROPE

Union soviétique

De notre correspondant

nous nous sommes entendus dire en de nombreuses occasions : « vous voyez, mais vous ne devez pas les exprimer. Nous vous voyons non pas pour vos convictions, mais pour les avoir exprimées ».

Qu'est-ce qu'un acte antisoviétique ?

« Il est évident qu'il est impossible de juger quelqu'un pour des opinions non exprimées puisqu'on n'a pas encore vu ce qu'il en fera. Les opinions ne sont que des paroles, mais vous ne devez pas les exprimer. Nous vous voyons non pas pour vos convictions, mais pour les avoir exprimées ».

Après avoir cité ces cas de violence physique contre des prisonniers, M. Amalrik rappelle que, même après leur libération, les anciens prisonniers ne bénéficient pas du libre choix de travail et de résidence. Lui-même a été arrêté à trois reprises au

cours des derniers six mois pour être venu à Moscou, où il résidait légalement avec sa femme, condamnation et où vit toujours sa femme.

En conclusion de son article, M. Amalrik s'interroge sur la déshérence de M. Giscard d'Estaing, selon laquelle, « depuis la guerre, le nombre des condamnations a diminué de deux fois ».

« D'abord, c'est un acte antisoviétique », demande-t-il, que deux fois moins de personnes ont été condamnées en 1975 qu'en 1945 ou que le nombre de condamnations est aujourd'hui deux fois moins grand qu'après la guerre ? Si cette dernière hypothèse est exacte, la situation serait plutôt dangereuse, car, selon les statistiques les plus prudentes des experts occidentaux, le nombre de prisonniers soviétiques a augmenté vingt millions à la fin de la guerre. (1) Selon mes impressions comparées de 1945 et de 1975 (1), le nombre de prisonniers s'est plutôt accru pendant cette période.

Pratiquement, dans toutes les prisons où je suis passé — Sverdlovsk, Novosibirsk, Irkoutsk, Khabarovsk et Magadan — de nouveaux bâtiments étaient en construction. Les cellules étaient toutes surpeuplées ; il y avait parfois trente personnes dans des cellules prévues pour dix, et, dans les trains de prisonniers, nous étions treize ou vingt dans des compartiments prévus pour sept.

L'article d'André Amalrik a été diffusé par l'académicien Sakharov. Le prix Nobel de la paix a correspondance est limitée et la courbe s'élève vers l'ouest, poursuit M. Amalrik. Mais qu'importe ? Une idée non orthodoxe a été exprimée par écrit ou oralement, on estime qu'elle est un acte susceptible d'entraîner un procès. L'évaluation de l'antisovétisme dépend entièrement du bon vouloir des enquêteurs car il n'existe pas de définition juridique de cette notion.

André Amalrik conteste également la description des camps et des prisons faite par M. Soukharev :

« Les normes alimentaires sont basées sur la définition de l'épuisement physique. Les coûts de nourriture ne sont autres que ceux de la seconde moitié de la guerre (5 kopeks tous les six mois). Les correspondances sont limitées et la courbe s'élève vers l'ouest, poursuit M. Amalrik. Mais qu'importe ? Une idée non orthodoxe a été exprimée par écrit ou oralement, on estime qu'elle est un acte susceptible d'entraîner un procès. L'évaluation de l'antisovétisme dépend entièrement du bon vouloir des enquêteurs car il n'existe pas de définition juridique de cette notion.

André Amalrik conteste également la description des camps et des prisons faite par M. Soukharev :

« Les normes alimentaires sont basées sur la définition de l'épuisement physique. Les coûts de nourriture ne sont autres que ceux de la seconde moitié de la guerre (5 kopeks tous les six mois). Les correspondances sont limitées et la courbe s'élève vers l'ouest, poursuit M. Amalrik. Mais qu'importe ? Une idée non orthodoxe a été exprimée par écrit ou oralement, on estime qu'elle est un acte susceptible d'entraîner un procès. L'évaluation de l'antisovétisme dépend entièrement du bon vouloir des enquêteurs car il n'existe pas de définition juridique de cette notion.

André Amalrik conteste également la description des camps et des prisons faite par M. Soukharev :

« Les normes alimentaires sont basées sur la définition de l'épuisement physique. Les coûts de nourriture ne sont autres que ceux de la seconde moitié de la guerre (5 kopeks tous les six mois). Les correspondances sont limitées et la courbe s'élève vers l'ouest, poursuit M. Amalrik. Mais qu'importe ? Une idée non orthodoxe a été exprimée par écrit ou oralement, on estime qu'elle est un acte susceptible d'entraîner un procès. L'évaluation de l'antisovétisme dépend entièrement du bon vouloir des enquêteurs car il n'existe pas de définition juridique de cette notion.

André Amalrik conteste également la description des camps et des prisons faite par M. Soukharev :

« Les normes alimentaires sont basées sur la définition de l'épuisement physique. Les coûts de nourriture ne sont autres que ceux de la seconde moitié de la guerre (5 kopeks tous les six mois). Les correspondances sont limitées et la courbe s'élève vers l'ouest, poursuit M. Amalrik. Mais qu'importe ? Une idée non orthodoxe a été exprimée par écrit ou oralement, on estime qu'elle est un acte susceptible d'entraîner un procès. L'évaluation de l'antisovétisme dépend entièrement du bon vouloir des enquêteurs car il n'existe pas de définition juridique de cette notion.

André Amalrik conteste également la description des camps et des prisons faite par M. Soukharev :

« Les normes alimentaires sont basées sur la définition de l'épuisement physique. Les coûts de nourriture ne sont autres que ceux de la seconde moitié de la guerre (5 kopeks tous les six mois). Les correspondances sont limitées et la courbe s'élève vers l'ouest, poursuit M. Amalrik. Mais qu'importe ? Une idée non orthodoxe a été exprimée par écrit ou oralement, on estime qu'elle est un acte susceptible d'entraîner un procès. L'évaluation de l'antisovétisme dépend entièrement du bon vouloir des enquêteurs car il n'existe pas de définition juridique de cette notion.

André Amalrik conteste également la description des camps et des prisons faite par M. Soukharev :

« Les normes alimentaires sont basées sur la définition de l'épuisement physique. Les coûts de nourriture ne sont autres que ceux de la seconde moitié de la guerre (5 kopeks tous les six mois). Les correspondances sont limitées et la courbe s'élève vers l'ouest, poursuit M. Amalrik. Mais qu'importe ? Une idée non orthodoxe a été exprimée par écrit ou oralement, on estime qu'elle est un acte susceptible d'entraîner un procès. L'évaluation de l'antisovétisme dépend entièrement du bon vouloir des enquêteurs car il n'existe pas de définition juridique de cette notion.

Italie

De notre correspondant

Les chrétiens-démocrates ne veulent pas associer le P.C. aux « responsabilités de la majorité »

Rome. — Dans la partie à trois qui se joue en Italie depuis le 7 janvier, pour résoudre la crise gouvernementale, chacun des partenaires (socialiste, communiste et démocrate-chrétien) cherche à renvoyer la balle dans un autre camp.

M. Francesco De Martino, secrétaire du parti socialiste, s'est entretenu, vendredi 9 janvier, pendant une heure et demie, avec les journalistes de la presse étrangère. Nous proposons, a-t-il dit en substance, une clarification de la situation politique. Jusque-là, le parti communiste soutenait, en catimini, le gouvernement, et la démocratie chrétienne l'acceptait. Il faut que le P.C. soit ouvertement associé à la politique de la majorité, cette association pouvant prendre différentes formes. Si la démocratie chrétienne le refuse, il lui reviendra alors d'indiquer une autre solution.

C'est bien un refus qui a été opposé par le principal parti de la majorité. Approuvé par la direction unanime, M. Benigno Zaccagnini, secrétaire de la démocratie chrétienne, exclut toute formule « visant à entraîner de manière directe ou indirecte le P.C. dans les responsabilités de la majorité ». Cela n'empêche pas que « sur des questions d'intérêt général — ou particulier —, les contributions de l'opposition soient attentivement examinées, et si elles sont jugées positives, acceptées ». Bref, il n'y a rien à attendre de la situation actuelle, « la distinction des rôles entre majorité et opposition » devant être maintenue. La démocratie chrétienne — qui penche pour le nouveau cabinet Aldo Moro — se déclare prête en revanche à garantir au parti socialiste « les conditions pour une pleine et solidaire collaboration sur les bases de la clarification politique et sur des positions de loyauté et de

reciproque dignité ». Autrement dit, aux socialistes de jouer. Le P.C., qui est au centre du débat, ne peut être accusé de vouloir compliquer les choses. Il a adopté, encore une fois, une « attitude » que celle des deux autres partis. Il veut éviter par-dessus tout des élections anticipées. « La participation des communistes à la direction du gouvernement est nécessaire pour un tournant politique effectif » : ce titre agressif qui barre la première page de l'Unità contraste avec la grande simplicité du texte qui suit et qui a été adopté le 9 janvier par la direction du parti. Si le P.C. pense, en effet, que la solution consiste en un « déplacement définitif de la formule de centre-gauche » et s'il estime que ce tournant ne peut être pris sans sa participation, il n'en fait pas une condition. En cas de refus de la démocratie chrétienne, les communistes resteront dans l'opposition, une opposition qu'ils déclarent à l'avance devoir être « rigoureuse et constructive » et qui ne les empêchera pas de prendre clairement leurs responsabilités lors du vote de certaines lois.

De cette partie à trois où tout le monde emploie le mot « clarification » sans que les choses soient encore très claires, les petites formations politiques semblent un peu exclues. On notera néanmoins le désir des sociaux-démocrates de participer à un gouvernement à quatre (avec les démocrates-chrétiens, les socialistes et les républicains), tandis que ces derniers enregistrent une déclaration fracassante de leur président, M. Ugo La Malfa : « Quelles que soient les décisions de mon parti, je n'entreprendrai personnellement de négocier plus jamais dans un gouvernement. Plus jamais. »

ROBERT SOLÉ.

Le délit d'opinion existe bel et bien affirme l'historien dissident André Amalrik

De notre correspondant

Moscou. — L'historien dissident André Amalrik conteste dans un texte diffusé vendredi 9 janvier à Moscou la plupart des affirmations avancées par M. Soukharev, le premier vice-ministre soviétique de la justice dans une interview accordée à l'agence de presse Novosti Vremia et consacrée aux droits de l'homme en U.R.S.S. (le *Monde* du 6 janvier).

« J'ai lu cette interview, écrit Amalrik, avec un mélange de joie et de dégoût. De joie, car la tentative de justifier en détail une politique de coercition soviétique est sensible aux réactions de l'opinion publique mondiale aux violations des droits de l'homme en U.R.S.S. et, comme bien par les décrets d'opinion publique peut faire dans ce domaine. Avec dégoût, car pratiquement tout ce qu'affirme Soukharev est un mensonge ».

L'auteur du pamphlet *L'U.R.S.S. survivra-t-elle en 1984 ?* dément les affirmations de M. Soukharev selon lesquelles il n'existe aucune loi soviétique réprimant la liberté d'opinion et la liberté religieuse, et selon lesquelles les dissidents sont jugés, non pas pour leur opinion, mais pour des actes concrets. Après avoir rappelé un certain nombre de cas où des groupes de personnes ont été arrêtés et déportés, mais pas pour des faits précis, à une classe ou à un groupe ethnique (les koulaks pendant la collectivisation agricole, les Tartares de Crimée, les Allemands de la Volga pendant la guerre), M. Amalrik ajoute : « Des lois réprimant les délits d'opinion existent bel et bien ; l'article 70 du code criminel de la Fédération de Russie l'ont l'opinion, la propagande antisoviétique et l'article 190 du même code (visant la propagation d'informations diffamatoires pour le système soviétique). Les services de la justice soviétique donnent un sens bien précis au mot opinion. Moi-même et d'autres prisonniers,

nous nous sommes entendus dire en de nombreuses occasions : « vous voyez, mais vous ne devez pas les exprimer. Nous vous voyons non pas pour vos convictions, mais pour les avoir exprimées ».

Qu'est-ce qu'un acte antisoviétique ?

« Il est évident qu'il est impossible de juger quelqu'un pour des opinions non exprimées puisqu'on n'a pas encore vu ce qu'il en fera. Les opinions ne sont que des paroles, mais vous ne devez pas les exprimer. Nous vous voyons non pas pour vos convictions, mais pour les avoir exprimées ».

Après avoir cité ces cas de violence physique contre des prisonniers, M. Amalrik rappelle que, même après leur libération, les anciens prisonniers ne bénéficient pas du libre choix de travail et de résidence. Lui-même a été arrêté à trois reprises au

cours des derniers six mois pour être venu à Moscou, où il résidait légalement avec sa femme, condamnation et où vit toujours sa femme.

En conclusion de son article, M. Amalrik s'interroge sur la déshérence de M. Giscard d'Estaing, selon laquelle, « depuis la guerre, le nombre des condamnations a diminué de deux fois ».

« D'abord, c'est un acte antisoviétique », demande-t-il, que deux fois moins de personnes ont été condamnées en 1975 qu'en 1945 ou que le nombre de condamnations est aujourd'hui deux fois moins grand qu'après la guerre ? Si cette dernière hypothèse est exacte, la situation serait plutôt dangereuse, car, selon les statistiques les plus prudentes des experts occidentaux, le nombre de prisonniers soviétiques a augmenté vingt millions à la fin de la guerre. (1) Selon mes impressions comparées de 1945 et de 1975 (1), le nombre de prisonniers s'est plutôt accru pendant cette période.

Pratiquement, dans toutes les prisons où je suis passé — Sverdlovsk, Novosibirsk, Irkoutsk, Khabarovsk et Magadan — de nouveaux bâtiments étaient en construction. Les cellules étaient toutes surpeuplées ; il y avait parfois trente personnes dans des cellules prévues pour dix, et, dans les trains de prisonniers, nous étions treize ou vingt dans des compartiments prévus pour sept.

L'article d'André Amalrik a été diffusé par l'académicien Sakharov. Le prix Nobel de la paix a correspondance est limitée et la courbe s'élève vers l'ouest, poursuit M. Amalrik. Mais qu'importe ? Une idée non orthodoxe a été exprimée par écrit ou oralement, on estime qu'elle est un acte susceptible d'entraîner un procès. L'évaluation de l'antisovétisme dépend entièrement du bon vouloir des enquêteurs car il n'existe pas de définition juridique de cette notion.

André Amalrik conteste également la description des camps et des prisons faite par M. Soukharev :

« Les normes alimentaires sont basées sur la définition de l'épuisement physique. Les coûts de nourriture ne sont autres que ceux de la seconde moitié de la guerre (5 kopeks tous les six mois). Les correspondances sont limitées et la courbe s'élève vers l'ouest, poursuit M. Amalrik. Mais qu'importe ? Une idée non orthodoxe a été exprimée par écrit ou oralement, on estime qu'elle est un acte susceptible d'entraîner un procès. L'évaluation de l'antisovétisme dépend entièrement du bon vouloir des enquêteurs car il n'existe pas de définition juridique de cette notion.

André Amalrik conteste également la description des camps et des prisons faite par M. Soukharev :

« Les normes alimentaires sont basées sur la définition de l'épuisement physique. Les coûts de nourriture ne sont autres que ceux de la seconde moitié de la guerre (5 kopeks tous les six mois). Les correspondances sont limitées et la courbe s'élève vers l'ouest, poursuit M. Amalrik. Mais qu'importe ? Une idée non orthodoxe a été exprimée par écrit ou oralement, on estime qu'elle est un acte susceptible d'entraîner un procès. L'évaluation de l'antisovétisme dépend entièrement du bon vouloir des enquêteurs car il n'existe pas de définition juridique de cette notion.

MÉDECINE

A Limoges

Mme Simone Veil définit l'action à entreprendre dans le domaine de la psychiatrie

De notre correspondant

Limoges. — Après avoir inauguré le 9 janvier dans la matinée sous la présidence de M. Jacques Chirac, premier ministre, le centre hospitalier universitaire de Limoges, Mme Simone Veil, ministre de la Santé, a visité le centre psychiatrique de Nausse. A cette occasion, le ministre de la Santé a dégagé les grandes lignes de l'action à entreprendre dans le domaine de la psychiatrie. Mme Veil a notamment souligné la nécessité d'améliorer l'accueil des malades et de leurs familles au titre même de la thérapeutique des maladies mentales.

Des centres de post-cure

Pour le ministre de la Santé il est nécessaire de créer un ou plusieurs centres de post-cure où le malade puisse commencer à reprendre une vie normale tout en conservant l'aide thérapeutique de l'équipe médicale qui l'a déjà soigné à l'hôpital. Des réalisations de ce type peuvent, selon le ministre, être organisées assez rapidement, au besoin dans un local loué, et doivent conserver des dimensions modestes de l'ordre de trente à soixante places, si l'on veut que la vie collective y soit aussi légère que possible. En second lieu, Mme Veil estime qu'il faut multiplier les points de consultations psychiatriques hors de l'hôpital et même hors des dispensaires traditionnels.

En ce qui concerne la psychiatrie des personnes âgées, Mme Veil a critiqué le comportement des maisons de retraite, des hospices et aussi de médecins traitants qui hospitalisent dans un établissement psychiatrique un malade dès la première manifestation de troubles psychiques alors que

ceux-ci, la plupart du temps, pourraient être soignés sur place.

Mme Veil a souligné aussi l'effort sans précédent accompli sur le plan national au cours des dernières années dans le domaine de la sectorisation. Une enquête lancée à la fin de l'année 1975 a permis de mesurer le chemin parcouru depuis la loi du 31 juillet 1958, qui fait obligation aux hôpitaux psychiatriques de s'associer aux collectivités publiques afin d'assurer la coordination des actions de prévention, de traitement et de post-cure au niveau de chaque département. Par rapport aux données théoriques qui impliqueraient l'existence de mille vingt-trois secteurs et intersecteurs dotés de plus de deux mille médecins, nous disposons, fin 1975, a déclaré le ministre de la Santé, de neuf cent quatre-vingt-douze secteurs et intersecteurs, de huit cents équipes et de près de mille deux cents médecins. Encore faut-il noter que la part la plus importante de ces structures ne remonte guère qu'à 1972.

De son côté, M. Chirac avait souligné, à l'issue de la visite du C.E.U. de Limoges, « le coût impressionnant de cette opération, 277 millions, dont près de 40 % ont été alloués par l'Etat, qui marque la place considérable des dépenses de santé dans les investissements publics. Il témoigne aussi de la confiance que la région du Limousin porte à son avenir. C'est-à-dire à son destin ».

A l'appel de vingt et une organisations — parmi lesquelles les trois partis signataires du programme commun de la gauche — environ mille deux cents personnes ont manifesté dans le calme, à quelques centaines de mètres de l'hôpital, pendant la visite du premier ministre. (Nos dernières éditions du 10 janvier.)

ARMÉE

MISSION SUSPENDUE POUR CAUSE DE MALADIE A BORD D'UN SOUS-MARIN NUCLEAIRE

(De notre correspondant.)

Brest. — L'indivisibilité des sous-marins nucléaires lance-missiles qui composent la force océanique stratégique française a été mise en défaut à bord d'un de ces bâtiments, en patrouille dans l'Atlantique nord. Le projet des sous-marins de rester en mer pendant deux mois, dans la plus grande discrétion possible et surtout sans la moindre interruption, dans l'attente d'un éventuel ordre de tir venu du chef de l'Etat. A cette fin, chaque sous-marin embarque un médecin, qui doit être en mesure de faire des interventions chirurgicales, pendant les patrouilles. Des opérations ont déjà été réalisées à bord de sous-marins, notamment pendant des campagnes de dissuasion du « Redoutable ».

Mais un médecin peut être lui-même malade. C'est ce qui est arrivé au praticien d'un sous-marin, patrouillant au début de l'année dans les eaux de l'Atlantique nord. Le médecin a été atteint d'une maladie, dans ce but, le 16 janvier, la frégate lance-missile « Dugay-Trouin » a appareillé de Brest pour se rendre à la rencontre du sous-marin. Un hélicoptère a été envoyé du navire pour faire le transfert du médecin malade.

Le sous-marin a été ainsi rétro-

gradé. D'autres marins étrangers ont connu les mêmes incidences, en temps de paix la sécurité des personnels à bord du sous-marin étant prioritaire par rapport aux buts de la mission « opérationnelle » du bâtiment. En temps de crise ou de tension, il est probable que le commandant de sous-marin aurait pris néanmoins le risque de continuer sa mission, le médecin n'étant pas le seul personnel soignant à bord d'un bâtiment en opérations dans de telles circonstances.

JEAN DE ROSIERE.

Que faire de la Cour de sûreté de l'Etat?

(Suite de la première page.)

Le délai de six jours de garde à vue (dix jours avant une loi du 17 juillet 1970), n'est pas d'ailleurs justifié. Une telle durée s'apparente, en fait à une mise au secret. A tout le moins pourrait-on envisager que ces six jours ne soient applicables que sous l'état d'urgence, l'état de siège, ou l'empire de l'article 16. Encore que ce soit probablement dans de telles circonstances exceptionnelles qu'il paraîtrait nécessaire de tenir la main ferme en faveur des droits de la défense.

Doit également être revue la règle selon laquelle l'ouverture et la continuation des poursuites, la définition a priori des délits allégués, d'apparence qu'un seul gouvernement. La procédure actuelle rend suspecte, par principe, toute initiative de ce dernier. Il faut enfin réduire cette boulimie judiciaire qui permet, par l'article 698 du code de procédure pénale, pour peu qu'on insiste, de poursuivre devant la Cour de sûreté de l'Etat un peu près n'importe quel, les infractions aux règles de la circulation, pourquoi pas?

Dans cet ordre d'idées, il est de plus en plus évident que les éléments constitutifs de l'infraction définies à l'article 84 du code pénal (1) ne sont pas réunis dans ce dossier, bien curieusement conduit par le parquet général. Il est avéré, par exemple, que certains tracts (c'est à peu près tout ce que l'on possède en fait de preuve de « démolition ») ont été fabriqués avec l'aide de la C.G.T., comme l'indique la mention (obligatoire et respectée en l'espèce) du nom de l'imprimeur sur les tracts. Il semble que M. Christian Gallut, le juge

d'instruction, n'en ait pas été saisi par M. Jean Jonquères, le procureur général.

Au plus, aurait-on pu engager des poursuites sur la base de l'article 25 de la loi sur la presse, comme le rappelait dernièrement un de nos lecteurs, avocat à Paris (*le Monde* du 10 décembre). Le texte punit d'un à cinq ans d'emprisonnement la provocation à la désobéissance. C'est une telle poursuite, de plus, qui va être prochainement examinée par le tribunal de Soissons à propos de militants C.F.D.T. Non par la Cour de sûreté de l'Etat, quoique les faits semblent valoir.

Cette dernière incrimination est à la limite du vraisemblable : ce qui ne l'est plus du tout, c'est la réalité de l'entreprise de démolition. Le dossier est vide. Les vingt-cinq défendeurs, unanimes, l'ont dit : avec suffisamment de solennité pour voir dans leur protestation publique — davantage qu'un hypocrite appel à l'opinion. M. Lecanuet ne dissimule pratiquement plus qu'il est du même

avis. Le général Bigeard estime, de son côté : « Actuellement la balle est dans notre camp. Il nous appartient de faire libérer ces jeunes ».

M. Chirac prend abusivement argument du secret de l'instruction pour s'abstenir de dire ce qu'il pense du dossier. On l'a vu plus disert. Ne peut-il légalement obtenir du parquet général les informations qu'il dit ne pas avoir ? L'exécutif — il suffit de rappeler l'affaire Ben Barka — n'a pas toujours été si pudique, si respectueux de la séparation des pouvoirs — qui n'est pas en cause en l'espèce.

Bref, chacun plus ou moins haut, retire ses billes. Il en est plus d'un, d'ailleurs, pour donner le procès des « démolitionnistes » à la justice. Un lieu, après tant de vacarmes, provoquerait des larmes. Le gouvernement refuse de supprimer la Cour de sûreté, hésitant à corriger, se contentant de la rendre ridicule.

PHILIPPE BOUCHER.

Pour la libération des emprisonnés

LE P.G.F. PROPOSE AUX PARTIS DE GAUCHE ET AUX SYNDICATS UNE RÉUNION COMMUNE.

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a adressé une lettre aux partis de gauche et aux syndicats pour proposer une réunion commune afin d'envisager de nouvelles démarches en faveur des personnes incrimées dans le cadre des poursuites engagées pour entreprise de démolition de l'armée. Cette lettre a été adressée au P.S., au Mouvement des radicaux de gauche, à la C.G.T., C.F.D.T. et à la F.E.N.

« Un certain nombre d'emprisonnés ont été libérés », note M. Marchais. Cependant, les incriminations devant la Cour de sûreté de l'Etat sont maintenues. Les dispositions légales sur la détention préventive sont bâouées et des emprisonnements demeurent, alors que les avocats des

emprisonnés soulignent le vide des dossiers.

De son côté, M. Edmond Maire a indiqué, vendredi 9 janvier à Paris, que la C.F.D.T. envisage de déposer une plainte contre le gouvernement pour avoir envoyé des militants syndicalistes devant la Cour de sûreté de l'Etat « qui est une juridiction d'exception ». Le secrétaire général de la C.F.D.T. a souligné qu'après sa rencontre avec M. Chirac, rien n'a changé. Cependant, pour la centrale, « le gouvernement semble avoir baissé de ton, car, dans l'opinion publique, l'idée progresse que les dossiers sont vides ».

LES PÈRES DE FAMILLE INCORPORABLES EN FÉVRIER PEUVENT DEMANDER UNE DISPENSE

Dans le cadre des mesures envisagées en faveur de la famille, le gouvernement a décidé de déposer un projet de loi tendant à dispenser des obligations du service national actif, les jeunes gens pères de famille avant leur vingt-deuxième anniversaire. Ce projet de loi, présenté par le ministre de la Défense (*le Monde* du 2 janvier 1976).

Afin de préserver leurs droits éventuels, le ministre de la Défense a décidé que les jeunes gens concernés, incorporables en février 1976, peuvent demander à être placés en appel différé jusqu'au vote de la loi. Tous les pères de famille nés après le 30 novembre 1953 sont dans ce cas.

Pour le père de famille né avant cette date, ces dispositions s'appliquent seulement aux jeunes gens dont la demande de dispense a été faite, ou si la dispense a été refusée, alors qu'ils bénéficiaient d'un report d'incorporation. Pour bénéficier de ces mesures, les jeunes gens doivent adresser une demande de mise en appel différé à leur bureau de recrutement, accompagnée d'une fiche familiale d'état civil avant le 25 janvier 1976, a conclu le ministre.

Le Monde de l'éducation

Le numéro de janvier est paru

AU SOMMAIRE :

L'ORTHOGRAPHE

UN MONUMENT DE LA SOCIÉTÉ BOURGEOISE, par Jacques Cellard.

LES ILLUSIONS DE LA DICTÉE, par Hélène Huot.

MESURES D'URGENCE, par René Haby.

CORRIGER LES ANOMALIES LES PLUS CRIANTES, par Jean Mistler, de l'Académie française.

QU'EN PENSENT LES ÉCRIVAINS ET LES ENSEIGNANTS?

Prochain article :

TEMPÊTE SOUS UNE COUPOLE

Le numéro : 5 F. Abonnement (11 numéros par an) : France : 50 F. Étranger (valeur normale) : 65 F.

INSTITUT

L'ACADÉMIE DES SCIENCES, DU ROI-SOLEIL A L'ÉCLIPSE

I. — ILLUSTRE ET OUBLIÉE

Le 16 juin 1668, quelques mathématiciens, qui devaient constituer le noyau de l'Académie royale des sciences, se réunirent dans la bibliothèque de Colbert pour observer ensemble une éclipse de lune très attendue. Les « des sciences » interpellèrent leur masqué la vue de notre satellite et les savants durent

par BRUNO FRAPPAT

excellences, le panthéon du savoir exact vivote, solennel, oublié et vieillit, dans un monde qui change trop vite. Le paradoxe est étrange de cette assemblée d'hommes de changement qui en supposent mal les conséquences.

Les explications de cette dérive d'une institution, devenue un fardeau contesté qui traîne loin derrière la science vivante, sont nombreuses. Depuis quelques temps des médecins se sont penchés sur le chevet de ce malade. Le président de la République, « protecteur » de l'Académie, a nommé une commission. L'Académie Irémit encore à l'évocation des remèdes qu'on veut lui proposer et s'indigne qu'on ait l'air de tenir pour nulle et non avenue une activité ronronnante et utile. Elle veut bien un traitement, mais pas de cheval.

Le passé pèse de tout son poids sur l'Académie. Les sciences, les roulements de tambour qui, chaque année, sous la coupole de l'Institut, annoncent et saluent l'entrée des académiciens pour la séance publique de remise des prix font sourdre plus d'un jeune spectateur (il y en a). L'embaras de ces savants illustres dont des épaules pacifiques battent les jantes d'un chariot de photographes des occasions de clichés amusants. Mais quel photographe de presse aurait l'idée de venir en cet endroit solennel et compassé ?

Loin du bruit et des hommes, l'Académie poursuit une existence discrète. On ne lui reproche pas de gêner : « L'Académie ? nous dit un de ses membres, tout le monde s'en fiche dans le milieu scientifique ! » Il faut peut-être y voir de plus près. Une institution qui sommeille, il vaut peut-être mieux s'attacher à la réveiller — quitte

Depuis cent soixante ans

Fonctionnant d'abord sans règles strictes, l'Académie ne devint véritablement une institution qu'au XVIII^e siècle. Le nombre de ses membres était porté à soixante-dix. Coupable d'avoir été une académie « royale », elle fut supprimée en 1793 par la Convention pour être ressuscitée deux ans plus tard sous forme d'un des éléments de l'Institut national « chargé, pour toute la République, de recueillir les découvertes, de perfectionner les arts et les sciences ». En 1803, le premier conseil réorganisa l'Institut, se « contentant » qu'il en était membre dans la section de mécanique depuis 1791, lui qui en Egypte signalait ainsi ses proclamations : « Le général en chef, membre de l'Institut ».

La Restauration

à la surprendre ! — qu'à l'achever. C'est, apparemment, le vœu du président de la République qui, coup sûr, n'est pas une pauvresse. Les origines remontent au début du dix-septième siècle, où les hommes de science jusqu'alors isolés commencèrent à se « chercher » pour confronter leurs recherches, leurs observations, tester leurs hypothèses. La naissance de la science expérimentale. Fontenelle le résumait ainsi : « Comme on s'est avisé de consulter sur les choses naturelles la nature elle-même plutôt que les anciens, elle se laisse plus aisément découvrir. » Mais il fallait se réunir pour échanger ces découvertes, ce qui n'était pas la fonction de cette « Académie Mérensienne » créée par un modeste religieux de l'ordre des Minimes qui réunissait autour de lui les plus grands savants de l'époque : Descartes, Fermat, Roberval, Gaspari, Pascal. On y trouve l'embryon de la future Académie royale des sciences créée par Colbert et dont la première séance officielle aura lieu le 22 décembre 1666.

Bien des membres de l'ancienne académie Mérensienne s'y retrouveront dans le souvenir du religieux, mort dix-huit ans auparavant. L'Institut, qui s'inspirait aussi des deux académies italiennes et de la Royal Society anglaise, plus anciennes, comprenait alors vingt et un membres dont sept géomètres, trois astronomes, un mécanicien, trois physiciens, trois naturalistes, deux chimistes, un botaniste et un membre dont l'histoire a oublié la spécialité.

Reste-t-il encore dans l'ensemble scientifique de la France une place suffisante qui justifie le maintien de l'Académie des sciences ? M. Giscard d'Estaing veut le proclamer. Bien des chercheurs s'interrogent. Cet « endroit d'excellence » qui réunit les scientifiques français les plus éminents n'est-il pas une coquille vide dangereusement balotée par un courant sur lequel elle n'a pas de prise ? L'Académie a un passé prestigieux, un présent morne, mais a-t-elle un avenir ?

Reste-t-il encore dans l'ensemble scientifique de la France une place suffisante qui justifie le maintien de l'Académie des sciences ? M. Giscard d'Estaing veut le proclamer. Bien des chercheurs s'interrogent. Cet « endroit d'excellence » qui réunit les scientifiques français les plus éminents n'est-il pas une coquille vide dangereusement balotée par un courant sur lequel elle n'a pas de prise ? L'Académie a un passé prestigieux, un présent morne, mais a-t-elle un avenir ?

Prochain article :

TEMPÊTE SOUS UNE COUPOLE

L'organisation actuelle

L'Académie des sciences est l'une des cinq académies constituant l'Institut de France avec l'Académie française, l'Académie des inscriptions et belles-lettres, l'Académie des beaux-arts et l'Académie des sciences morales et politiques. Elle compte actuellement cent membres. L'institution se compose de deux divisions principales : la division des sciences mathématiques et physiques et celle des sciences chimiques et naturelles. Chaque division comprend plusieurs sections de dix membres (cinq sections pour la première, six sections pour la seconde). Les onze sections portent les titres suivants : géométrie, mécanique, astronomie, géographie et navigation, physique, chimie, minéralogie et géologie, botanique, zoologie, économie rurale, médecine et chirurgie.

Les divisions ont chacune à leur tête un « secrétaire perpétuel ». Pour la division des sciences mathématiques et physiques, le secrétaire perpétuel est, depuis le mois de novembre, M. Paul Germain, qui a remplacé M. Louis de Broglie, démissionnaire pour raisons personnelles. M. Robert Courrier, pour sa part, est depuis 1948 secrétaire perpétuel pour la division des sciences chimiques et naturelles.

Outre, ces deux divisions, il existe quatorze académiciens libres, six membres de la section « applications de la science à l'industrie » (créée en 1918) et douze membres « non résidents ». Cette dernière section, de création relativement récente (1913), devait faciliter l'élection des provinciaux, qui jusqu'alors ne pouvaient pas être membres de l'Académie. Il faut encore en principe il faut encore en habiter assez près de Paris pour pou-

voir faire l'aller et le retour dans la journée... à cheval.

L'Académie compte aussi vingt-huit associés étrangers et cent vingt membres correspondants.

Si les deux secrétaires perpétuels sont élus à vie, le président, lui, change chaque année. Les présidents se succèdent par ancienneté, le vice-président de l'année précédente étant automatiquement désigné à sa poste. Chaque division comprend plusieurs sections de dix membres (cinq sections pour la première, six sections pour la seconde). Les onze sections portent les titres suivants : géométrie, mécanique, astronomie, géographie et navigation, physique, chimie, minéralogie et géologie, botanique, zoologie, économie rurale, médecine et chirurgie.

Les notes publiées dans les Comptes rendus hebdomadaires de l'Académie — trois séries par semaine — représentent environ vingt mille pages par an. Chaque note doit être présentée par un académicien et se compose de deux pages. La brièveté des délais de publication est l'une des principales qualités des Comptes rendus de l'Académie qui permettent aux chercheurs de « prendre date » à l'occasion d'une découverte. Elles sont insérées d'un intérêt scientifique inégal. La publication, depuis le début de 1975, d'un résumé en anglais devrait faciliter une diffusion accrue de ces comptes rendus, qui est pour l'Institut de deux mille cinq cents exemplaires pour chacune des trois séries hebdomadaires.

هكذا من الأصل

JUSTICE

L'ENLÈVEMENT DU P.D.G. DE PHONOGRAF

Cinq ravisseurs présumés de M. Hazan sont inculpés

L'instigateur présumé du rapt de M. Louis Hazan, M. Ugo Brunini, trente-cinq ans, a été inculpé, vendredi 9 janvier, par M. Guy Floch, premier juge d'instruction à Paris, de complicité d'arrestations illégales et de séquestration de personnes. Il a également reconnu ultérieurement être l'auteur de l'attentat à l'explosif commis le 23 octobre dernier contre les locaux de la société Phonogram, rue Jenner (13^e arrondissement). M. Daniel Moschini, dit « Miguel », trente et un ans, appréhendé le 7 janvier à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne), a été inculpé d'arrestations illégales, de séquestration de personnes avec violence et de rapt de fait avec préméditation ainsi que d'infraction à la législation sur les armes.

MM. Daniel et Dominique Pech, vingt-six et

vingt-trois ans, arrêtés le 6 janvier place de la Bastille au moment où ils tentaient de prendre possession de la rançon de 15 millions de francs, seront poursuivis pour persécution illégale, séquestration de personnes et infraction à la législation sur les armes. Enfin, le magistrat a retenu la charge de complicité de séquestration de personnes à l'encontre de M. Lorio Brunini, trente-huit ans, frère d'Ugo et directeur d'une agence de voyages à Johannesburg, en Afrique du Sud. Les cinq hommes ont été écroués.

D'autre part, M. Floch a lancé des mandats d'arrêt visant MM. Marcel Pech, cinquante-cinq ans, et Jacques Prérost, quarante-quatre ans. Les quatre autres complices n'ont pas été identifiés par la police.

Invraisemblances et contradictions

Le temps qui passe et le siège des enquêteurs ne suffisent pas à dissiper les invraisemblances de cette affaire qu'entretennent plutôt les déclarations contradictoires des protagonistes.

Après avoir prétendu agir pour le compte d'un mouvement politique d'extrême droite, M. Ugo Brunini se déclare maintenant « plutôt de gauche ». En revanche, M. Moschini, ressortissant italien, chef prétendu du commando, déclare avoir agi par conviction politique et recruté des exécutants qui partageaient ses opinions.

La thèse initialement prêtée à M. Brunini d'une opération destinée à renouer la trésorerie de la société de nettoyage qu'il dirigeait, A.C.S.I.-France, paraît d'autre part, infondée à l'association du chef des ravisseurs, M. Planterose, président-directeur d'A.C.S.I.-France, a, en effet, déclaré que son entreprise, qui

compte cent cinquante employés, est parfaitement saine. Elle possède notamment des contrats avec une trentaine de magasins à grande surface de la région parisienne. M. Ugo Brunini aurait-il eu des besoins d'argent personnels ? Son train de vie n'a jamais paru excéder ses ressources (10 000 F par mois) et on ne peut manquer de s'étonner qu'il ait téléphoné à son frère, à Johannesburg, le 1^{er} janvier (lendemain du rapt de M. Hazan) pour lui demander d'urgence de l'argent, s'il escomptait toucher une rançon de 15 millions de francs dans les jours suivants. M. Lorio Brunini est d'ailleurs venu en personne à Paris, le 3 janvier, accompagné de son fils âgé de sept ans — un bien jeune complice — pour remettre à son frère 3 000 dollars (13 500 F). Un voyage d'ailleurs coûteux (1978 F aller et retour pour les deux personnes) eu égard au service rendu.

Il se contente de qualifier d'« imbécile » le directeur de l'agence de la B.N.P. La banque, elle, se on a pourtant appris que le formulaire utilisé pour le virement illégal était, à l'époque, d'un modèle nouveau pas encore à la disposition de la clientèle, ce qui tend à infirmer la thèse de M. Hazan.

Enfin, quels besoins aurait pu avoir M. Ugo Brunini pour épouser en moins de trois mois un « avoir de 3 millions et demi » et se mettre en tête de se procurer une somme bien plus importante. Comme rien ne permet de conclure à des problèmes personnels, les justifications « politiques » données par certains des ravisseurs n'apparaissent pas sans intérêt. Plusieurs militants d'extrême droite ont d'ailleurs été entendus par la police, dont M. Alain Robert, un dirigeant du mouvement dissous Ordre nouveau, qui participa au service d'ordre de la campagne électorale de M. Valéry Giscard d'Estaing au printemps 1974. Mais il restait à savoir dans cette hypothèse, si l'argent devait aller à un mouvement d'extrémistes italiens ou à certaines barbouzes en demi-solde que M. Moschini fréquentait beaucoup, tel Jacques Prérost, l'un des auteurs de l'attentat du Petit-Clamart contre le général de Gaulle.

JAMES SARAZIN.

L'affaire des ententes pétrolières LE VICE-PRÉSIDENT DE L'U.C.S.I.P. EST INCULPÉ À SON TOUR

M. Jean Orsal, vice-président de l'Union des chambres syndicales de l'industrie des pétroles (U.C.S.I.P.), a été inculpé, vendredi 9 janvier 1976 par M. Elie Joques, doyen des juges d'instruction de Marseille, de coalition en vue d'opérer une hausse des prix et d'entraver la liberté des échanges.

Une quarantaine de personnes ont été inculpées à la suite de la plainte déposée en juin 1971 contre les grandes sociétés pétrolières par M. Roger Bodourian, revendeur libre de produits pétroliers. Parmi les inculpés figurent les dirigeants de toutes les grandes compagnies présentes sur le marché français.

Des justifications « politiques » non sans intérêt

Pour M. Hazan, il semble ne faire aucun doute que M. Brunini, profitant de son travail, a rempli dans les bureaux de Phonogram l'ordre de virement sur lequel il a tildé sa signature. Pour le reste,

● La réouverture du dossier Ben Barka. Chargé de l'information ouverte contre X... par le parquet de Paris sur la plainte en assassinat déposée le 28 octobre dernier par M. Bachir Ben Barka, éminent fils de Mehdi Ben Barka, le leader marocain enlevé le 23 octobre 1965 à Saint-Germain-des-Près, M. Hubert Pénissau, juge d'instruction, a recueilli durant cinq heures, le 9 janvier, le témoignage de M. Daniel Guérin, journaliste, membre du comité Franco-Maghreb et auteur du livre les Assassins de Ben Barka, de ans d'enquête. D'autres auditions sont prévues dans un proche avenir.

L'affaire Porial

TROIS DIRECTEURS DE JOURNAUX PARISIENS CONDAMNÉS POUR DIFFAMATION

(De notre correspondant.)

Montauban. — Trois directeurs de journaux parisiens, MM. René Cardier (Paris-Match), Jean Prouvost (Paris-Claire) et Raymond Bourguin (Spectacle du monde), ont été condamnés vendredi 9 janvier pour diffamation par le tribunal de grande instance de Montauban.

Chacun d'eux devra payer une amende de 2 000 francs, acquiescer à une somme de 3 000 francs de dommages et intérêts et insérer le jugement rendu à son encontre dans sa propre publication (ainsi que dans deux quotidiens régionaux).

MM. Cardier, Prouvost et Bourguin étaient poursuivis sur action en justice de M^{me} Bienassis de Cauloussou, notaire honoraire de Montauban, âgé de quatre-vingt-cinq ans.

● M. Serge July, directeur de Libération, a été condamné à 1 000 francs d'amende, le 9 janvier, par la 17^e chambre correctionnelle de Paris pour un article du 20 mars 1975 jugé diffamatoire envers M. Alain de Serigny, ancien directeur de l'Echo d'Alger. M. Ivan Sanini et le colonel en retraite Jean-Marie Raymond. Les trois requérants obtiennent le franc de dommages et intérêts qu'ils réclamaient. Ils pourront faire insérer des extraits du jugement dans deux journaux de leur choix aux frais du condamné.

Le mécontentement chez les avocats

M. LEGANUET A REÇU LES CO-PRÉSIDENTS DE LA CONFÉRENCE DES BATONNIERS

Les deux co-présidents de la conférence des bâtonniers, qui représente l'ensemble des barreaux français, M^{rs} Jean Mollet-Viéville (Paris), ont été reçus le vendredi 9 janvier, pendant plus de deux heures, par le ministre de la Justice.

M. Leganuet a donné son accord pour organiser à bref délai une réunion à la chancellerie, afin d'examiner les critiques formulées par les avocats à propos des textes de procédure dont ils

jugent la publication tardive par rapport à la date d'entrée en vigueur.

A ce propos, des avocats de cinq départements de l'Ouest devaient se réunir samedi matin à Pontivy (Morbihan), afin d'adopter une position commune à l'occasion de la grève décrétée dans certains barreaux. Cette réunion rassemblera les bâtonniers des douze départements des cinq départements (Côte-d'Or, Nord, Finistère, Ille-et-Vilaine, Loire-Atlantique et Morbihan), ainsi que des délégués des différents conseils de l'Ordre des barreaux de ces départements. Une cinquantaine d'avocats de l'Ouest devraient participer à cette réunion.

Une des questions qui seront soulevées au cours de cette réunion sera l'éventualité de la reconduction et de l'extension de ce mouvement de grève.

A Saint-Brieuc

ONZE AGRICULTEURS SONT CONDAMNÉS EN VERTU DE LA LOI « ANTI-CASSEURS »

Onze agriculteurs ont été condamnés, jeudi 8 janvier, par le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc (Côte-du-Nord), séparément avec sursis en application de la loi « anti-casseurs ».

Pour protester contre les « cumuls », cent cinquante cultivateurs s'étaient, le 22 avril, rendus dans un élevage de porcs de Trebry (Côte-du-Nord), appartenant à M. Macé, lequel exploitait plusieurs autres élevages dans une commune voisine. Des dégâts avaient été commis.

● Condamnation de trois étudiants corse. — La dixième chambre correctionnelle du tribunal de Marseille vient de rendre son jugement après les déprédations commises dans les locaux du restaurant universitaire de la faculté de médecine par trois étudiants corses qui s'y étaient barriqués (le Monde du 14 novembre).

M. Guy Chacard a été condamné à un mois d'emprisonnement avec sursis et à 1 000 francs d'amende, et M^{me} Bonifacio à 100 francs d'amende. Les trois étudiants sont relégués des incapacités consécutives à leur condamnation. (Corresp.)

FAITS DIVERS

DANS LA RÉGION DE NOGENT-SUR-OISE

Huit crimes (presque) parfaits

Nogent-sur-Oise. — Dans un rectangle de 4 kilomètres sur 2, où vivent quinze mille personnes, huit crimes ont été commis en sept ans, et, croit-on, par le même homme, sans que le meurtrier ait laissé d'indice.

Les derniers assassinats ont eu lieu à quarante jours d'intervalle, le 27 novembre 1975 et le mardi 6 janvier suivant (le Monde du 8 janvier). Celui qu'on appelle à Nogent-sur-Oise et à Villers-Saint-Paul « le tueur de l'ombre » est vraisemblablement un obsédé sexuel. Il s'en prend aux femmes, seules ou accompagnées, et de toute origine sociale. Il leur déshabille le bas du corps, sans cependant les violer, avant de s'emparer de leur sac à main.

De notre envoyé spécial

sienn, le type mémo d'une zone à criminalité croissante et où l'insuffisance des services de police est chronique, on a bien le sentiment que tout, dans le cas présent, a été mis en œuvre. — Des millions d'heures ont déjà été consacrées à cette affaire. Indique un policier de Lille venu sur place. Pendant plus d'un an, en 1974 et au début de 1975, deux inspecteurs de la P.J. y ont été spécialement affectés à temps plein, obtenant tout de même un résultat : malheureux, petits délinquants ont fui la région. En décembre 1975, après le septième crime, cinquante inspecteurs ont « raté » Nogent pendant quatre jours. M. Honoré Gévaudin, directeur central adjoint de la P.J., s'est rendu sur les lieux du crime du 6 janvier le jour même, et des C.R.S. ont été envoyés en renfort le surlendemain.

Le dernier meurtre en témoigne : l'assassin couché parfaitement les lieux. Comme beaucoup d'autres habitants de Villers, Françoise Jakubowska se rendait à pied chaque matin à la gare, en empruntant un raccourci interdit aux voitures. Dix minutes de marche à une heure où, en raison de la fréquence des trains, soixante-dix personnes environ vont à la gare ou en reviennent. Elle a été tuée alors qu'elle était déjà près de la gare, à la lueur d'un lampadaire. Son corps a été retrouvé dans le jardin de l'hôtel de la Gare.

La police judiciaire est perplexée : aucun suspect. Ce ne sont pourtant pas les moyens qui lui manquent. Car s'il est vrai qu'il s'agit d'une région industrielle en pleine mutation, proche de l'agglomération par-

Que faire ? La 22 long rifle n'est pas un indice : beaucoup d'habitants de Nogent en possèdent. Le meurtrier a pourtant été vu par la fille de la seconde victime en novembre 1969 : ce serait un homme jeune, grand et mince. Après quoi, il a disparu pendant plus de trois ans. Nouvelle éclipse de janvier 1974 à novembre 1975. Ouais-Hi fait pendant ces deux périodes ? La police consulte les fichiers des prisonniers, sans grand espoir. « Il nous reste l'occultisme », dit un inspecteur.

« M. Tout-le-Monde »

La population de Nogent et de Villers est inquiète. Non que l'on puisse parler de psychoses tant, jeudi soir par certains membres du conseil municipal de Villers, réuni en séance extraordinaire, — mais les visages sont graves. Les femmes ne veulent plus sortir la nuit ni même de jour quand il leur faut

traverser un terrain désert pour aller faire leurs courses ou se rendre à leur travail. Un réseau d'entraide se met spontanément en place : des « accompagnateurs » se dévouent. De fausses rumeurs circulent : le meurtrier aurait écrit au maire pour lui annoncer qu'il allait encore tuer trois fois. La presse locale y met son grain de sel : « Le spectre d'un tueur de la mode de Jack l'Éventreur », écrit le Courrier picard, qui titre d'autre part : « La Fantôme du crime », invente le Parisien libéré (l'Oise-Matin) « le monstre a abattu Françoise au moment où passait l'express de 7 h. 14 ». Pour couronner le tout, on se rappelle aussi la prédiction de Mme Solleil il y a trois ans : le tueur commettra treize crimes avant d'être pris.

Interrogés, les habitants refusent souvent d'exprimer leur opinion sur la personnalité du tueur. Certains avouent cependant : « Nous sommes tous convaincus qu'il s'agit de quelqu'un de bien. Intelligent comme il est... » La peur du criminel est en quelque sorte aggravée par la quasi-certitude qu'il ne s'agit pas d'un voyou ou d'un marginal aisément catalogable, mais d'un « M. Tout-le-Monde », et peut-être tout simplement d'un monsieur.

On l'a souligné jeudi au conseil municipal de Villers : « Plusieurs d'entre nous ne disent pas ce qu'ils savent. » Par peur des représailles de la part du tueur, mais sans doute aussi, plus ou moins consciemment, par crainte de provoquer une découverte dont ils sentent qu'elle pourrait menacer l'image qu'ils se font de la société des « gens bien » ou, simplement, des braves gens. « Je me demande si je ne suis pas devenu l'un d'un quartier de Chicago », a déclaré mercredi M. Georges Lenné, maire (U.D.R.) de Nogent, devant le conseil général de l'Oise. La formule est impropre : il n'y a pratiquement plus de malheureux à Nogent, seul un tueur... OLIVIER POSTEL-VINAY.

● Les locaux de l'union départementale des syndicats F.O. de la Seine-Saint-Denis, situés rue du 8-Mai-1945 à Bobigny, ont été détruits durant la nuit du 9 au 10 janvier par un incendie. Le bâtiment était constitué de matériaux préfabriqués. L'U.D. Force ouvrière de Seine-Saint-Denis estime « probable » que l'incendie soit « d'origine criminelle ».

● Quatre morts et vingt-huit blessés, dont plusieurs dans un état grave, tel est le bilan de l'explosion qui s'est produite, vendredi 9 janvier, à Harbouy (O.P.A.), dans la salle des chaudières d'un

pétrolier en construction. Un jet de vapeur à 500 degrés à la pression de 50 atmosphères a subitement jailli de la chaudière centrale, tuant douze ouvriers sur le coup. Sur les trente et un blessés, trois sont décédés ensuite à l'hôpital. — (A.F.P.)

● Explosion d'une camionnette : un mort. — M. Michel Gobbe, né en 1946, à Orbec (Calvados), a été tué vendredi 8 janvier vers 23 h. 15, à Paris, par l'explosion d'une camionnette garée sous la voûte du Pavillon aux boues, dans l'enceinte des anciens abat-

toirs parisiens de La Villette (20^e arrondissement). La camionnette et la victime ont été démolies par l'explosion, dont on ignore la cause. Il semble que M. Gobbe ait été tué au moment où il ouvrait la porte arrière du véhicule.

● M. Georges Valbon, président du conseil général de la Seine-Saint-Denis et maire de Bobigny (P.C.), indique, dans un communiqué, qu'il a demandé au premier ministre la dissolution des brigades d'intervention.

La Redoute blanc 76

Vous avez vu les prix du Blanc à La Redoute?

plus de 500 prix en baisse

Catalogue Blanc 76: 4 F
(remboursés dès votre première commande)

Chez votre marchand de journaux et à La Redoute à:

Paris 17^e - 76 avenue de Clichy
Nanterre - Hall du R.E.R. - station Nanterre-Préfecture
Rosny 2 - Centre commercial de Rosny 2
Vélizy 2 - Centre commercial de Vélizy 2 - avenue de l'Europe

La Redoute

مكتبة من الأصل

Le Monde aujourd'hui

LA VIE AUX CHAMPS

Avec Cendrine Lajus, conseillère agricole (II)

par JEAN TAILLEMAGRE

Dans une précédente chronique « La vie aux champs » (« Le Monde » du 26-28 décembre), Jean Taillemagré a présenté la tâche qu'accomplit Cendrine Lajus, une jeune conseillère agricole chargée de l'implantation et du contrôle d'élevage de canards ou de pintades. L'auteur continue de l'accompagner dans ses tournées d'inspection.

M. et Mme Ducom furent parmi les premiers éleveurs de canards de Barbarie affiliés à la Coopérative agricole du Nidour qui, depuis six ans, leur fournit canetons, aliments, et commercialise les bêtes parvenues au poids idéal. La propriété de polyculture est une des mieux tenues de l'âge, le mari et sa femme, après avoir réfléchi, visité des élevages dans le Maine-et-Loire, résolurent, la première fois, de recevoir une bande de quatre cents canetons.

— Aujourd'hui ? a-t-elle demandé. — Chacune est de sept cent cinquante, répondit-elle ensemble, et l'homme d'ajouter : Le rapport est intéressant.

Nous parlions sur le seuil de la maison, entourée de géraniums et de sauges. Le chien de chasse, un briquet noir et blanc, m'avait filé, puis, sans inquiétude sur mes intentions, s'était couché de nez entre les pattes de devant.

— Il est vaillant mais il se fait vieux, le plaignit son maître. Ce matin, il m'a levé un lièvre, il en est fatigué.

— Cendrine et le monsieur ne sont pas venus entendre une histoire

de chasse, seulement regarder nos bêtes », l'interrompit sa femme. Comme les autres éleveurs, les Ducom ont préféré, raisonnablement, aménager de leurs propres mains, à peu de frais, des locaux inutilisés par suite d'un mode d'exploitation agricole. Une étable désaffectée fut transformée pour les canetons en salle de démarrage, une vaste porcherie dont une façade a été supprimée afin de l'aérer davantage sert d'abri nocturne aux canards à l'engrais et protège le classique parcours. La lumière, la propreté sont rigoureusement observées dans les deux logements exposés au sud. Le doublement des plafonds par de la laine de verre, des panneaux vitrés mobiles offrent, sans courant d'air pernicieux, une ventilation, une tem-

pérature parfaitement dosées. Sur un sol cimenté, une litère de copeaux pour les bêtes adultes, de paille retenant les déjections, des abreuvoirs automatiques atteints par une montée sur des câbles évitant des éclaboussures nocives aux canetons, surtout l'ordre, la tenue du magasin, l'inscription sur des feuilles fixées aux portes du nombre, de l'âge des élèves, avec le décompte des rations, tout indiquait la parfaite maîtrise de l'élevage. Il n'était pas jusqu'au parcours qui ne le montrât. Très étendu, assés de ray-grass, de trèfle blanc, il court entre des arbres fruitiers qui offrent une ombre aux heures chaudes de l'été et leurs fruits tombés.

« Ma présence les calme »

Les deux femmes m'indiquèrent aussi la nécessité pour les canards de vivre dans un climat éerein. La paix, la tranquillité d'alentour, doivent les entourer. « Ils sont craintifs », dit Cendrine. « Les jours d'orage, reprit Mme Ducom, je vais les voir ; eux qui aiment tant la pluie la recouvrent des heures avec délices, se rassemblent à l'abri, ou bien émus par le tonnerre, les éclairs, se baignent, se piquent du bec jusqu'au sang, alors ma présence les calme. Mais comme on ne peut pas toujours être là, il existe un moyen de les empêcher de se blesser. On extirpe la petite excroissance rugueuse en forme de crochet placée sous le bec supérieur qui peut leur servir

d'arme. N'ayez crainte, ils ne souffrent pas de l'opération. Croyez-moi, conclut-elle, j'ai beau en passer des milliers entre mes mains, je m'y attache toujours de même. »

Quand nous nous quittâmes, les Ducom, après le verre de vin doux d'amitié, je ne pensais pas les revoir de sitôt. Le surlendemain, ils téléphonèrent à Cendrine : il s'agissait d'une consultation urgente dont l'eus connaissance, qui m'incita à l'accompagner. La jeune fille était préoccupée.

— Ce matin, m'annonce-t-elle, j'étais dans mon bureau à préparer ma prochaine tournée, quand Mme Du-

com m'a priée de venir. Elle a trouvé sept canetons étendus raides morts. Espérons qu'il ne s'agit pas de peste aviaire, heureusement, elle est assez rare chez les palmipèdes. Je vais agir au mieux. »

Les époux nous attendaient. « Merci d'être venue si vite », dirent-ils, et l'homme s'excusa : « Je ne vous suis pas, j'ai un labour à terminer. A tout à l'heure. »

Le soleil frappait de face la porte ouverte de l'élevage. Les canetons grouillaient et n'étaient les sept petits cadavres gisant au-dessus sur une toile de sac, rien n'aurait laissé prévoir la menace planant sur ce monde animal illégitime.

Cendrine ne perdit pas de temps. Retroussant les manches de son chemisier jusqu'aux coudes, elle ouvrit la troussière qu'elle était allée chercher dans l'auto, en sortit un scalpel et, agenouillée au-dessus des canetons, fendit d'un geste précis le ventre de l'un d'eux. Élargissant de ses doigts l'incision, elle regarda l'intérieur de la bête.

— Voyez, dit-elle à Mme Ducom accroupie à ses côtés, le foie et les reins sont hypertrophiés et décolorés.

— Alors ? questionna sa compagne.

L'autre hésita un instant avant de répondre. Elle réfléchissait.

« Je suis à peu près sûre d'une attaque imprévisible de colibactérie. Nous allons l'enlever. Cependant, je vais porter au « labo » quelques canetons qui doivent être déjà atteints. Je vous téléphonerai le résultat. »

(Lire la suite page 16.)

Une femme à sa fenêtre

ET SI CE N'ÉTAIT PAS FINI ?

DANS les diners en ville, on entend volontiers le féminisme. Finalement l'Année de la femme. Finalement le mouvement venu des États-Unis : vous avez vu, deux des États américains ont refusé d'abolir la discrimination selon le sexe ? Et les Neuf d'Europe ? Ils ont promis de la supprimer, mais « dans les trente mois » ; autant dire aux calendes grecques... « D'ailleurs, me dit cet avocat cossu d'une ville en pleine expansion, à la fin des révolutions (1848 chez nous, 1917 en Russie) ou à la fin des grandes guerres, le féminisme a chaque fois fleuri. Puis la cendre des révolutions, des crises et la neige des indifférences l'ont enseveli. Alors, pourquoi imaginer que le travail qualifié et la contraception préserveraient le mouvement actuel de ces rechutes ? Voyez : « Choisir » recule, la loi sur l'avortement n'est guère appliquée, et quand un émette... »

Les autres hommes ont à cœur de faire tourner ce moulin-là ; puis on en revient aux sujets d'actualité. Les femmes n'ont rien dit. « Finalement, adieu la sainte. »

Cette nuit-là, j'ai décompté l'acquisition de la fameuse « Année de la femme ». Quelques lois utiles ? A coup sûr. Mais un mouvement se mesure à son emprise sur l'air du temps. Le mot des snobs, « être dans le vent », « être avec », s'applique littéralement en politique. Un courant doit passer dans ce qu'on respire, sans le savoir, ce qui infuse sans qu'on le veuille... Les millions de non-féministes, de

femmes vivant leur destin, ont-elles subi, fût-ce malgré elles, une transformation ?

Amateur d'effets faciles, le hasard m'a fait rencontrer, le lendemain, la femme de l'avocat. Au crépuscule, sur le pont Royal. Charmante, chapeauté, coquette, contrôlée, elle se tait sur la veille, parle volontiers. Devant nous, les projecteurs d'un bateau-mouche font glisser l'ombre des arbres hivernaux sur la façade du Louvre. L'active épouse de M^r C. raconte ses études interrompues par la venue de trois enfants. Et la difficulté de promouvoir, sans argent, dans une ville riche, un avocat inconnu. Le plein temps. Un travail de relations publiques, une tâche d'éducatrice, la maison... On n'a guère de loisirs pour le féminisme, qui, pour une mère de famille, me semble contradictoire... « Pourquoi ? Elle cherche, sourit. Le « Félicien » de Musset, elle l'a toujours récité au féminin : « Partageant à ses fils ses entrailles de mère ». Et le mari lui semble un fils sur ce point. Ses filles, jumelles, seront féministes, sans doute. Etre féministe, c'est vouloir s'épanouir ? Or une mère-épouse classique pense surtout à l'épanouissement des siens, non ? Et pourtant, même là... »

Le geste volait de ses mains gantées la raquette. Ce qu'elle raconte, des milliers de femmes l'ont — de façons diverses — traversé. Combien, ayant vu leur existence au mari, aux enfants, ont soudain dû choisir entre l'un et les autres ? Et ont alors compris qu'il était le pouvoir, où finissait « cette toute-puissance par l'amour et la douceur de la mère, de la femme » invoquée par les anti-féministes.

L'une des jumelles vent s'essayer au « théâtre global » avec une jeune compagne de leur ville : on y vit presque en communauté. Chacune travaille au texte, souvent tiré de romans ou de biographies, s'affaire aux décors et aux costumes, aux lumières, et tient un rôle, sinon deux. La fille de l'avocat y trouve son bonheur. Mais le père juge qu'elle n'a pas un « physique de spectacle » : la beauté trop discrète, le corps trop frêle... Le directeur de la compagnie tente d'expliquer à l'avocat la fin de la femme-objet et des vedettes. Sans l'ébranler.

Pour la première fois...

Après cette entrevue manquée, la mère, pour la première fois en vingt ans, s'est opposée au mari. Elle voulait que la petite soit heureuse. « J'ai dit, posément, que, moi, favorisant ma fille à suivre sa vocation. » Jamais elle n'obtiendra le regard du mari, incrédule, puis méprisante, furieuse. Ni ses paroles : « Mais enfin ! c'est l'année de la femme qui te monte à la tête ? Te voilà éblouie à ton âge ? Tu te prends pour un ministre, pour un pédagogue ? Ces phrases lui ont fait, dit-elle, « comme un coup de pied à l'aine ». Soudain, elle mesura sa plume : compagne, certes, mais égale ? Jamais. Elle peut tout décider dans la routine, le train-train. Les grands choix, même s'ils concernent ses enfants, ne sont pas de son ressort.

Elle a tenu bon : et la fille accompli son expérience théâtrale. Le père ne décolère pas, sans trop oser le montrer. Elle analyse : « Si je n'avais entendu, depuis plusieurs années, exalter les droits de la femme, le désir de changer son rôle et qu'elle devait prendre sa vie en main, je n'aurais sans doute pas osé. » Les féministes l'effarent, mais leurs idées vibrent tout au fond d'elle, inavouées. « Sans le bruit fait par ce mouvement de femmes, que j'approuve rarement, je n'aurais sans doute pas osé exprimer, ni maintenir, mon opposition. »

Ainsi les vagues du mouvement touchent celles-là mêmes qui s'agitent en dehors de cette lutte. Alors, ils se réjouissent peut-être trop vite, nos socialistes. Les saintes de cette fête révoque refuseront peut-être de se laisser « ranger ». Les coups d'air du mouvement féminin ont secoué d'innombrables Blanche-Neiges, endormies avec, dans le gosier, une pomme empoisonnée qui les empêchait de voir le monde. Une fois réveillées, que verront-elles ? Oui ! ce n'est peut-être pas fini.

DOMINIQUE DESANTI.

Au fil de la semaine

OUF ! Le pire est évité, ou du moins peut-on raisonnablement l'espérer. Mais nous avons eu chaud. Le bruit de la catastrophe a commencé à se répandre le 31 décembre, enfilant soudain le réveillon. Le 1^{er} janvier au matin, c'était l'angoisse ; et le soir, le stupéfaction, l'effroi. Le lendemain, le surlendemain, on n'en finissait plus de faire le compte des victimes et des dommages, de supporter le coût de la tragédie ; les appels à l'aide se succédaient d'heure en heure sur les ondes, mêlés aux rôles des blessés, aux plaintes des estropiés. Le dimanche enfin, après une matinée fiévreuse, un après-midi anxieux, l'horizon s'éclaircit un peu, il était permis de se reprendre à espérer.

Si vous n'avez pas deviné qu'il s'agit du tiers à 5 francs, alors c'est que vous n'avez pas la télévision, que vous n'écoutez pas la radio et que vous tournez la tête en passant devant les kiosques pour ne pas lire les grosses manchettes des journaux.

Que dites-vous, cette tomate, cet ouragan ? Ah ! oui, la tempête qui a semé la désolation, faisant des dizaines de morts et d'énormes dégâts dans toute l'Europe du Nord, pendant ces mêmes journées ? Voyons : elle n'a fait, chez nous, que passer. Le tiers, lui, reste.

Oui, le tiers reste, il dure et, malgré cet incident de parcours, il prospère : huit millions de parieurs qui jouent chacun, en moyenne, 600 francs par an. L'extraordinaire publicité dont il bénéficie n'explique pas tout. Quand un phénomène atteint cette ampleur, cela mérite quand même qu'on y réfléchisse.

Le jeu, c'est mal : nous l'avons tout appris à l'école ou au catéchisme. C'est tout simplement un vice. L'honnête homme, bon époux et bon père, ne dilapide pas ainsi le pain des siens, l'argent de sa famille, surtout s'il en a peu. Le tiers n'échappe pas à la condamnation et, au cas où nous aurions oublié les leçons de morale de notre enfance, des voix autorisées se chargent de nous les rappeler : « drogue nationale », tonnent les moralistes ; « psychose collective », rouspètent les érudits ; et la gauche, bien qu'elle ait finalement renoncé, sans courage, à inscrire dans ses programmes la suppression de cette aliénation-là, se méfie du tiers, qui appauvrit encore les plus démunis et démobilise les militants. Car le parti du tiers, avec ses huit millions de membres actifs, assidus aux réunions hebdomadaires, payant sans rechigner de lourdes cotisations, est bien, et de très loin, le premier parti de France.

Pourquoi cette passion et même cette ostentation chez tant de braves gens pourtant plus craintifs d'ordinaire et sensibles au qu'en-dira-t-on, qui bravent ainsi, en toute quiétude, la morale et écartent d'un haussement d'épaules tant d'avis autorisés ? Que cherchent-ils donc dans le tiers ?

Ils cherchent, c'est évident, à gagner facilement de l'argent. Ils n'y réussissent pas toujours et même pas souvent, et il en est qui n'y parviennent jamais. Et cependant ils ne se découragent pas. Car le tiers, qu'on gagne ou qu'on perde, n'est pas seulement affaire d'argent, c'est aussi tout autre chose.

D'abord, c'est un acte social qui fait oublier pour un temps le fardeau écrasant de la solitude. Autour du guichet, une foule joyeuse se presse qui semble vous attendre, vous accueillir comme un ami, comme un frère. On se parle sans se connaître, on échange des plaisanteries ou des renseignements, on se prête volontiers la pince et le stylo, qui sont les outils de ce travail-là, on communique enfin. Cette chaude atmosphère de bonne humeur et de camaraderie n'a pas de prix dans notre monde dur et, de vos 5 francs, vous voilà déjà largement remboursé.

Ensuite, ne croyez surtout pas que le tiers soit un jeu de hasard. En apparence, choisir trois chevaux sur une vingtaine de partants, ce n'est pas sorcier : il y a presque toujours un favori, et les deux autres, on finira bien par les dénicher parmi la demi-douzaine de noms qui reviennent dans tous les pronostics. Car la presse, la radio, la télévision, qui ont tant fait pour accabliser le tiers, l'officialisent, lui donnent, en quelque sorte, ses lettres de noblesse, sont là pour vous éclairer. Ils sont tous là ou presque, de « l'Humanité » ou « Figaro » et de la télévision de l'Etat aux radios privées, car le tiers n'a pas de couleur politique. Et puis, à une époque où on manipule sans cesse des nombres fantastiques

DE L'ESPOIR POUR 5 FRANCS

par

PIERRE VIANSSON-PONTÉ

dès qu'il est question de population, de budget, de vitesse ou de distance, comment ne réussirait-on pas à trouver les deux petits chiffres tout simples qui vous apporteraient la fortune ?

Soulement voilà : pour mettre toutes les chances de son côté, il faut s'informer, réfléchir, calculer, en un mot, il faut être intelligent. Le « turiste » — puisque c'est ainsi qu'on le nomme — est un ingénieur qui prépare ses plans, un champion qui s'entraîne, un général qui construit sa victoire. Il n'a rien de commun avec celui qui s'abandonne aux caprices du hasard, impulsif, ballotté au gré d'une bille, d'une boule ou d'une sphère. Le tiers n'est pas une loterie : c'est une technique, une science et une stratégie.

Si certains jouent inlassablement leur numéro de téléphone ou la date de naissance de leur femme, c'est parce qu'il faut quand même laisser une porte ouverte à la chance. Toutefois la plupart de ceux qui agissent ainsi jouent deux fois : l'une avec les forces mystérieuses qui tiennent tout de place dans notre univers, astrologie, occultisme, prémonition, présage ; l'autre avec leur intelligence et leur savoir-faire — calcul opérationnel, cybernétique, ordinateur mental.

Ce n'est pas tout. Il y a aussi toute une mythologie du tiers. Une imagerie obsédante s'impose confusément : aux courses, on voit, en cotoie, des hommes riches et célèbres coiffés de hauts-de-forme, des élégantes qui exhibent nonchalamment, au passage, des fortunes ambulantes, toute une aristocratie de la puissance et de la fortune qui compose soigneusement, sur les casques des jockeys aux couleurs des propriétaires, la palette éblouissante de cette opulence qu'on espère précisément trouver et qu'en attendant de posséder on respire, on imite, on mime. Loisir populaire, certes non conformes — mais, qui sait, peut-être ? — des coûteux plaisirs des riches.

Le carnet de paris, acquis à la caisse du tabac, n'a-t-il pas déjà la forme, l'aspect, d'une comète de chèque ? La pince manie à sa guise, selon l'inspiration raisonnée du moment, fait naître un homme libre qui fixe son destin d'une pression du pouce, défilant virtuellement la case qui transformera sa vie. Avec sa fièvre, son jargon, ses calculs et ses espérances, le bistror devient une Bourse où le joueur mué en homme d'affaires, en financier habile, engage toute son expérience pour vaincre et graver ainsi d'un coup les échelons, se rapprocher quelque peu de ces personnages prestigieux qu'il couloie en imagination (1).

Dans tout cela, on a un peu perdu de vue le principal gagnant, le seul qui sait caser de raffiner les enjeux puisqu'il en empoche près du quart, l'équivalent de quatre points de l'impôt général sur le revenu des personnes physiques : l'Etat. C'est en 1930 que le Parlement, par un amendement à la loi de finances pour 1931, autorisait, non le tiers, qui ne date que de 1954, mais le pari mutuel hors des hippodromes, le P.M.U. Pour arracher la décision, M. Chéron, qui fut, à maintes reprises, ministre de l'Agriculture et quatre fois ministre des finances, s'était écrié à la tribune de la Chambre : « Sur le jeu, tout le monde a la même opinion. Mais il s'agit de savoir si, quand on ne le réglemente pas et quand on n'en tire pas profit, les gens ne jouent pas tout de même. Eh bien, si ! Ils jouent tout de même, et le Trésor n'en recueille rien. Je rends hommage à la vertu, mais, dans la circonstance, la vertu n'est pas servie. J'aime mieux, si les gens jouent, que ce jeu produise quelques choses pour notre agriculture. »

M. Fourcade pourrait reprendre mot pour mot cette déclaration, sauf à ajouter « in fine » : « ... et pour le budget de l'Etat ». Fort de ce précédent, il pourrait aussi étendre systématiquement le fructueux hommage rendu par le vice à la vertu à d'autres activités également condamnées par la morale mais organisées par les pouvoirs publics, la prostitution, par exemple, ou la drogue. Ne le fait-il pas déjà pour l'alcool, le tabac et même la pornographie ? Ainsi le tiers, réhabilité par sa finalité principale comme il est anobli dans l'esprit de ses participants par son objectif même, apparaîtrait-il pour ce qu'il est dans la réalité sinon dans les principes : une grande cause nationale.

(1) Cette idée, comme quelques autres ici, s'inspire du meilleur article écrit sur le tiers, qui reste le chronique de Daniel Mothé, dans la revue *Esprit*, numéro de mai 1968.

ETRANGER

Reflets du monde entier

Torture à Singapour

La FAR EASTERN ECONOMIC REVIEW de Hongkong, citant les témoignages de détenus politiques récemment libérés, fait état de tortures dans les prisons de Singapour. Ces personnes étaient accusées d'avoir milité clandestinement dans un mouvement communiste.

« Wong Hon Sian, âgé de vingt-deux ans, affirme qu'il a été entièrement déshabillé dans une chambre froide, spécialement construite aux fins d'interrogatoires. Pendant trois heures chaque jour, de l'eau froide fut versée sur sa tête et son corps. Il lui fut mis une fois des menottes et il fut jeté au sol ; ensuite il fut battu à coups de poing et de pied, coups qui laissent des marques. Cinq détenus portèrent aussi de lourdes tortures, en particulier aux testicules, aucun soin n'ayant été donné ensuite par les médecins. »

La plupart des anciens détenus ne peuvent sortir de chez eux après 20 heures, « doivent se présenter chaque matin à la police, et ne sont pas autorisés à voyager à l'étranger. Quelques cinquante prisonniers politiques demeurent incarcérés sans jugement à Singapour, plusieurs d'entre eux depuis plus de treize ans. »

AKTUELT

Les forçats en sursis

« Des milliers de nos concitoyens », écrit le journal social-démocrate AKTUELT, de Copenhague, « vivent sous la menace constante de voir leur situation économique tourner à la catastrophe. Il s'agit de pères — naturels et légitimes — qui doivent des sommes astronomiques en arriérés de pensions alimentaires pour l'entretien de leurs enfants. Seule la compréhension des responsables de leurs communes de résidence leur permet de surmonter quand même, en dépit de ces énormes dettes. »

« En effet, pour exiger le paiement de ces arriérés, les communes peuvent, comme pour le recouvrement des impôts, faire saisir les salaires et les biens des débiteurs. Mais, en général, les municipalités hésitent à le faire, surtout si les « coupables » ont fondé un nouveau foyer. Elles préfèrent adresser à l'Etat en lui demandant de leur rembourser — en moins rapidement — les avances qu'elles ont faites de peur qu'ils ne soient déclassés de ces insolvables... c'est-à-dire leurs enfants. »

Chaque année, les communes sont en droit de faire rentrer également un demi-milliard de couronnes de pensions alimentaires en retard (environ 380 millions de francs). Mais elles n'arrivent guère, au mieux, à récupérer que 80 % de ce total, le plus souvent d'ailleurs grâce à des « arrangements » à l'amiable.

Actuellement de nombreux pères ont des arriérés de pensions dépassant 50 000 couronnes (36 000 francs), et il n'est pas rare d'en rencontrer qui doivent plus de 100 000 couronnes (75 000 francs).

« Prenant de tels cas en considération, un député social-démocrate vient de proposer de voter une réforme destinée à aider ces « forçats en sursis » à repartir de zéro, après avoir épuisé leurs dettes. La solution qu'il préconise est de leur ouvrir la possibilité de se faire déclarer en faillite à titre privé. »

The New York Times

Les bienfaits de l'« ordre moral » à Séoul

La Corée du Sud, qui vit déjà sous un régime autoritaire, va connaître également les bienfaits de l'« ordre moral ». Le NEW-YORK TIMES écrit en effet qu'« un organisme culturel sud-coréen a décidé de banir les chansons qu'il estime refléter un esprit étranger » décadent. Deux listes noires, sur lesquelles figurent deux cent cinquante et un titres de « folk songs » et de « protest songs » ont été publiées en décembre : les stations de radio sont invitées à ne pas les diffuser. Cet organisme — le Comité pour l'art et l'éthique de la Fédération des organisations culturelles coréennes — est officiellement une institution privée. Cependant, une bonne partie de son budget provient de l'Etat, son initiative a, apparemment, la caution du gouvernement. Le président Park a d'ailleurs appuyé cette campagne contre la société « permissive » en déclarant que la Corée du Sud devait se préserver des influences étrangères néfastes. « Sont classés dans la catégorie des chansons « subversives » : John Bull, John Lennon, Yoko Ono et Bob Dylan. Alice Cooper est non seulement « subversive » mais encore « décadente » et « obscène ». Elvis Presley n'échappe pas à ces qualifications. « Nous voulons une culture saine et propre qui puisse s'adresser à l'ensemble de la population », a déclaré M. Cho, président du comité. Il y a eu jusqu'à présent peu de réactions de la part de la jeunesse sud-coréenne. Peut-être parce qu'il suffit d'écouter la radio des forces armées en Corée sur laquelle le gouvernement a peu d'influence. »

Une belle vie de chien en France

« Il y a 7 millions de chiens en France pour une population de 52 millions d'âmes », constate l'hebdomadaire américain NEWSWEEK. « Dans la plupart des cas, les chiens ne sont pas seulement traités comme des amis, mais gâtés comme s'il s'agissait de personnes vulgaires. (...) Cela commence aux frontières françaises. Alors que la plupart des pays frontaliers des quarante-cinq de dissuasion, les Français laissent passer les bêtes à quatre pattes après une rapide vaccination et un examen rudimentaire. (...) »

« Il existe même un guide de voyages pour chiens, le « Guide Michien », donnant la liste de plus d'un millier d'hôtels et de restaurants français prêts à servir leur tapis rouge pour Fido. (...) Il n'y a pas longtemps, un clerc de notaire, Jean-Paul Renault, décida de devenir le premier traicteur pour chiens. Pour 2 dollars, il livre à domicile des somptueux repas. Il a déjà trente-cinq clients réguliers. (...) »

« Pourquoi les Français sont-ils prêts à traiter leurs chiens d'une manière aussi luxueuse ? Ils ont besoin d'aimer quelqu'un, mais ils n'ont personne à aimer, dit un responsable de la S.P.A. Or nous vivons dans un monde plein d'agressions. Mais l'animal, lui, donne tout et ne demande rien. Et la réciprocité est possible. »

Lettre du Koweït

Dans le tourbillon du futur



JOLIMENT nommée, encadrée dans la pierre noire, les vitrines du Koweït sont à la pointe de la mode : anglaise pour les chemises, cravates et parfums, italienne pour les chaussures et orientale pour le marchandage. D'immenses portraits avec des initiales célèbres vantent une eau de toilette. Une page d'un magazine féminin dit aux Koweïtiennes que la mode cet hiver sera le tricot et la couleur du ciel. Si la France semble destinée à représenter l'élégance et la haute couture, l'Angleterre se manifeste par la langue, tandis que les Etats-Unis sont présents — entre autres — par les grandes voitures, les autoroutes surveillées par radar, les supermarchés et une certaine désinvolture.

La bouillonnante mais très silencieuse vitrine de l'autre côté de l'élégance, ni de jolis noms. La marque d'un produit suffit levée vers le ciel par le néon. Derrière la vitre des magasins, des appareils en tout genre sont tassés dans un désordre inéluctable, car il y a toute une année, et il n'y a pas de temps pour ranger, exposer, varier les objets de la sophistication et de l'éclat vagabond d'une durée qui s'égare.

Les Koweïtiens ne flânent pas. Affaires et hautains, ils laissent ces vitrines aux voyageurs étrangers qui affluent entre deux avions, entre l'ennui et la solitude. Dans ces vitrines, où une dizaine d'écrans de télévision envoient dans le même linéaire d'absurdité des images colorées et muettes, dans ces lieux où le rêve oriental s'estompe, on sait que le ciel laisse de temps en temps des morceaux de nuage chargés de sable. Qu'importe la fièvre du présent et le vent du futur, ils schématisent les achats des objets. Des petites choses de plus en plus perfectionnées, qui font de

la musique, qui mettent du bleu dans un ciel lointain, ou qu'on dépose le soir entre les mains d'une petite fille. C'est tout ce qu'elles vous font voyager, ces petites choses. Elles vous mettent dans la cheville de la mer et vous rêvez de vertige dans une chambre d'hôtel carée avec moquette (dans un pays où on est à 50 °C à l'ombre), papier peint, frigidaire et climatiseur.

Mais les vitrines dansent comme les miroirs de la solitude : celle des hommes d'affaires, secs, nets et très impatients, mais personne avec qui dîner. Des dossiers et une femme quelque part. Des silences entre le dessert et le café. Des regards vers la rue. Peu de piétons. Que des voitures qui s'allongent, s'allongent et donnent la migraine. Traversons. Entre une épicerie vraiment générale (on y trouve tout, des chaussures, des oranges et de la pâte dentifrice) et une librairie, une immense et interminable vitrine en verre fumé, un peu austère, trop simple. Derrière la vitre, deux superbes Rolls-Royce. Au fond, un petit homme est assis derrière une table. Il égrène son chapelet. Sur la table, un téléphone blanc et un carnet de commandes.

A U bout de la grande avenue, la mer. Pâle. Sans parfum. A l'horizon, une dizaine de navires s'ennuient. Ils attendent leur tour pour vider leur cargaison. Des immeubles modernes montent vers le nuage bleu. L'air est conditionné, et du vieux Koweït il ne reste plus que la porte de la cité, — la porte du peuple. L'Etat a racheté les vieilles maisons à un prix élevé pour permettre à leurs propriétaires de suivre le rythme, d'être dans le ton et de construire de nouvelles habitations plus proches du futur. Des villas sans verdure, des petits palais vitrés, des maisons de marbre au style bâtarde, telles sont les autres vitrines d'un Koweït enveloppé de luxe et de prières. Avant d'atteindre cet espace taillé dans le sable, on traverse deux quartiers populaires : Nagra et Hawalli. Style improvisé et simplicité fonctionnelle quelques peuplades. Ce sont des habitations de location pour les pauvres. Les pauvres, ce sont les petits fonctionnaires émigrés.

Le romancier koweïtien Ismaïl Fahd Ismaïl, une voix pertinente qui conjugue l'humour avec le fantastique, parle de ces vitrines en évoquant « les peuples de la civilisation ». Ce pays, pris dans le tourbillon du modèle américain, n'a

pas peur de ce corps à corps avec la modernité importée. Ses traditions bédouines refoulées s'accrochent à la civilisation islamique. L'islam est présent, mais de manière moins visible qu'en Arabie Saoudite. L'alcool ne circule pas. Il est du côté du trafic et du marché noir. Une bouteille de whisky se vend entre 200 et 250 F. Pays libéral il dispose d'un Parlement et d'une presse variée et libre. — Il évite le fanatisme qui sied mal à la vie moderne.

Il est aussi des vitrines clandestines : d'immenses paysages de la désolation, repoussés vers le sable lointain, recouverts de poussière lourde l'été et de boue l'hiver, un épais nuage instable de honte et de misère cachée, lavouée. A une vingtaine de kilomètres de la capitale, Jahra, un bidonville avec de petites maisons en bois ou en pierre. Jahra est un village, une agglomération reconnue (indiquée sur les panneaux routiers) avec un marché et un cinéma. C'est le dortoir des travailleurs émigrés les mieux lotis ; travailleurs dans la construction, ils sont pour la plupart des non-Koweïtiens ou des Koweïtiens sans nationalité. Dans ce village, il n'existe aucune topographie, aucune structure d'installation. C'est le lieu du hasard et du provisoire, car un jour peut-être la famille montera à installer à la capitale. Les habitants savent qu'ils sont les victimes de la grande ville, ville haute dans la hiérarchie, la finance et l'aristocratie.

Q U'il soit cru ? Jahra n'est qu'une façade. Car il y a pis. Derrière ces maisons de hasard, blotti entre les sables, un monde grouille dans les sables. Une tourmière. Achiche (en arabe veut dire ruche) est un lieu mobile. Comme il existe des Koweïtiens « bédouins » (sans nationalité), il existe aussi des lieux « bédouins », c'est-à-dire non reconnus, éloignés de la vie et de ses éléments les plus simples comme l'eau et l'électricité. Ensemble de nids faits de tantes, de cabanes en carton-pâte ou en zinc, faits de vent et de sable, Achiche, occupée par quelques milliers de personnes (il est impossible d'en évaluer le nombre), est, de l'aveu des Koweïtiens qui se sont donné la peine de s'y rendre, la honte du pays qui a le revenu par habitant le plus élevé du monde (1).

En fait, le Koweït semble considérer que cette région lui échappe et

que ses occupants ne relèvent pas de sa responsabilité. Mais qui oserait circuler dans cette fournaise en dehors du temps, écartée de l'espace officiel (aucune route goudronnée, aucun tracé n'y mène), où des gosses dorment avec des chèvres, mangent ce qu'ils trouvent et s'enfuient à l'apparition des bulldozers. Notre guide, un journaliste de l'opposition, nous dit : « Tous les quatre ou cinq ans, les autorités de la capitale interviennent et repoussent ces déshérités quelques kilomètres plus loin. En plus des bédouins — grains de sable dans la machine de la modernisation, — on trouve dans ces dunes tous les déshérités venus des pays arabes, d'Iran ou même du Pakistan, chasser du travail. Ils sont là dans la clandestinité, survivant dans la peur, en instance de quel, on ne sait... »

R ETOUR à la ville. Sur notre route, un camion est renversé. Il écrase une immense Cadillac. Du sang dans la nuit.

A la télévision, un haut fonctionnaire demande aux automobilistes d'être prudents. Beaucoup d'accidents, beaucoup trop pour un petit pays dont les routes sont larges, très larges et en excellent état. On ne peut même pas accuser l'alcool. Alors, tous ces morts ? La séduction de la vitesse et de la puissance.

Une émission télévisée réunissant un responsable du ministère de l'Intérieur, un représentant du ministère de la justice et un professeur à la faculté des lettres traite d'une autre iniquité : il y a trop de crimes au Koweït.

Au loin, une petite denture dont la vitrine est brisée. Elle est habitée par le vent et les sables. Une petite boutique abandonnée. Le Koweït est ailleurs, à Ahmadi, situé à 70 kilomètres de la capitale, là où les puits de pétrole envoient quelques flammes au ciel pur.

Telles sont les quelques vitrines d'une terre prise entre les mains d'un futur précoce, imparable et sans tendresse. C'est pour cela peut-être que l'effort vis-à-vis de l'éducation est grand. Comprendre l'absence par l'acquisition et la propagation du savoir. Mais il est encore l'esprit critique est un grand absent.

TAHAR BEN JELLOUN.

(1) Le revenu par habitant a été en 1974 de 11 000 dollars (soit des U.S.A. : 6 500 dollars), d'après l'annuaire franco-arabe 1975-1976.

LA VIE AUX CHAMPS

Avec Cendrine Lajus, conseillère agricole

(Suite de la page 9.)

Les deux femmes s'étaient redressées. Elles entrèrent dans l'élevage. Immobilisées, Cendrine regardait les canétons, puis soudain, s'avançant d'un pas, elle se baissa soudainement, saisit l'un d'eux par les pattes, puis d'autres, les joignant au fur et à mesure de leur prise dans un carton qui lui tendait Mme Ducom.

Nous retournâmes à la demeure. Cendrine, avisant à l'entrée un seau plein d'eau et un morceau de savon, se lava les mains, remit le sacpate nettoyé dans la trousses. Elle se hâta. Les adieux furent brefs, avec une dernière recommandation : « N'oubliez pas d'ajouter une cuiller à café d'antibiotique par litre dans la boisson. »

« N'ayez crainte, me dit-elle, souriant légèrement, il y a du désinfectant à la Coopé. J'y penserai. »

« Si tu auras des injections, je viendrai voir tout. »

— Ce n'est pas de refus.

— La contagion sera vite enrayée.

— Je l'espère. »

Le temps du retour, nous parlâmes peu. Je posai cependant une question : « Comment avez-vous pu déceler d'un coup d'œil les canétons contaminés ? »

« Ils remuaient moins que les autres », me répondit-elle.

La semaine dernière, on m'a dit, au village, que les Ducom étaient rassurés. Ils n'étaient agi que d'une courte alerte.

Les pintades de M. Lassalle

Si la pintade est bavarde, querelleuse, son cri sonnant comme une trompette fausse, sa robustesse est étonnante, et sa chair très fine avec un rien de fumet sauvage évoque les forêts, les savanes africaines dont

elle est originaire. Eprise de liberté, s'évadant d'une basse-cour dès le soleil apparaît pour vagabonder au loin jusqu'au déclin du jour, dissimulant ses amours, ses ouïs, sa couvée au plus épais d'un fourré, il semblerait que vouloir l'élever clôturée est une gageure. Il n'en est rien. Les dix mille pintades et pintades de M. Lassalle ne perdent ni leur vivacité ni leur léger goût de gibier.

Les bâtiments d'élevage de l'autre côté de la route, où se dresse l'habitation, sont situés sur un terrain encadré par des champs, et le « parcours », grillagé jusqu'à 3 mètres de hauteur, le « parquer » disent aussi les aviculteurs, va loin au-delà d'une courbe, une vignette, s'encadrant dans un paysage vallonné.

Lassalle nous accueillit avec la cordialité courtoise des gens du pays. Chef de terre, sachant gouverner et prévoir, travaillant, aidé d'un ouvrier agricole, une propriété suivant les meilleures méthodes culturales, il fut tenté, il y a plusieurs années, d'adopter un élevage de pintades à ses productions de céréales et de vin.

« Je ne me suis décidé qu'après avoir bien réfléchi, pesé le pour et le contre. Je savais certes que la Coopé m'encouragerait, me livrerait des pintades, les aliments, s'occuperait de la vente, m'offrirait même des conseils gratuits. Lassalle, regardant Cendrine Lajus avec un brin de malice affectueuse au coin de l'œil, se mit à rire et continua : « J'ai assisté à des réunions d'information organisées par la Coopé. Un jour, j'ai sauté le pas. »

Nous touchâmes le local de démarrage, bâtiment de bois couvert de toile ondulée. « Il n'a rien d'un château. Je l'ai monté moi-même », m'avertit Lassalle, mais les petites bêtes y sont à l'aise dans une bonne chaleur. « Elles étaient deux mille cinq cents qui pépiaient éperdument autour de plaques rondes d'al-

mentation à la bordure légèrement relevée, pour éviter l'éparpillement sur la litière de paille et de copeaux des granules que les petits becs picorèrent dans un crépitemment pareil à celui d'une averse frappant un toit. A la chaleur sèche qui régnait dans le local ne se mêlait aucune odeur acide comme celle dégagée par les élevages de canards. J'en fis la remarque.

Belles, curieuses et aimables

La visite continua. Dans le solarium, immense hangar sans façade du côté du meilleur ensoleillement, deux mille cinq cents autres pintades, qu'on qualifie d'adultes, pendant un mois et demi, prenaient leur première liberté dans un espace certes limité par un grillage évitant les évasions, mais où les jeunes gallinacées pouvaient se fortifier sous les rayons solaires, et par des pâtes sèches contenant 65 % de maïs, 21 % de matières protéiques, des matières minérales vitaminées. Je me suis intéressé à la chaîne déversant la provende de granules.

« On ne leur a pas le manger », me disait Lassalle. De son arrivée à un jour à sa vente, la treizième semaine, la pintade, pour atteindre le poids d'un kilo net de viande en moyenne, souvent davantage, doit consommer 4 kilos de nourriture. Il passe trente mille pintades par an dans cet « hôtel ». Calculez les tonnes d'aliments que l'élevage de la Coopé a cela vous amuse, plutôt demandez à Cendrine, elle marque tout sur son carnet de contrôle... »

Les pintades du solarium avaient abandonné le duvet de l'enfance. Elles étaient déjà couvertes d'une élégante cotte de plumes bleu gris semées de points blancs, leur dos se bossuait, bientôt elles seraient tachées dans le parcours clôturé. Nous y allâmes enfin. Là, cinq mille oiseaux bruisaient de cris saccadés

et aigus, de courses enlevées à coup d'ailes, de trottements rapides, coupées de brusques arrêts à la vue d'une herbe, d'un vermineux, ramés à la vérité, les pintades étant au terme de leur engraissement de trois semaines. Elles avaient quasiment dépeuplé le sol de vers de terre et de bestioles ; mais ensemencé à nouveau, des plantes germaient et des insectes naîtraient bientôt.

Nous touchâmes le grillage. « Elles sont belles n'est-ce pas ? », glissa Lassalle. J'approchai. Trappes, de la grosseur d'une petite poule, la queue courte pendante, caquées d'une crête caillasse, des excroissances charnues rouge vif pendantes au bas des joues, portées sur des pattes gracieuses dépourvues d'ongles, elles gardaient un air fier et sauvage encore accentué par leur étrange dos arqué. Soudain notre hôte lança un coup de sifflet. Aussitôt des pintades les plus proches de nous se figèrent un instant, puis, faisant volte-face, vinrent à pas comptés s'aligner contre le grillage et là, levant toutes ensemble la tête, nous dévisagèrent fixement.

« Elles sont curieuses ? dis-je. — Oui, et aimables, me répondit Lassalle. Je m'y attache, et, chaque fois que je les vende, j'ai du regret... pas trop ! car elles rapportent... »

Comme d'habitude, la visite s'est terminée à la maison par l'offre d'un rafraîchissement accompagné de biscuits. Dans la salle de séjour, un des fils de la maison, élève dans une école d'agriculture, classait des lectures, vérifiait l'incidence de la T.V.A. J'ai laissé la conseillère agricole discuter d'échecs, de vent, de préventions de maladies. Il était captivant de voir cette « jeune » s'exprimer ou bien réfléchir avec une sûreté décisive les opinions de l'homme mûr assis en face d'elle, tous deux un étymologie aux doigts, leur cahier de notes ouvert.

JEAN TAILLEMAIRE.

هكذا من الأصل

RADIO-TELEVISION

Les véritables enjeux de la réforme

par ANDRÉ ROSSI (*)

TROIS
POINTS DE VUE
SUR
UNE ANNÉE
ENTRE
PARENTHÈSES

« Un système qui est la compétition au sein de la propriété de la nation... » Par cette phrase, le président de la République ne pouvait mieux définir l'esprit de la réforme qui se termine. C'est aussi un hommage aux sociétés de programmes, dont l'autonomie est acquise et reconnue et dont les images de marque distinctes sont déjà perçues par les téléspectateurs et auditeurs.

En un an, le service public a connu une mutation sans précédent. La durée des programmes a été considérablement allongée sans que le taux de la redevance ait été modifié. La couleur est apparue sur la première chaîne en région parisienne. La spécificité et la vocation particulière de la télévision régionale — par la mission donnée à FR 3 — ont été plus que jamais encouragées. La radio a engagé une réflexion intense sur ses programmes, qui s'est déjà traduite, notamment, par la réforme de France-Musique, laquelle est à l'origine d'un véritable débat public sur la politique musicale. La Société de production s'engage, pour sa part, dans une diversification sans précédent de la production audiovisuelle. Télédiffusion de France a entrepris un vaste programme d'investissements destinés à l'extension de la couverture de la première chaîne à l'ensemble du territoire et à la couverture des zones d'ombre. Enfin, l'insuffisance de l'audio-visuel se signale, d'ores et déjà, par sa recherche et sa formation audiovisuelles, appréciées des professionnels, et par la mise en place pour la première fois dans ce pays d'un service d'archives audiovisuelles modernes.

Tout cela est prometteur, sinon acquis. Respectueuse de l'autonomie des sociétés, l'action du gouvernement doit, aujourd'hui, s'orienter dans trois voies :

— Adapter notre système audio-visuel à l'évolution internationale et technique ;

— S'assurer de l'application du cahier des charges et arbitrer les conflits éventuels entre les nouveaux organismes ;

— Veiller à maintenir un équilibre dans le développement des différents moyens de la communication.

L'organisation résultant du 7 août 1974 ne peut être, dans un domaine qui évolue tous les jours, complètement figée. Le gouvernement attend des structures plus légères qui ont été créées qu'elles puissent aisément s'adapter à l'évolution de l'environnement international. L'O.R.T.F. avait sans doute développé une action importante hors de nos frontières et permis à la France d'avoir une place de choix dans le monde international de l'audio-visuel. Il nous faut conserver cet acquis en le développant et en adaptant nos méthodes à cette fin. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a confié à M. Jean d'Arcy une mission de réflexion sur la présence audiovisuelle à l'étranger. Dès que le gouvernement aura reçu ce rapport, il lui faudra prendre les décisions qui permettront d'améliorer l'efficacité de notre radiodiffusion internationale.

Il s'agit d'un enjeu culturel. Vieux pays de culture écrite, la France ne s'est peut-être pas assez rendu compte que sa présence demain hors de nos frontières dépendra de sa faculté à s'exprimer par la télévision et le cinéma. Il faut donc être attentif à la nécessité pour notre pays de concevoir et d'exporter des produits audiovisuels adaptés au marché international et susceptibles de servir à la diffusion de nos valeurs et de notre culture.

Les influences extérieures

Notre système doit également s'adapter à l'évolution technique. C'est dans cet esprit qu'un décret sur la télédiffusion doit bientôt être publié et que les conséquences juridiques et techniques de l'apparition des satellites seront étudiées sur la base d'un

Pas d'alibi hebdomadaire

Plusieurs précautions ont été prises à cet égard. Notamment il ne peut ni ne doit y avoir un lien direct entre l'annonceur et le programmeur, comme dans d'autres pays. Pour l'instant, la qualité intellectuelle des nouveaux dirigeants, leur ambition culturelle, laissent penser qu'ils ne céderont jamais à la pression d'un annonceur, ce qui serait la négation de leur mission. On ne peut donc partager, pour le moment, les craintes qui ont été exprimées. Les programmes de la télévision française ne sont pas soumis à des groupes de pression extérieurs. Si cependant le gouvernement devait constater un jour une telle tendance, il réagirait immédiatement en neutralisant les effets de telles pressions.

Il reste un grand pari. En 1975, les sociétés ont vécu largement sur le stock des émissions de l'O.R.T.F. Il leur reste à prouver qu'elles sont capables d'une création propre. Les auteurs, les artistes, les réalisateurs, qui, pour certains, ont été temporairement victimes de la réforme, attendent avec anxiété les décisions qui seront prises par les nouvelles sociétés. A cet égard, le volume des commandes passées par les chaînes est d'ores et déjà important, et de nombreux projets sont en cours, ce qui est de bon augure. Il ne faut pas, en effet, que les nouveaux responsables oublient qu'ils seront à terme jugés sur la part de création qu'ils auront apportée, contribuant ainsi à l'enrichissement d'un patrimoine audiovisuel dont la France peut s'enorgueillir.

Il ne paraît pas nécessaire, comme certains l'ont proposé, de soustraire des soirées dites de « créativité » aux mécanismes d'appréciation de la qualité et de l'audience. La proposition peut apparaître séduisante, mais elle comporte des risques. Il ne faudrait pas, en effet, qu'une soirée hebdomadaire réservée à la création serve d'alibi à la multiplication, les autres jours, de programmes démagogiques et médiocres. En outre, en matière de télévision, l'appréciation de la qualité doit porter sur le programme tout entier et non sur quelques émissions. C'est en tout cas l'ambition du système mis en place actuellement.

Il appartient enfin au gouvernement de veiller au maintien d'un équilibre dans le développement des différents moyens de communication. La coexistence de l'audiovisuel et de l'écrit n'est pas sans risque pour ce dernier. Il faut cependant se garder, en la matière, d'attitudes extrêmes et définir, dans notre politique d'éducation, de formation et de culture, la place respective de l'écrit et de l'image, qui doivent avoir des rôles complémentaires.

(*) Secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, porte-parole du gouvernement, chargé de l'application de la réforme de la radio-télévision.

Le déclin idéologique de l'Europe

par JACQUES THIBAU (*)

TROIS tendances se dégagent d'une année de fonctionnement de la nouvelle télévision. La publicité a conquis sa place, au cœur du nouveau système. En 1975, 50 % des recettes de la première chaîne et 40 % des recettes de la deuxième ont été d'origine publicitaire. En 1976, les chiffres s'élèveront respectivement à 60 % et à 45 %. Une télévision de type publicitaire s'installe en France au moment où le président de la République annonce une « nouvelle croissance », c'est-à-dire une économie et une société qui remettraient en cause certaines des caractéristiques de l'ancienne croissance, par exemple le débordement incontrôlé de la publicité des mass-media. Au niveau de la télévision en tout cas, le tournant est pris : à moins d'un changement fondamental, non prévu, la télévision en France, d'ici à deux ou trois ans, fonctionnera selon le mode publicitaire à l'américaine, celui où la nature des programmes est, pour une part essentielle, déterminée par leur financement publicitaire.

La concurrence entre les chaînes devient alors une concurrence publicitaire : la guerre des tarifs de publicité, qui a débuté commencé entre les deux chaînes laisse à cet égard peu de doutes.

La deuxième tendance révélée par une année de fonctionnement de la nouvelle télévision trouve tout à fait sa place dans une telle évolution. Le petit écran est désormais un instrument au service des entreprises commerciales dites de divertissement. L'ancienne télévision, dans ses dernières années, avait ses « scandales » de publicité clandestine. La nouvelle est désormais au service, de façon permanente et systématique, des entrepreneurs de spectacles du monde du « show business ».

La télévision française, pourtant encore publique, est en train de devenir une télévision à « conglomérats » qui, outre-Atlantique, dans le cadre de vastes puissances financières, se constituent autour des réseaux de télévision : les articles de presse, les émissions de télévision, les films du cinéma, les programmes de radio, les spectacles de music-hall et de variétés seront de plus en plus conçus, si l'évolution continue, par quelques personnes recrutées, choisies et dirigées plus ou moins étroitement, selon les cas, par des intérêts financiers et industriels.

Cartes, en France, nous n'en sommes qu'au début du processus. Mais il est désormais bien engagé. Les entrepreneurs du « show business », les producteurs de cinéma et bien d'autres encore concluent avec la télévision des accords qui, bien souvent, font du petit écran leur auxiliaire et leur instrument.

La troisième tendance, qui n'est pas nouvelle mais qui s'est renforcée, est la place faite dans les programmes aux séries et aux films américains. Le programme minimum a toujours été un bon révélateur : en décembre 1964, la Bonne Planque, diffusée dans le cadre du service minimum, annonçait l'éclosion du théâtre de Boulevard télévisé ; dix ans plus tard, en décembre 1975, le service minimum est fait de productions américaines.

Ainsi, le journal le Monde indique le programme suivant pour le service minimum :

(*) Ancien directeur adjoint de la télévision française.

minimum du 3 décembre dernier, à 20 h. 30, sur TF 1, la Charge vicieuse, film américain de 1961, « la réhabilitation d'un déserteur pendant la guerre de sécession ». Sur Antenne 2, Mannix, une série policière américaine ; sur FR 3, un western américain de 1951, Terre damnée. Le soir du 3 décembre 1975, 70 % des Français auront vu à la télévision un film ou une série américaine.

Pendant une année de fonctionnement de la nouvelle télévision : Peyton Place, Mannix ou Columbo ont été la télévision pour la plupart de nos enfants.

Les trois tendances essentielles que révèle la première année de la nouvelle télévision ne sont pas propres à la France, elles s'inscrivent dans la crise que traversent toutes les télévisions européennes.

La télévision des années 60 a connu et exprimé en Europe une grande vigoureuse idéologique et culturelle. La France du général de Gaulle, l'Allemagne en pleine découverte du libéralisme politique et économique, l'Italie du « miracle italien », la Grande-Bretagne confrontée au développement de l'Europe, la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie sortant du stalinisme et découvrant leurs richesses propres, ont suscité, chacune à leur manière, et selon leurs possibilités nationales, une télévision « forte et créative ».

Depuis le début des années 70 la situation a bien changé. Les institutions nationales de télévision, à Londres comme à Cologne ou à Rome, sont placées devant des difficultés financières sérieuses : les coûts de production et de diffusion des émissions ne cessent de croître, alors que les ressources qui, pour l'essentiel, proviennent de la redevance, commencent à plafonner. Un recours massif à la publicité, solution possible, aggraverait la véritable crise qui est idéologique et culturelle : les programmes français, britanniques, allemands, italiens, suisses, sont envahis par des émissions américaines ou fabriquées selon le modèle américain. Séries, feuilletons et jeux dominent le ton au programme, de 19 heures à 22 heures. Importées d'outre-Atlantique, ces émissions ne sont pas l'expression d'une originalité nationale mais traduisent au contraire l'appauvrissement culturel et moral des nations européennes.

De cette crise, les dirigeants de la nouvelle télévision ne sont en rien responsables : ils en ont hérité et ils la supportent. En revanche, la réforme mise en place au début de 1975, et dans laquelle ils travaillent, en aggrave les conséquences et l'ampleur.

Ce n'est certes pas le mode d'organisation de la télévision qui crée la force ou la faiblesse idéologique et culturelle d'une société. La crise des télévisions européennes aujourd'hui, c'est la crise de l'Europe, avant d'être celle de la télévision française, de la B.B.C. ou de la RAI. Alors que, durant les années 60, l'Europe se dégageait lentement de l'hégémonie américaine, elle y retombe aujourd'hui.

L'ÉCHO DES POSTES

RESTIVITÉS

Les mouvements sismiques qui peuvent ébranler la télévision s'inscrivent dans les « révolutions » qu'il est toujours difficile de suivre en temps réel. D'année en année, on pourrait jurer retrouver toujours le même programme. On accroche des guidons aux variétés de tous les jours, on suspende les vedettes de paillottes, on leur peint d'hypocrites sourires de fête, mais le spectacle demeure invariablement celui que pourrions présenter, en fin de saison, le casino municipal d'une plage de Vendée. Unique interrompue de choc de ces soirées de réveil : dix minutes d'un feuilleton agiologique — les Goodies — qui mettraient fin à la télévision.

OPTIMISME

Même sans voler très haut à la vitesse du son, un débat sur la radio ne peut donner que des échanges assez vifs. Au-delà du front de « la qualité de l'écrit », le promoteur d'une station de radio périphérique décide, pérorant, qu'il se refuse à croire que 26 millions d'habitants puissent être à l'écoute de « sa » radio. Ah non ? Et pourquoi pas ? Quel curieux manque d'imagination et d'information. Cet homme vit manifestement enfermé à double tour dans son bureau.

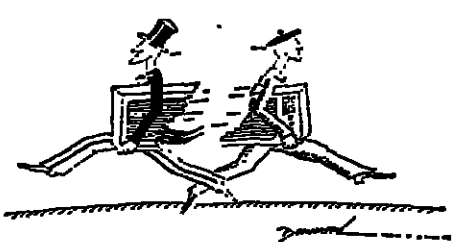
DISTRACITION

Alors que le solennel est de rigueur à France-Culture, l'élégance explose à plein rendement sur les ondes périphériques. La moindre annonce concernant un dentiste ou une machine à laver est faite dans l'enthousiasme et la joyeuse ivresse de consommateur. De même, les spectacles tiennent beaucoup moins aux chaînes qu'à la moindre occasion. Un rien les pousse au son rire. On est content pour eux de savoir qu'en ce temps d'insécurité on leur a trouvé un emploi aussi distrayant. Mais les gags qui les font rire doivent être strictement visuels, car à la simple écoute il est difficile de décoder ce qui les déride si bruyamment. En somme, ils devraient passer à la télé.

JACQUES STERNBERG.

DU VIEUX AVEC DU NEUF

par CLAUDE SARRAUTE



DEPUIS un an, nos écrans ont changé de visage. C'est vrai. Normal : par un phénomène curieux, comme dans les matras, on y voit toujours s'encroûter en transparent l'image du chef de l'Etat. Après Charles de Gaulle, après Georges Pompidou, la télévision s'est remise une fois de plus à l'heure de l'Élysée. Elle a pris un autre ton, un autre style. Elle se veut plus familière, plus jeune, plus dynamique, plus inventive, plus décontractée. Elle a perdu cette morgue, cette suffisance qui la caractérisait aux yeux de l'étranger. Elle a adopté un petit air négligé, voire débraillé, assez plaisant de prime abord. La télévision, autrefois, c'était la voix de la France ; aujourd'hui — nuance — c'est l'écho des Français, ou plus exactement du premier d'entre eux.

Il faut vivre avec son temps, et il était temps, grand temps de soulever un peu le couvercle de la marmite. Elle menaçait d'exploser. On ne pouvait plus espérer nous cacher l'existence de certains faits gênants : l'immigration, l'avortement, l'homosexualité, le chômage, la prostitution. Nous aurions bien fini par en entendre parler, ne serait-ce qu'à la radio, dans les journaux ou chez le voisin de palier. Mieux valait en faire l'objet d'une de ces « tables rondes » surpléées, dont l'aimable confusion ne réussit le plus souvent qu'à noyer le poisson. Plus on est de fous...

N'est-ce pas d'ailleurs essentiellement ce qui distingue les nouvelles chaînes des anciennes, ces tribunes, ces entretiens, ces dossiers en tous genres, ces discussions en direct ou en différé ? C'est évidemment moins cher qu'une dramatique. Et c'est parfois plus payant. Certains, dont nous sommes, s'en féliciteraient — la télévision ou pourrions être aussi cela, un forum où chacun pourrait venir exposer et soutenir ses opinions, ses idées, si ces débats étaient à la hauteur et à la

mesure de ce qu'on en attend. On est là, tout réjoui à la pensée d'une soirée instructive passée en bonne compagnie, et on se retrouve plein de regrets au souvenir d'une soirée perdue en propos nombreux, oiseux. Bien décidé à ne plus s'y laisser prendre, on s'y laisse à nouveau porter par l'espoir que cette fois, oui, cette fois, les spécialistes — ce sont pourtant toujours les mêmes — chargés de nous expliquer la Chine, la police, la pornographie, la violence, l'amour, la mort, la drogue ou le show-business nous en livreront enfin les secrets. Chacun y allant de son complet habituel, cela n'arrive jamais.

Et pourtant la liberté d'opinion à la télé, à présent, ça y est, en gros, on l'a. Seulement, voilà, on ne sait pas, on n'ose pas s'en servir. Un exemple récent : le 5 janvier, M. Giscard d'Estaing tient une conférence de presse sur l'information. Et l'on en rend compte le soir même au journal de TF 1. Bien. Ceci besola après cela avait donc M. Roger Gicquel d'aller sonner le lendemain, jour anniversaire de la réforme, à la porte du palais pour solliciter, au cours d'une audience-interview longuement diffusée à 20 heures, un satisfecit personnalisé ? Est-ce que vous êtes content de nous, monsieur le président de la République ? Est-ce que vous

nous trouvez mieux qu'avant ? Ça ressemble à quoi ? Très exactement à l'époque où nos lucarnes servaient de tableau d'affichage au bulletin de cour quotidien.

Si encore le chef de l'Etat utilisait ce formidable haut-parleur qu'est la télévision avec la discrétion de ses homologues anglais, allemands et scandinaves, cela pourrait être le cas. Et, sur ce chapitre, nous sommes si peu faits au bon usage de la démocratie dans les pays voisins que ce qui nous surprend, ce n'est pas qu'il se permette d'y passer plus souvent qu'à son tour, en pied, en buste et en famille, c'est qu'on autorise parfois ses adversaires politiques à y exprimer dans la foulée un point de vue opposé. En réalité, les proportions ne varient guère : on voit les uns et les autres, M. Marchais et M. Stoleru, de plus en plus.

A part cela, quel de neuf au cours des douze mois écoulés ? Le Petit Rapporteur, la soirée électorale de Châtelleraul... Et puis ? Sur TF 1 à la bonne heure, et les « vendredis » de FR 3, deux excellentes émissions de défense du consommateur. Exactement ce qu'on attend d'un service public. Est-ce cela tout ? Demandes autour de vous, on vous répondra : « Y'a un truc. » A part cela, non, on ne voit pas... Si, bien sûr, le cinéma. Les dix films par semaine. Ce qu'on voit, par contre, on ne voit même qu'une fois, et depuis combien d'années, ce sont les Bourdard, les Guy Lux, les Degaux, les Tchernia et les Bellemare. Sans oublier Jamnot — un tiers des programmes d'Antenne 2 — mais lui on ne le voit pas. Monopoles dans le monopole, inamovibles, insubmersibles, ils surmontent, ils rebondissent, de refontes en refontes, c'est toujours eux qui reviennent saluer devant le rideau. Le moyen de faire du neuf avec du vieux. Ou du vieux avec du neuf.

RADIO-TELEVISION

Écouter, voir

Les films de la semaine

● **POÈME SONORE : ITINÉ-
NÉRAIRE SONORE POUR
UNE OCCITANIE.** — Du 12
au 23 janvier, France-Culture,
22 h. 30.

Voyage sur les pas des comtes de Ton-
louse, pèlerinage au pays de l'Occitanie :
une histoire du catharisme, une évoca-
tion de la croisade des Albigeois. Dix
émissions, dix rencontres. René Jentet
interroge, écoute. Et les historiens, les
sociologues de Toulouse à Montségur sont
de bons, de vrais conteurs. S'il manque
parfois « le cadence et le rythme de la
langue occitane », on le pardonne, et
même... on apprécie le refus de toute faci-
lité, de toute concession au « folklorisme ».
C'est avec grand sérieux que sont posées
les questions sur l'honneur et la fascina-
tion, sur l'efficacité et la démesure, sur
la déroute matérielle de l'hérésie cathare.
Long chapitre d'une histoire dont il ne
reste que peu de traces. Un peu l'histoire
de la lutte de l'Église romaine contre la
tolérance, du pouvoir contre les libertés.

● **DIVERTISSEMENT : MUSI-
QUE COMESTIBLE.** — Du
mardi au vendredi, France-
Musique, 1 h.

Pour les noctambules, Jean-Pierre Len-
tin prépare, quatre jours par semaine, ce
qu'il appelle des « menus prix fixe » à
44,95 : compositions de pièces classiques
et d'enregistrements de jazz dont les
titres concernent, de près ou de loin, la
nourriture. Beaucoup de Satie, bien sûr ;
mais également des compositeurs réputés
sérieux.

● **REPORTAGE : DES HOM-
MES LIBRES (2^e partie).** —

Jeu 15 janvier, A2, 20 h. 30.
A la prison de Saint-Quentin, Daniel
Karlson a rencontré le seul des « libérés »
du programme lancé par le sociologue
Douglas Grant qui soit de nouveau der-
rière les barreaux : Manuel Rodriguez. UN
document — à tous points de vue —
exceptionnel.

● **DOCUMENTAIRE : « L'ART
SUR LE VIF ».** — Jeudi
15 janvier, A2, 21 h. 40.

Avec une nouvelle série d'émissions inti-
tuées « L'art sur le vif », Pascale Ben-
gnot entend de rapprocher l'artiste du
public, de donner la parole à l'un et à
l'autre pour élucider le mystère de l'in-
compréhension entre le créateur contem-
porain et les non-initiés, pour dégarer les

lignes nouvelles de l'art et rendre aux
auteurs leur dimension de mortels.

Le premier numéro (« L'art contem-
porain a-t-il un public ? ») présente Peter
Klassen — il peint avec minutie des ser-
rures, des roues et des lavabos (« Ce ne
sont pas des tableaux », disent les gens),
Jean-Pierre Raynaud, qui vit enfermés
dans des murs de céramique blanche
(« Je vendis des morceaux de sensibilité »,
dit-il, je ne tente aucun dialogue),
Ernest Pignon-Ernest (il crée des affiches
en rapport direct avec les préoccupations
des collectivités), et aussi la coopérative
des Malassis (qui ont composé des fres-
ques pour un supermarché de la Ville-
neuve de Grenoble).

Ce sont là quelques exemples de recher-
ches esthétiques, souvent mal accueillies
(ou pas accueillies du tout) par un public
dont les interviews révèlent qu'un fait de
peinture moderne il ne connaît que
Picasso.

● **ESSAI : TRAVAIL MUSI-
CAL.** — A partir du vendredi
16 janvier, France-Culture, 11 h.

Le compositeur Georges Aperghis, des
comédiens, des animateurs s'installent
cet hiver pour travailler dans un
quartier nouveau de Bagneux. Une œuvre
musicale rendra compte de cette expe-
rience réalisée, de débats en échantils,
dramatiques ou musicaux, en liaison avec
les habitants.

Charlotte Laugier a choisi de séden-
tariser son émission de sociologie musi-
cale, « L'air d'une ville », pendant la
même période, et d'emprunter, aux côtés
du compositeur, les chemins de la créa-
tion, pour donner un relief sonore à cette
rencontre de l'art et du quotidien ; une
chronique de l'art au quotidien.

● **REPORTAGE : YVONNE LE-
FEBURE (LA LEÇON DE
MUSIQUE).** — Dimanche 18
janvier, TF 1, 22 h.

Traditionnel couronnement du « Mal
musical de Saint-Germain-en-Laye », les
leçons d'interprétation de la pianiste
Yvonne LeFebure consistent, pour cette
pédagogue attentive à ne pas multiplier
ses prestations de concertiste, le « champ
d'action » idéal. Car autant le jeu de
cette beethovenienne est architectural —
parfois même sculptural — autant sa
parole évite les formes et le vocabulaire
des cœurs. « Beethoven, c'est mon
homme », dit-elle, en vieille dame toujours
mûrissante, dans cette « leçon de musique »
dispensée à un jeune Brésilien devant les
caméras de Michel Rulland.

● **LE VOLEUR DE BAGDAD,**
de Michael Powell, Ludwig Ber-
ger, Zoltan Korda et Tom
Whelan. — Dimanche 11 jan-
vier, A 2, 14 h.

Cette fable orientale, inspi-
rée des *Mille et Une Nuits*,
date de l'époque où le cinéma
anglais des frères Korda sur-
passait Hollywood dans le
grand spectacle en couleurs.
Cheval mécanique, génie sorti
d'une bouteille, combat avec
une araignée géante et lapin
volant : c'est le film des
merveilles, grâce à d'extra-
ordinaires truquages.

● **LES HEROS DE TELE-
MARK,** d'Anthony Mann. —
Dimanche 11 janvier, TF 1,
20 h. 30.

Célèbre épisode de la résis-
tance norvégienne qui avait
inspiré, en 1947, un film de
style documentaire, la *Bo-
telle de l'eau lourde*, de Tibus
Vibe Muller et Jean Dré-
ville. Ce « remake » améri-
cain n'est, par comparaison,
qu'une imagerie d'aven-
tures trisant l'invasibilité.

● **LA PRINCESSE DE CLE-
VES,** de Jean Delannoy. —
Lundi 12 janvier, TF 1,
20 h. 30.

Le roman de Mme de La
Fayette adapté par Cocteau
qui a ajouté le nom de
l'Éternel Retour. De cette
« copie de pureté », le style
noble de Jean Delannoy a
fait un écho de la frigidité.

● **FLEUR D'OSEILLE,** de
Georges Lantier. — Lundi
12 janvier, FR 3, 20 h. 30.

Mireille Darc et Anouk
Ferjac pouppent et font
le coup de feu contre des
gangsters qui parlent comme
Michel Audard écrit. Bien
moins édifiant que la *Prin-
cesse de Clèves*, mais beau-
coup plus drôle.

● **PAMELA,** de Pierre de
Mérin. — Mardi 13 janvier,
A 2, 20 h. 30.

D'après un drame de Victo-
rien Sardou, une mascarade
historique à propos de
l'énigmatique Louis XVII.
Un des plus mauvais films
français réalisés sous l'oc-
cupation. Le réalisateur était le
beau-fils du maréchal Pétain.

● **LES CANONS DE COR-
DOBA,** de Paul Wendkos. —
Mardi 13 janvier, FR 3,
20 h. 30.

Qu'étaient les canons d'un
faux Pancho Villa et exploits
des vaillants soldats améri-
cains. On perdrait son temps
à chercher là-dedans la
moindre originalité.

● **LE SCHPOUNTZ,** de
Marcel Pagnol. — Mercredi
14 janvier, FR 3, 20 h. 30.

Comment Fernandel le
fada, qui veut être un nou-
veau Charles Boyer, devient
vedette comique de l'écran.
Cette satire du milieu ciné-
matographique parisien,
écrite par Pagnol en 1936, est
toujours un piquant tableau
de mœurs et une grande
comédie de caractère. Il faut

avoir vu et entendu Fernan-
del interpréter, de diverses
manières, l'article 13 du code
pénal : « Tout condamné à
mort aura la tête tranchée. »

● **LE GANG ANDERSON,** de
Sidney Lumet. — Jeudi 15 jan-
vier, FR 3, 20 h. 30.

Sean Connery, « cerveau »
d'un gang new-yorkais aux
prises avec les moyens techni-
ques des riches sont trans-
formés en forteresses. At-
mosphère inquiétante
autour de la préparation
monotone d'un hold-up.

● **CHINATOWN NIGHTS,**
de William Wellman. — Ven-
dredi 16 janvier, A 2, 22 h. 50.

Affrontement dramatique
et psychologique de Wallace
Berry, l'acteur au physique
de brute, et de la belle star du
musé, Florence Vidor, dans un
décor de quartier chinois. Ce
film de Wellman (mort ré-
cemment) est inédit en
France.

● **LE SURVIVANT DES
MONTS LOINTAINS,** de James
Neilson. — Dimanche 18 jan-
vier, TF 1, 17 h. 15.

Western insolite à cause du
scénario de Borden Chase (qui
écrivit pour Anthony Mann)
opposant Audie Murphy, vêtu
de sombre et marqué par la
fatalité, à James Stewart,
apôtre du bien dans l'Ouest
des aventuriers.

● **LES CHOSSES DE LA VIE,**
de Claude Sautet. — Diman-
che 18 janvier, TF 1, 20 h. 30.

D'après un roman de Paul
Guimard, les problèmes de

cœur d'un architecte faisant
le bilan de sa vie alors qu'il
est en train de mourir d'un
accident de voiture. La forme
habile et séduisante — insi-
sure et dilatation du temps,
retours en arrière mêlés aux
souvenirs et aux divagations
de Michel Piccoli — a fait
prendre pour un chef-d'œuvre
cette description sentimentale
des états d'âme d'une partie
aisée de la société française
actuelle. (Prix Louis-Dellune
1970.)

● **PLEURE PAS LA BOU-
CHE PLEINE,** de Pascal Tho-
mas. — Lundi 19 janvier,
TF 1, 20 h. 30.

Comment l'esprit vient aux
filles qui perdent leur virgi-
nité, sans histoire et sans ro-
mantisme, à la villageoise.
C'est chronique poétique des
années 60 est comme une
réaction — air frais et char-
mes naturels de la province —
au monde sophistiqué du ci-
néma parisien.

● **MON AMOUR, MON
AMOUR,** de Nadine Trini-
gnant. — Lundi 19 janvier,
FR 3, 20 h. 30.

L'amour libre, la liberté du
couple et les problèmes d'une
femme moderne qui veut as-
surer, seule, risques et res-
ponsabilités. Un peu trop
marqué par l'influence de Go-
dard (et aussi de Leleuch),
ce premier long métrage de
Nadine Triniçant, réalisé
en 1968, a peut-être donné un
élan au cinéma « féminin »
d'aujourd'hui.

625 - 819 lignes

INFORMATIONS

TF 1 : 13 h. Le journal d'Yves Mounoul ;
20 h. le journal de Roger Gicquel (le dimanche
Jean-Claude Bourret reçoit un invité à 19 h. 45) ;
Ves 23 h. IT 1. Dernier. Pour les jeunes :
« Les Infos » de Claude Pissard (le mercredi,
17 h. 30).

A 2 : 9 h. 30 (tous les jours sauf le lundi,
à partir du 18), le journal de P. Poivre d'Ar-
vor, suivi d'interviews pour les en-
fants ; 13 h. (les samedi et dimanche), Le jour-
nal de Jean Lantier ; 14 h. 30, « Flash » (sauf
les samedi et dimanche) ; 18 h. 30 (sauf les
samedi et dimanche), le journal d'Éliane Vidi ;
20 h. Le journal de Guy Thomas (Jean Lantier,
les samedi et dimanche) ; 23 h. Le journal de
Maurice Werber (Roland Mehl, les samedi et
dimanche).

FR 3 : 18 h. 55 et 19 h. 55, Flash (sauf
le dimanche) ; vers 22 h. Journal.

ÉMISSIONS PRATIQUES

TF 1 : A la bonne heure (du lundi au ven-
dredi, 18 h. 15) ; le vendredi soir (le mardi,
13 h. 30) ; Six minutes pour vous défendre (le
samedi, 18 h. 40).

A 2 : D'accord, pas d'accord (les mardi, jeudi
et samedi, à 20 h. 20).

RELIGIEUSES

ET PHILOSOPHIQUES

TF 1 : (le dimanche) : 9 h. 30, Orthodoxie
(le 11), Foi et traditions des chrétiens orthodoxes
(le 18) ; 10 h., Présence protestante ; 10 h. 30,
le Jour du Seigneur ; Lire l'Évangile et « des
moines et des hommes » (le 11) ; Libéra, la fin
d'un rêve (le 18) ; 11 h., Messe à Saint-Vincent-
de-Paul de Villeneuve (le 11) et à Avenir, dans
les Deux-Sèvres (le 18).

PROGRAMMES ÉDUCATIFS

Les programmes des émissions édu-
catives diffusées à la radio sur le réseau
nord-moyennes de France-Culture et à
la télévision sur la première chaîne les
jours de semaine sont parus dans « le
Monde de l'éducation » (n° 13, daté jan-
vier 1976), qui les publie régulièrement
tous les mois.

Petites ondes - Grandes ondes

Informations

FRANCE-INTER : A chaque
heure jusqu'à 12 h. 30 et
18 h. 30 ; Bulletin complet à 5 h.,
5 h. 30, 6 h. (Social matin),
6 h. 30, 7 h., 7 h. 30, 8 h. (Alain
Bedouin), 8 h. 30 (Claude Guil-
laumin), 9 h., 13 h. (J.-P. Rib-
bach), 19 h. (Paul Amar), 20 h.,
(Roger Tolo) ; 22 h. (Paul Amar),
24 h.

EUROPE 1 : Tous les demi-
heures jusqu'à 8 h. : Bulletin com-
plet à 8 h. (Philippe Gildes) ; 9 h.,
(Françoise Kanner) ; 13 h. (André
Arnaud) ; 19 h. (Pierre Lescour) ;
« Flash » toutes les heures ;

22 h. 30, Europe-Panorama ; 1 h.,
Europe dernière.

LUXEMBOURG : Tous les
demi-heures de 5 h. 30 à 9 h. ;
Bulletin complet à 9 h., 13 h. (Jour-
nal « son son »), 18 h. 30 (Jac-
ques Poël) ; « Flash » toutes les
heures : R.T.L.-dixit à 22 h.

RADIO - MONTE - CARLO :
Tous les demi-heures de 5 h. 30
à 7 h. ; Bulletin complet à 12 h. 45
et 18 h. 35 ; Journal à 7 h. 8 h.,
9 h., 12 h., 14 h., 20 h., 22 h. 30,
24 h. ; « Flash » aux autres heures
(dernier à 1 h.).

A LA TÉLÉTHÈQUE DE CHAILLOT

Un quart de siècle « rétro »

L'air du temps télévisuel étant
moins à l'anticipation qu'à la
rétrospective, le panorama
brossé à Avenir par Charles
Brabant et Jean-Marie Drot, au
mole d'août dernier (le Monde
daté 3 et 4 août 1975), trouve
une suite parisienne. L'horizon
était alors fixé à 1980. Il s'étend
aujourd'hui au quart de siècle.

Du 20 janvier au 30 avril,
donc, à la Téléthèque de Chaillot
(nouveau lieu de projections
vidéo axées sur les arts, la
culture, les transmissions
dramatiques et lyriques), il
aura une fois... vingt-cinq ans de
télévision.

Les responsables de l'Institut
national de l'audio-visuel ont
extraît de leurs archives, pour
le seul mole de janvier :
la Mégère apprivoisée, de Badel,
avec Bernard Noël (projection

le 20) ; le Dqm Juan, de Buwal
(le 21) ; le Malade imaginaire,
de Santelli (le 22) ; Tous ceux
qui tombent, de Mitran (le 23) ;
l'Ubu roi, d'Avery (le 24) ;
Têtes rondes et Têtes pointues,
de Rothstein (le 25) ; les Perses,
de Jean Prat (le 26) ; et Mesure
pour mesure, de Buwal (le 31) ;
Shakespeare, Molière, Beckett,
Jarry, Brecht, Eschyle.

Régulières

FRANCE-INTER : 5 h., Variétés
et informations ; 9 h. 10, Magazine
de Pierre Bouillier ; 10 h., Inter-
femmes ; 11 h., 5 sur 5 ; 12 h. 45,
Le jeu des 1000 francs ; 14 h.,
Le temps de vivre ; 14 h. 30,
France-Inter sur l'école ; 17 h.,
Radioscopie ; 18 h. 5, Banzaï ;
20 h. 10, Pas de panique ; 22 h. 10,
Le Pop Club.

EUROPE 1 : 6 h. 40, Les ma-
nières de Philippe Gildes, 8 h. 40, Les
recettes de M. Oliver ; 11 h. 30,
ou face ; 12 h., Cash ; 13 h. 10,
Les dossiers extraordinaires du
crime ; 14 h., Danièle Gilber ;
15 h. 30, Jean-Michel Desjeunes,
Pierre Lescour et Anne Sinclair ;
18 h. 30, Jean-Loup Lafont ;
20 h. 30, Pierre Pochie et François
Diwo ; 22 h. 40, Golluch.

Religieuses et philosophiques

FRANCE-CULTURE : (le di-
manche) : 7 h. 10, Horizon ; 8 h.,
Orthodoxie et christianisme orien-
tal ; 8 h. 30, Service religieux pro-
testant ; 9 h. 10, Écoute Israël ;
9 h. 40, Divers aspects de la pensée
contemporaine ; La Libre pensée de
France (le 11), La Grande Loge
de France (le 18) ; 10 h., Messe.

Radioscopie

FRANCE-INTER : 17 h., Jac-
ques Chancel reçoit l'écrivain André
Bercoff (lundi 12), le peintre Do-
cking (mardi 13), le transmutologue
Maurice Maré (mercredi 14), le
compositeur Maurice Le Roux
(jeudi 15), et l'écrivain Olivier Cé-
ment (vendredi 16).

ALPES VAUDOISES - SUISSE - 1.350-2.100 m.

Vacances d'hiver 1976

Arrangements spéciaux
Prix nets par personne en demi-pension.
Entrées libres à nos piscines et à la patinoire
couverte.

GRAND HOTEL

Tél. 1941/25/6 24 71
Tél. 24.483
CH-1854 Leysin

	7 JOURS F.S.	14 JOURS F.S.	21 JOURS F.S.
Chambre double, eau courante	308	538	690
Chambre double, douche	370	670	908
Supplém. chambre simple	70	140	120

Je m'intéresse à votre offre, veuillez me documenter :
Nom et prénom :
Rue :
Code postal et localité :

**ODOUL
Garde-meubles**

208 10-30

3 jours sur la **COTE D'AZUR**

à partir de **105 f** valable du 20 Septembre 75 au 1^{er} Avril 76

3 JOURS / 3 NUITS			7 JOURS / 7 NUITS		
	Demi Pension	Chambre plus petit déjeuner		Demi Pension	Chambre plus petit déjeuner
*	150 F	105 F	*	376 F	271 F
**	171 F	117 F	**	425 F	299 F
***	246 F	171 F	***	600 F	425 F
****	306 F	201 F	****	740 F	495 F
*****	471 F	282 F	*****	1125 F	684 F

Ces prix s'entendent PAR PERSONNE, PAR SEJOUR, en chambre occupée par 2 personnes, taxes et service compris... ET TOUT UN CHOIX DE DISTRACTIONS

Parmi les moyens de transport à votre disposition, la **SNCF** vous offre un choix de tarifs avantageux

Informations, réservations : **VOTRE AGENT DE VOYAGES HABITUEL**
ou groupement des agents de voyages de la Côte d'Azur
(S.A.V.C.A.) : 2, rue Beldy - 06000 NICE - Tél. 85.42.42

Le Monde

Service des Abonnements
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4287 - 23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.
CO-COMMUNAUTE (sauf Algérie)
50 F 160 F 222 F 300 F

**TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE**
144 F 273 F 402 F 530 F

**ÉTRANGER
par messagerie**
1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
115 F 210 F 307 F 400 F

IL - TUNISIE
125 F 231 F 337 F 440 F

Par voie aérienne
tarif sur demande

Les abonnés qui paient par
chèque postal (ou virement) ven-
dront bien joindre ce chèque à
leur demande

Changements d'adresse dé-
clarés ou provisoires (dans
semaines ou mois), nos abonnés
sont invités à formuler leur
demande une semaine au moins
avant leur départ

Joindre la dernière bande
d'envoi à toute correspondance
Veuillez avoir l'obligeance de
rédiger tous les noms propres
en caractères d'imprimerie.

Aujourd'hui

Samedi 10 janvier

Dimanche 11 janvier

Lundi 12 janvier

Mardi 13 janvier

Mercredi 14 janvier

Magazines régionaux d

مكتبة من الأصل

L'ÉGLISE DANS LE MONDE MODERNE

LE MONDE AUJOURD'HUI

SOCIÉTÉ

Vu de Bretagne

SARAH DANS LA PRAIRIE...

AVANT de l'en aller en Irlande, Sarah persiste à lui parler. C'est un appel, tantôt presque une mélodie, une oblation étrange, presque amoureuse. « Come, come, my dear! » Il y a la tendresse d'une ballade dans ce monologue que le propriétaire et les voisins observent derrière les haies, médusés. Parfois, la poulchre, qui réside à la station, frappe le sol de son sabot, lance dans l'air bleu un cri d'orgueil.

Au bout de deux heures, la poulchre a avancé de cinquante mètres.

« Dans le sang »

Sarah demeure sous l'arbre. « Come, come my flower. » Nul cheval, nul poney, nulle poulchre ne réside à Sarah. C'est son pouvoir. « Elle a ça dans le sang », disent les paysans, médusés. Dans la voix, dans le corps, Sarah, simple, au fin visage, a des pieds et des mains pleins de col. Elle ne porte jamais de chaussures. Ni dans le soleil, ni dans la pluie, ni dans le vent. Sarah a les muscles ronds et durs des anciens rois de la prairie. Sarah n'est pas de votre monde, hommes de Paris! Sarah est reine au pays des merveilleux et des roses. À ses ascendants irlandais, elle mène du sang triadale, par sa mère. Sa personnalité s'explique peut-être par ce message peu banal qui inscrit dans sa chair l'intelligence de la vie et le goût du rêve.

« Come, come, my flower. » Après quatre heures de dressage, Sarah est prête à l'entraînement. Elle est dans son royaume. Son royaume pour un cheval. La poulchre dresse l'oreille, l'avance d'un mètre, puis de deux mètres. Sarah persiste à lui parler. C'est un appel, tantôt presque une mélodie, une oblation étrange, presque amoureuse. « Come, come, my dear! » Il y a la tendresse d'une ballade dans ce monologue que le propriétaire et les voisins observent derrière les haies, médusés. Parfois, la poulchre, qui réside à la station, frappe le sol de son sabot, lance dans l'air bleu un cri d'orgueil.

et s'écroule sa ganache sur une paquerette et un morceau de sucre. Gagné!

Le lendemain, à cru, ce fut un terrible rodéo dans le champ de Coatreneec. Aujourd'hui, la poulchre s'écroule, subjuguée par Sarah, accepte la selle et le cavalier. Et sous les chênes de Coatreneec frémit de plaisir dans les courses folles, criées au vent, naseaux dilatés, dans l'amitié de l'homme.

Car, outre sa passion pour les chevaux — il y en a de superbes dans le Connemara — Sarah a découvert avec ravissement la civilisation celtique, sa fraîcheur poétique, sa pensée métaphysique, sa magie. Elle dévore les ouvrages qui lui sont consacrés. Elle traîne dans la verte Irlande. Pour ce, on se charge, en Bretagne, de lui trouver un bateau de pêche de Coatreneec ou du Guéthénec. Car Sarah est aussi rétive que les chevaux qu'elle apprivoise. Elle ne consent pas à faire subir à son chien la quarantaine obligatoire dans les ports irlandais. Passagère clandestine.

Sarah, en tout, je te vois comme une passagère clandestine dans ce monde moderne plein de règlements, codes, réglementations. Inactuelle Sarah, éternelle Sarah, dans l'univers du jet, du béton, de l'abstraction, de l'idéologie, tu fais aller la poésie, au grand galop. C'est ça, la liberté. Oui, quelques temps encore, demeure parmi nous.

XAVIER GRALL.

Portrait

ORPAILLEUR DANS L'ININI

« **N**OTRE métier a une très vieille histoire. Il paraît que les Phéniciens déjà se servaient des filtres faits de brins de paille comme les pailles de nos bouteilles pour trier le sable et retenir les pépites. Pendant toute l'Antiquité, c'est ce procédé qui a été utilisé. On a retrouvé des pailles dans de vieilles mines abandonnées de Galice. Maintenant nous avons remplacé la paille par des tissus, du velours ou du feutre, mais nous avons conservé cette dénomination, nous sommes toujours des orpailleurs. »

Dans cet immense territoire de l'Inini qui commence avec la forêt amazonienne, étendue à côté survenant, ses bancs de sable, ses nids à tortues, ses marécages, ses « îles du diable » et aussi ses petites villes, son agriculture et son industrie naissante, ils sont encore quelques-uns, une demi-douzaine peut-être, à vivre l'aventure de l'orpillage le long de mille rivières qui pourraient receler un peu du fabuleux métal.

Quel que soit son nom et sa nationalité, qu'il soit ancien légionnaire ou qu'il dise avoir connu le bagne, l'orpailleur n'aime guère l'Europe depuis des années. Il ne compte pas y revenir un jour. Et dans les cimetières de Guyane, combien de tombes où les noms des gisants sont, pour l'éternité, des noms d'emprunt!

L'autre semaine, à Maripasoula, l'un des derniers orpailleurs, M. Laporte, attendait patiemment depuis plusieurs jours que les pirogues réquisitionnées pour faire la fardole en l'honneur du premier ministre fussent de nouveau libres d'appareiller. Il avait loué les services d'une vingtaine d'Indiens Wayanas et de Bonis, les Noirs maronniers de cette région du Haut-Maroni qui ne doivent pas leur surnom à la couleur de leur peau mais au fait que leurs ancêtres, esclaves, fugitifs des autres territoires de la forêt, étaient appelés « cimarrons » (hyards) par les Espagnols des états de l'empire. M. Chirac parti, M. Laporte a embarqué alors tout le matériel nécessaire pour établir un camp fixe, où il va vivre avec son équipe pendant un an au moins.

On a peine à imaginer ce que les terribles pirogues indiennes, faites de longs et délicats troncs d'arbres évidés et propulsées aujourd'hui par des moteurs de hors-bord, peuvent transporter. Des tonnes de ciment, des camions démontés, un bulldozer en pièces détachées sont arrivés par ce moyen sur les rives du Maroni où

de l'Oyapock après plusieurs jours de navigation et de « portages » à dos d'hommes, nécessaires pour franchir les rapides de ces fleuves fantasques.

Sur les bords d'une rivière inconnue, dans une clairière débroussaillée par le feu, M. Laporte va établir son camp, bâtir quelques huttes, installer ses machines. Les Bonis l'aideront à tamer le sable, mais il devra veiller à ce que pas un gramme de poudre d'or, aucune pépite surtout, ne puisse lui échapper. Les Indiens, vêtus d'un simple cache-sexe rouge, les bras ornés de bracelets et de plumes, la peau cuivrée et teinte au roucou, une ténacité végétale — d'où leur nom de « roucouyères » — qui les protège contre les piqures d'insectes, s'occupent de l'intendance. Ils chassent dans la forêt quelques volatiles ou des cochons sauvages, à l'arc ou à la lance. Parfois un piège leur permet de saisir vivant un jaguar ou un puma, bien qu'il comme ailleurs la capture des fauves au piège tache soit interdite. Le puma n'est que plus élevé. La nuit, ils sont capables de loger une balle entre les deux yeux des calmans dont le museau dépasse à peine de la surface du fleuve et brille sous la lune. Grille en brochettes, la chair blanche des calmans est savoureuse et rappelle celle des crustacés.

Le « secret des affaires »

Pendant des mois, les orpailleurs, séparés par des centaines de kilomètres, isolés les uns des autres par le fouillis somptueux mais impénétrable de la forêt, amassent les grains de leur paillette. Il est bien difficile de dire quelle est leur récolte.

Dans la jungle équatoriale, le « secret des affaires » est encore mieux gardé qu'à la Bourse. On estime que, depuis 1955, quelque 400 tonnes d'or au total ont été extraites des gisements guyanais. Si en 1960 la production était encore de 700 kilos, elle est tombée en 1969 à 112 kilos et en 1973 à 42 kilos. Une telle chute s'explique par le contrôle plus sévère qu'assurent le Bureau de recherches géologiques et minières et l'administration. Mais en réalité, les circuits économiques sont devenus plus clandestins encore que par le passé. Ainsi vont-on moins que jadis dans certains magasins de Cayenne les petites balances qui permettaient aux clients venus de la forêt de payer en grammes d'or pur leurs achats de vaisselle, de vêtements ou de vivres. La production est écoulée par les commerçants établis dans les rares villages de la jungle où ils tiennent boutique.

Le « magasin » de M. Duplessis à Maripasoula est un regard hautement pittoresque. Dans une maison de bois sur pilotis, élevée par les pluies tropicales qui font sonner le toit de tôle ondulée, c'est une sorte de bazar où les Indiens nous viennent boire de la bière, acheter des hampeaux et vendre du calman, ou le gendarme du poste se ravitaillait en bol de choucroute et où l'orpailleur de passage trouve tout à acheter et à vendre. M. Duplessis, un Guyanais, en outre, aujourd'hui, est de type négroïde marqué, torse nu, d'habille — costume noir et chemise blanche — pour recevoir les hôtes métropolitains de passage. Il sait tout ce qui se passe dans cette région du Maroni aussi bien que sur l'autre rive du fleuve dans le Surinam ou, plus à l'ouest, vers le Brésil. Sa science politique et son autorité lui permettent même d'hésiter entre la majorité et l'opposition pour les prochaines élections.

En fait, l'orpailleur lui-même, il possède, en outre, aujourd'hui un troupeau de soixante vaches et de cent moutons et est aussi devenu l'un des plus importants éleveurs de Guyane.

C'est là, dans cette boutique insolite, que M. Laporte, ou l'un de ses collègues, viendra dans plusieurs mois échanger les paillettes qu'il aura placées dans la poudre dorée recueillie au fond de ses tamis dans la chaleur moite de la forêt. Souvent, par cette route du retour par les sentiers ouverts à coups de machettes ou par les fleuves, on tire au sort celui qui passera le premier, car il est évidemment plus profitable d'être moins nombreux à l'arrivée, pour le partage. Les mieux lotis prennent parfois un petit avion qui se pose acrobatiquement sur une piste de fortune. Le vol est toujours dangereux, et on n'a jamais retrouvé les quelques appareils qui se sont abîmés corps et biens et que la forêt a recouverts comme d'un linceul vert.

« Je suis un chercheur de fortune, mais si je ne l'ai pas trouvée, au moins, comme on disait sous la Révolution, j'ai vécu. » Fier et calme, M. Laporte, sous les grands arbres de Maripasoula, regarde le fleuve qui roule vers l'océan. Conquistador de l'or, il vit l'aventure pour l'aventure, c'est-à-dire qu'il court sa chance, avec le risque en plus. Ses traits sont profondément marqués, sa peau aussi tannée que celle des Indiens. Il évoque le Brésil, le Surinam, la Vénézuéla, où il a gratté la terre, tamisé le sable, cassé la roche à la recherche de l'or ou du diamant. Pour lui, l'orpillage de l'Inini, l'Eldorado n'est pas encore un mythe.

ANDRÉ PASSERON.

OU VA LE TRAVAIL HUMAIN?

II. — UN CENTRE DE GRAVITÉ

par
GEORGES FRIEDMANN

Dans cette vaste interrogation sur le travail qui retient l'attention aujourd'hui, il ne faut jamais perdre de vue la distinction entre deux grandes catégories de métiers : ceux qui sont subis et ceux qui ont été librement choisis. Certaines notations de Freud, à cet égard, pouvant servir de fil d'Ariane (« le Monde » du 10 janvier).

Impossible de passer sous silence les vérifications, ayant valeur d'expériences, reçues par l'analyse de Freud depuis trente ans : l'individu privé de travail souffre cruellement, en bien des cas, du manque de sa vertu équilibrante. Ces effets sont bien plus nets chez ceux qui exercent, durant leur vie active, un métier de la catégorie 2, celle de l'« homme choisi » son travail, l'individu résume les enquêtes américaines et européennes menées en ce sens. On y retrouve l'intuition de Freud d'après laquelle « certains autres techniques de conduite sociale n'ont rien d'individuel plus solidement [...] la société ».

Chez le « cadre » inséré dans son activité professionnelle, la privation de travail n'est pas une sorte d'abandon dans la perception du temps qui passe, un croissant complexe d'infériorité à l'égard des membres de sa famille et de ses enfants. Comment croquer, nous que toutes ces choses agissent sur moi? », disait un chômeur américain à une assistante sociale. « Elles augmentent certainement pas mon estime pour moi-même ni mon bonheur [...] Je

Une thérapeutique

La retraite présente d'autres cas de privation de travail, multipliés par la tendance à en abaisser l'âge : des études scientifiques nous ont permis de classer les catégories 1 (« travail subi ») recherche souvent des « dadas » (« hobbies ») qui lui offrent les « satisfactions particulières » dont il a été frustré toute sa vie par des tâches imposées, absurdes à ses yeux.

Je ne puis que mentionner ce secteur de recherches, récemment très prospère par psychologie, psychiatrie, sociologie. Leurs conclusions sont loin de contredire les intuitions de Freud. Contentons-nous de signaler les formes de la suppression du travail par invalidité et arrêtons-nous un instant sur une grande expérimentation contemporaine, celle du travail comme moyen de traitement des malades mentaux (Occupational Therapy). La persistance de comportements viciés dans l'administration asilaire, la violence des affrontements actuels entre divers courants de la psychiatrie, me commandent la prudence. Néanmoins, je ne puis oublier mes visites répétées dans des établissements spécialisés, en France (où le pionnier a été le docteur Paul Sivodon), en Angleterre, etc., et leurs indiscutables succès.

L'influence de notre monstrueux « milieu technique » sur la diffusion des névroses, et même des psychoses, est désormais reconnue. Les conceptions nouvelles ont souffert, ça et là, de certaines restrictions, mais le travail est accepté, voire souvent désiré, progressivement plus.

Le temps « libéré »

Marx opposait la « grandeur extensive » du travail (durée de la présence quotidienne des ouvriers devant les machines) à la « grandeur intensive » correspondant à un rendement élevé. Le terme même de « grandeur extensive » du travail industriel, se grandeur extensive, était approximativement de 55 heures aux États-Unis et 80 heures en France. Ces chiffres, en 1970, étaient respectivement tombés à environ 37 et 45. La grande contradiction américaine des syndicats A.F.L.-C.I.O. afin de distribuer sur une période maximale de la population active les tâches non automatisées, se propose comme objectif la semaine de 32 heures.

À travers les zigzags conjoncturels (récessions, « reprises », chomages techniques, chômage de certains États comme remède contre l'inflation, etc.), la réduction

n'avais jamais imaginé que la paix de mon foyer et mon autorité sur mes enfants dépendaient de mon travail. Eh bien, le travail, c'est tout simplement ce qui commande toute notre vie. » Pour beaucoup de chômeurs appartenant à la catégorie 1, le temps libéré par la réduction de la semaine de travail est ressenti à la manière du « vide » créé par le chômage technologique (1). On trouve là, renforçant des besoins économiques, l'application de tant de seconds et troisième emplois recherchés pour combler le « temps libéré ».

Les lettres reçues (2) prouvent que les effets pathologiques sont particulièrement graves chez les jeunes chômeurs qui, dans l'actuel contexte économique et social, n'ont jamais travaillé. Tout chômeur, jeune ou dans la force de l'âge, est confronté à la réflexion. Une réflexion simple : ou je suis un imbécile, un inutile, ou la société est mal faite, qui ne laisse pas un homme dans la force de l'âge, est confronté à la réflexion. On pourrait écrire deux livres : « A bas le travail! » et « Vive le travail! ». La vision ambiguë qu'on trouve de la Bible (4) à Marx, celui de la Critique du programme de Gotha, exaltant le travail « premier des besoins de l'existence », celui du Capital, tome III, affirmant que l'existence même de l'homme commence dans « le véritable domaine de la liberté » grâce à la réduction de la semaine de travail (5).

Le complexe sur des matériaux sélectionnés, rétréci (donc accompagné de la conscience d'une utilité sociale), il apporte au travail une dose de sécurité et de confiance, lui assure des moyens d'expression plastique et symbolique, recrée pour lui des relations humaines. Freud avait-il dit autre chose? Parmi les travaux appartenant aux deux grandes classes de tâches, métiers, professions que nous avons distinguées, il y a une différence de degré d'engagement de la personnalité. Toutes, néanmoins, impliquent des formes, très diverses, de relations humaines. C'est du manque ou de la suppression de celles-ci que souffrent beaucoup de chômeurs, de retraités, etc. Ce sont aussi ces relations que le psychiatre cherche à rétablir chez le schizophrène qui, malade, se retire dans la solitude. Parmi les lettres de lecteurs sont caractéristiques celles de chômeurs — des non-privilegiés de la catégorie 1 — qui nous écrivent : « Je suis isolé, je me sens seul, je ne trouve pas de contacts humains, je ne trouve pas de contacts humains, je ne trouve pas de contacts humains... »

« Je suis isolé, je me sens seul, je ne trouve pas de contacts humains, je ne trouve pas de contacts humains, je ne trouve pas de contacts humains... »

Mais il faut aussitôt souligner que le temps « libéré » dans le contexte des sociétés industrielles de l'Ouest et de l'Est y compris la Chine, ne signifie pas temps libre, c'est-à-dire une durée, réservée de toutes nécessités, obligations, contraintes, ou l'individu, exerçant ses choix, tente de s'exprimer, y compris par le choix de ne rien faire, far niente. Quel précurseur, ce Paul Lafargue, grand de Marx, auteur du célèbre pamphlet Le Droit à la paresse (1883)!

Dans le milieu technique non dominé, maléfique, de nos sociétés techniciennes, il y a pour le travail, le temps « libéré », contaminé par la pathologie du travail. Or l'homme est un, son temps de travail et son temps de non-travail y influent réciproquement l'un sur l'autre. Ce pourrissent se manifeste par toutes les formes de la tristesse, les contraintes pénalisant le non-travail, déplacements épuisants, obligations techniques, économiques, socio-politiques de recouvrement professionnel, sans oublier la pression, sous l'effet de « besoins »

diversément fabriqués, de « consommation » les produits de l'industrie chimique, pharmaceutique, alimentaire, automobile, motocycliste, etc. Nouvelle version du mythe de Sisyphe.

Je suis loin de sous-estimer les « possibles culturels » mis de nos jours à la disposition d'homme, de femmes, de jeunes, durant leur temps « libéré » : bibliothèques, cinémathèques, livres de poche, terrains de sports et jeux, voyages « organisés », visites de musées, concerts, maisons de culture, etc. J'ai, avec une attention sympathique, suivi les enquêtes, les recherches de « budgets-temps » menées en ce sens. Au risque de chagriner les croyants en l'épanouissement d'une « civilisation des loisirs », son inévitable insertion dans le contexte global de nos sociétés techniciennes me convainc qu'il s'agit d'une « civilisation des loisirs » sous-estimée, d'une part, l'absence de réflexions de Freud sur la valeur psychique équilibrante du travail, dans certaines conditions, d'autre part l'interaction réciproque entre contenus réels du travail et du non-travail dans les sociétés. Les comportements pitoyables (souvent névrotiques) de millions de « vacanciers » français, chaque été, fournissent à l'observateur non prévenu des preuves suffisantes. S'il y a, peut-être, des « métaphysiciens du travail », il y a aussi des « métaphysiciens du loisir ». Le temps véritablement libéré comme il a été justement vu par Marx à la fin de sa vie, ne peut être confondu avec les actuelles formes du « loisir » : il les nie, en les dépassant.

Prochain article :

L'ÉNIGME DU XXI^e SIÈCLE

- (1) David Riesman, Abundance for what?, New-York, 1964.
- (2) Sous-titres par les deux « Au fil de la semaine » précédemment cités.
- (3) Jean-Pierre Barou, Guide, t. 1, t. 2, A bas le travail! Presse d'aujourd'hui, 1975.
- (4) De quantités de textes bibliques, il ressort que le travail est soit maldiction dans la souffrance soit destinée normale prescrite à l'homme par le Créateur.
- (5) K. Marx, Critique du programme de Gotha, éd. de 1920, Paris, pp. 25-28; Das Kapital, t. III, éd. Sigels, Hambourg, 1894, p. 343.

leMAROC

par la mer avec votre voiture

Tous les 4 jours le soir à 22 heures au départ de Sete à destination de Tanger

avec le car-ferry AGADIR COMANAV Ferry

Vous trouverez à bord un personnel accueillant, parlant français une cuisine de très bonne qualité et toutes facilités de transport bagages, voiture, caravane, avec des prix de passage à partir de 248 F par part. Tous l'année des voyages séjours de 9 et 13 jours, avec votre voiture ou en autocar, sont organisés à votre intention au départ de SETE

SETE est facile d'accès par l'autoroute.

Demandez horaires et programmes à votre agence de voyages ou à votre agence de location de voitures.

COMANAV Ferry
Compagnie Marocaine de Navigation
43, avenue des FAR, CASABLANCA
Tél. : 27.58.16 - 160x : 2.295
AGENTS GÉNÉRAUX POUR LA FRANCE

Transat
BORDEAUX - NANTES - LE HAVRE - LILLE - LYON
MARSEILLE - NANTES - NICE - SETE
Bureaux à NICE
C.G.T.M. 3 avenue Gustave V
Tél. (93) 88.60.83

leMAROC

au départ de Sete à bord du car-ferry AGADIR

Circuit au volant de votre voiture, en demi-pension complète. Transport maritime A/R en classe confort. Passage A/R éventuel de votre automobile. Circuit des villes millénaires.

9 jours - en voiture à partir de 1350 F par part - en autocar à partir de 1480 F par part
Circuits Nord-Sud 13 jours - en voiture à partir de 1525 F par part - en autocar à partir de 1580 F par part

Adresse : Agence régionale Bouches du Rhône Ferrytour FERRYTOUR C.G.T.M. 61 Bd des Dames 13002 Marseille
toute l'année avec ferrytour

فكرنا من الأصل

ARTS ET SPECTACLES

Théâtre

« Phenomenal football »

Pratiqué dans le monde par des millions de personnes, regardé par plus de millions encore, le football est un phénomène dont on se garde généralement d'analyser les composantes. Le jeu de balle étant aussi vieux que les peuples, qu'il se soit appelé si ou sous notre ciel moyenâgeux ou lors de la terre d'Afrique, ne doit-on pas l'admettre comme un héritage d'une humanité en mal de loisir ?

Il est fête et distraction, il est parfois violence aussi. Il rassemble des foules qui enthousiasment ou qui font peur. Il suscite le mythe du héros. Il exaspère et enchante. Il mérite les applaudissements et la suspension.

C'est tout cela, cette ambiguïté même, qu'ont voulu exprimer Jacques Livchine, Hervé de Lafont, Jacques Bonduel, et les comédiens du Théâtre de l'Unité réunis en une équipe de onze, comme il se devait à la Cartoucherie de Vincennes. Un moment, l'espace d'une première mi-temps, diraient-ils, on doute qu'ils y soient parvenus. La critique manque un peu de souffle, et l'on a droit aux poncifs du dénigrement, n'était l'épisode du petit Alvin, qui devenant grand footballeur, avait de disparaitre, oublié de ses adulateurs.

Et puis, brusquement, le but est marqué, le satire prend corps avec l'insurrection théâtrale de la femme ballon au pied — ne va-t-elle pas débusquer l'homme dans sa supériorité — avec la prise de conscience des épouses qui ne veulent plus aller au stade « pour voir des gens se taper sur la queue », avec la vedette tapageusement magnétique, avec la démolition des aspects fastueux du sport, avec la fureur de la foule ponctuée par le cri d'un supporter en délire : « Il n'y a qu'un qui peut faire ce qu'on veut ». Il faut en finir, et aller jusqu'au sacrifice de l'arbitre, l'homme en noir immobile sur l'autel des passions ancestrales. La mort joue, comme toujours en sport, et l'arbitre qui se relève pour siffler la fin du match.

Pour s'être gardés d'une certaine tendresse, les auteurs ont délibérément laissé dans l'ombre le côté fascinant du football et les raisons profondes de l'engouement qu'il suscite. Leur critique, pour salutaire et réjouissante qu'elle soit, ne suffit pas à nous rassurer sur l'inquiétante démarche des hommes qui vont chercher leurs dieux dans les stades.

FRANÇOIS SIMON.

★ Théâtre de la Tempête, Cartoucherie de Vincennes, 20 h. 30.

« ÉTOILES ROUGES »

Deux femmes dans une chambre bien. Leur rêve se cogne aux membres, aux pures distorsions sous du papier glacé, cherche une image dans des miroirs sombres qui ne reflètent que des ombres floues. L'une veut changer le monde, l'autre veut changer sa vie. Rosa Luxemburg et Marilyn Monroe sont leurs modèles déformés, leurs idoles. Elles se souviennent de phrases déracinées, coupées de la réalité qui les a produites. Des phrases instantanées pour s'approprier non pas deux vies mais deux morts. Deux échecs glorieux pour nourrir deux névroses d'échec.

Les deux femmes dans une chambre bien ignorent la lutte, ne se posent pas de question, se savent de romantiques, se racontent inlassablement que Marilyn est morte solitaire sans avoir pu finir un roman, qu'elle était limitée au rôle de symbole, de symbole sexuel, et que Rosa Luxemburg est morte vaincue ayant su que Lénine avait raison. Elles vivent par thèmes interposés, écrit l'auteur.

d'Étoiles rouges, Pierre Bourgeois. Mais elles sont plutôt élastiques des échos fantomatiques à la recherche d'un destin, des filles « paumées », inconsistantes, qui trebuchent sur la réalité et finissent leur médiocrité dans la folie. C'est sur la folie que se construit la mise en scène de Daniel Benoit, sur les lignes brisées de deux séries d'images qui ramènent perpétuellement au point de départ. Les personnages sont sans intérêt mais telle qu'elle est montrée leur démarche s'impose d'une grande puissance dramatique. La mise en scène trop de surcharge est surtout une direction d'actrices. On découvre Evelyn Kerr, comme on ne l'avait jamais vue, en Marilyn inversée, pompe molle victime d'une image mélodramatique. Isabelle Elni, Rosa illuminée, déserte, qui veut cogner contre les murs de sa vie et retourne les coups contre elle, est extraordinaire.

COLETTE GODARD.

★ Petit-Océan, 18 h. 30.

Lettres

La mort du poète Pierre-Jean Jouve

(Suite de la première page.)

La préface de *Sueur de sang* proclamait en 1955 l'entrée en littérature de la psychanalyse. Pour découvrir les secrets de cette science, Jouve n'avait qu'à prêter l'oreille à son épouse, correspondante et traductrice de Freud. Mais lui-même n'avait pas attendu Freud pour se rendre compte de la puissance du désir (« une colonie de forces instables »), à laquelle s'oppose en nous un bourgeois, le sur-moi moral et social.

L'œuvre entière — en particulier les romans — ne tendra qu'à illustrer l'insaisissable grande division intérieure. Les personnages de Jouve ne sont pas des caractères mais des pulsions en état de conflit mortel. D'où la fascination qu'ils exercent.

Jouve promène sa torche dans les replis les plus secrets. Héritier de Baudelaire — on l'a appelé « notre Baudelaire » — il tire de ses cauchemars, de ses obsessions, des effets horribles. Son livre *La Scène capitale* est rempli de contes cruels. Les images sexuelles saturées son œuvre. Images agressives, où la « touffeur charnelle » des symboles, l'allusion directe, la révélation autour d'une toison ou d'une chevelure donnent au désir une dimension à la fois délirante et sinistre. Car ce désir pur ne saurait déboucher que sur la mort : Eros et Thanatos sont les deux faces d'un même malheur, qui est celui de la condition humaine.

Curieusement, la psychanalyse coïncide avec les leçons de la plus haute spiritualité chrétienne. Le désir, moteur de toute la vie psychique, serait-il donc un mal ? C'est ce que Jouve explique, intitulé *la Faute*. Tout plaisir est substantiellement coupable. « Nous existons, écrit le poète, empêchés l'existence de Dieu... »

Une religion austère, aussi cruelle et dévorante que le sur-moi de Freud, une religion qui détruit la vie. L'homme est double, formé de deux âmes qui s'empoignent et s'abhorrent, l'une se voulant enge et l'autre se baignant dans la boue ; deux

êtres qui ne sont qu'un, puisqu'ils expriment les deux faces contraires d'un même désir. La chair n'est jamais si fascinante que lorsqu'elle est refusée ou interdite. Plus le monde est beau, plus une prairie de montagne est pure, et plus la culpabilité devient déracinée. Le péché ne s'atténue que par l'effacement de la vie. D'où ces fins d'existence bafouées (celle de Catherine Crachet, de Pauline, etc.), qui se manifestent après la mort du désir : vies d'automates, vies sans projet. Une culpabilité démentielle a développé ce que Jouve appelle une « faim de privation », un parti pris de sacrifice qui tend vers le rien, le néant des grands mystiques de tous les temps.

L'œuvre de Jouve aboutit à un hymne à la mort, au néant purificateur, « au non, au pur, au sans ». Pour lui, la grande affaire est de mourir, de mourir volontairement tout en restant en vie. N'y a-t-il donc pas d'issue ? Une faible lumière brille parfois au bout du tunnel : c'est celle du Golgotha. L'idée que Jouve s'est donnée de Christ (idée reprise avec l'éclat que l'on sait par son fils spirituel, Pierre Emmanuel) est analogue à celle qui domine, par exemple, l'œuvre de Roussel : un Christ aux outrages. Le Christ « ajoute des ténèbres aux ténèbres » : la voie qu'il a ouverte

Architecture

M. Giscard d'Estaing veut moderniser l'environnement quotidien

Ces lettres circulent en ce moment entre l'Elysée et le secrétariat d'Etat à la culture, Malignon et les différents ministères. Leur objet : la mise en place d'une nouvelle politique visant à améliorer la qualité esthétique de notre environnement quotidien, en fait à l'accorder à notre temps, qui est moderne et industriel.

Dans bien des lieux publics, l'Etat intervient dans un environnement où l'on vit encore à l'heure esthétique du passé. Et si les affaires de goût deviennent aujourd'hui des affaires d'Etat, c'est qu'elles ont un sens économique, et finalement politique. Ainsi, la « modernisation » du cadre de vie est tout naturellement accompagnée par la promotion de produits nouveaux en quête de leur marché potentiel, autre aspect de cette politique de l'environnement. L'industrialisation d'un pays ne signifie pas seulement fabrication de biens de consommation. C'est un concept global qui va de la modernisation des moyens de production à celle de l'espace quotidien où nous vivons. Il implique une « consommation esthétique » contemporaine qui, à son tour, stimulerait les besoins. Mais M. Giscard d'Estaing, qui a déjà demandé à M. Pierre Dehaye, directeur des Monuments et Médailles, d'étudier la promotion des métiers d'art, en péril de disparition (le Monde du 25 mars 1975), n'entend pas favoriser unilatéralement cette esthétique moderniste de la vie quotidienne. Attaché aux valeurs artistiques anciennes, il s'agit tout à la fois pour lui de s'adapter au progrès et de préserver les acquis du passé, véritables trésors du patrimoine. La modernisation, le président de la République la voit dans les petits et grands détails qui résistent encore à la marée submergente de l'esthétique industrielle : le mobilier urbain, que la plupart des pays industrialisés ont renouvelé ; les timbres-poste, véhicules d'une certaine image d'un pays ; les billets de banque, qui doivent aussi se mettre au goût du temps ; la *Marseillaise* et le *Journal officiel* ; les documents administratifs, etc. Il a demandé à M. Michel Guy, secrétaire d'Etat à la culture, un « programme précis » pour les changements qui pourraient être réalisés en 1976, en accord avec les autres ministères.

C'est pour répondre à cette volonté que M. Chirac a mis en place un comité d'action pour la création industrielle. Si on dispose d'un instrument, il faut s'en servir. Le nouveau comité d'action sera lié au Centre de création industrielle du Centre national d'art et de culture.

« Dans la petite bourgeoisie lettrée marocaine », Moumen Smihi a étudié chez nous à l'IDHEC, puis a été l'élève de Roland Barthes à l'Ecole pratique des hautes études. Il est particulièrement intéressé à ce qu'on appelle autours l'underground cinématographique, une forme de cinéma « expérimental » par excellence, qui rétablit la prééminence de l'image, insiste sur le rôle d'un montage libéré de toute nécessité dramatique ou romanesque. Après deux films de court métrage, il a enfin tourné en 1974, dans sa ville natale et aux environs, son premier long métrage, nourri de toute cette expérience « théorique » qui sous-tend une critique aigüe de la société marocaine à la veille de l'indépendance, entre 1954 et 1956.

Le sultan Mohamed Ben Youssef vient d'être déposé par la France, qui a nommé à sa place une marionnette, le cousin du Giscard, Ben Arif. Des émeutes ont éclaté à travers le pays, « tous les soirs, fidèles à la rumeur, précise le metteur en scène, femmes et enfants guettaient l'apparition du roi Mohamed V sur la lune » : et Moumen Smihi a repris cette imagerie naïve dans son film. Sur cette toile de fond historique, Smihi conte une histoire simple, sans rebondissement, la lente marche à une sorte de suicide d'une jeune femme de la petite bourgeoisie, Alcha (Laila Shennar), mère d'un garçonnet, que son mari s'apprête à répudier pour convoier en de nouvelles noces. Alcha se rebelle, cherche vraiment par tous les moyens à sa disposition à conjurer un sort fâcheux qu'autorise parfaitement la tradition coranique.

Autour de cet embryon d'intrigue, le metteur en scène nous fait un portrait corné de l'ancienne ville internationale libérée de ses espions et de son romantisme de pacotille, brasse les fautes de sa caméra — un remarquable travail en noir et blanc de son compatriote Mohamed Sektet, également formé à l'IDHEC — sur la vie quotidienne, les petites gens, commerçants, vagabonds, choisis avec une minute d'éthnologie des « échardes » révélateurs, organise son montage en multipliant les plans, souvent très courts mais toujours parfaitement lisibles. Après Robert Bresson, mais avec Roland Barthes, Moumen Smihi semble nous répéter : tout est signe, significations secrètes, codages parfois délicats à repérer (et plus seulement « grâce », dans la perspective chrétienne du mât du monde de Ploppokett) : Chergui pousse la fascination jusqu'aux limites de l'insoutenable, par-delà un ordre social et religieux séculiers, plausiblement antrepu par la colonisation ; il nous invite à regarder et mieux comprendre l'incertain aujourd'hui.

Les trois principaux prix du dernier Festival du jeune cinéma de Toulon (Grand Prix, prix de la Critique, prix Art et Essai) ont couronné cet ouvrage ambitieux, estimable, pas entièrement convaincant.

LOUIS MARCOCRELLES.

★ Le Séna (7.0.).

Georges Pompidou. Il sera d'ailleurs animé par son président, M. Robert Bédaz, assisté de M. Serge Antoine, conseiller référendaire à la Cour des comptes. Le nouveau comité, dont la composition est actuellement à l'étude, va lancer, en 1976, une dizaine d'actions qui amorceront cette politique de modernisation de l'environnement.

Timbres, billets de banque et panneaux électoraux

Paradoxalement, cette politique commencerait par une « démodestisation » de certains aspects urbains — où l'automobile serait interdite — afin d'en permettre, à-t-on précisé, par les usagers. Le comité d'action aura donc la charge d'étudier les possibilités d'aménagement de certains quartiers en « zones piétonnes », comme il en existe déjà quelques-unes en France et bien davantage à l'étranger, en Allemagne, en Hollande et en Suède. Il procédera aussi à la réalisation expérimentale d'un nouveau mobilier urbain.

L'espace des administrations et des services publics sera, lui aussi, modernisé par leur architecture, leurs équipements mobiliers, leurs accueils, leurs signalisations, leurs formulaires et leurs papiers à lettres, etc.

Pour améliorer les conditions de

travail, seront modernisés les matériels de ramassage des ordures, ainsi que l'équipement et l'habillement des tris postaux. Les constructions scolaires feront l'objet d'études d'industrialisation plus évoluées. La conception graphique des timbres-poste et des billets de banque sera revue. Même les supports utilisés pendant les élections n'échapperont pas au courant de renouvellement : panneaux d'affichage, conception de matériels de propagande électorale, bureaux de vote aux tristes tentures et leurs urnes.

Au-delà des actions ponctuelles, l'action de ce « comité de l'environnement quotidien » devra, en fait, tendre à renouveler la connaissance culturelle de l'environnement contemporain comme cela se pratique aux Etats-Unis. Désormais, les touristes, en France, devront inscrire au programme de leurs visites, en plus de la liste des monuments historiques, les réalisations d'architecture contemporaine, notamment industrielle, qui signalent des ouvrages que le comité d'action a charge d'éditer avec un guide national de l'architecture contemporaine.

Dans la société Industrielle, le goût change sous l'invisible poussée des techniques : tous les objets qui nous entourent sont appelés à s'accorder à ce qu'on appelle, depuis l'ère des machines, l'esthétique industrielle.

JACQUES MICHEL.

Cinéma

« CHERGUI » (le Silence violent) de Moumen Smihi

Né il y a trente ans à Tanger « dans la petite bourgeoisie lettrée marocaine », Moumen Smihi a étudié chez nous à l'IDHEC, puis a été l'élève de Roland Barthes à l'Ecole pratique des hautes études. Il est particulièrement intéressé à ce qu'on appelle autours l'underground cinématographique, une forme de cinéma « expérimental » par excellence, qui rétablit la prééminence de l'image, insiste sur le rôle d'un montage libéré de toute nécessité dramatique ou romanesque. Après deux films de court métrage, il a enfin tourné en 1974, dans sa ville natale et aux environs, son premier long métrage, nourri de toute cette expérience « théorique » qui sous-tend une critique aigüe de la société marocaine à la

veille de l'indépendance, entre 1954 et 1956. Le sultan Mohamed Ben Youssef vient d'être déposé par la France, qui a nommé à sa place une marionnette, le cousin du Giscard, Ben Arif. Des émeutes ont éclaté à travers le pays, « tous les soirs, fidèles à la rumeur, précise le metteur en scène, femmes et enfants guettaient l'apparition du roi Mohamed V sur la lune » : et Moumen Smihi a repris cette imagerie naïve dans son film. Sur cette toile de fond historique, Smihi conte une histoire simple, sans rebondissement, la lente marche à une sorte de suicide d'une jeune femme de la petite bourgeoisie, Alcha (Laila Shennar), mère d'un garçonnet, que son mari s'apprête à répudier pour convoier en de nouvelles noces. Alcha se rebelle, cherche vraiment par tous les moyens à sa disposition à conjurer un sort fâcheux qu'autorise parfaitement la tradition coranique.

Autour de cet embryon d'intrigue, le metteur en scène nous fait un portrait corné de l'ancienne ville internationale libérée de ses espions et de son romantisme de pacotille, brasse les fautes de sa caméra — un remarquable travail en noir et blanc de son compatriote Mohamed Sektet, également formé à l'IDHEC — sur la vie quotidienne, les petites gens, commerçants, vagabonds, choisis avec une minute d'éthnologie des « échardes » révélateurs, organise son montage en multipliant les plans, souvent très courts mais toujours parfaitement lisibles. Après Robert Bresson, mais avec Roland Barthes, Moumen Smihi semble nous répéter : tout est signe, significations secrètes, codages parfois délicats à repérer (et plus seulement « grâce », dans la perspective chrétienne du mât du monde de Ploppokett) : Chergui pousse la fascination jusqu'aux limites de l'insoutenable, par-delà un ordre social et religieux séculiers, plausiblement antrepu par la colonisation ; il nous invite à regarder et mieux comprendre l'incertain aujourd'hui.

Les trois principaux prix du dernier Festival du jeune cinéma de Toulon (Grand Prix, prix de la Critique, prix Art et Essai) ont couronné cet ouvrage ambitieux, estimable, pas entièrement convaincant.

LOUIS MARCOCRELLES.

★ Le Séna (7.0.).

5 DERNIÈRES

LE PALACE

20 h
du mardi au samedi - dimanche 15 h
ALEXANDRA K.
d'André Benedetto
22 h 30
du mardi au samedi - dimanche 18 h
LA PYRAMIDE I
de Copi
8, rue de Fg-Montmartre - 770.44.37

25 Représentations
Exceptionnelles
AN DIE MUSIK
par le
PIP SIMMONS
THEATRE GROUP
SEMAINE A 20 H. 30
DIMANCHE A 17 HEURES
Prix des places : 30 et 15 F
THEATRE RECAMIER
3, r. Recamier, 7. 540-52-51

UGC BARRITZ - MEDICIS
CINÉMA OPÉRA - HOLLYWOOD BOULEV.
BIENVILLE-MONTMARTRE - LE LIBRE
CYRANO VERSAILLES - ARTS ROSY
ROXY Rosny-Val-d'Yver

CENTO FILMS présente
LAURA ANTONELLI
Mon Dieu, comment suis-je tombée si bas...
un film de
LUIGI COMENCINI
avec JEAN ROCHFORD

MAISON DES ARTS
ET DE LA CULTURE DE CRETEIL
CRÉATION
Le Prince de Hombourg
de H. von Kleist
Adaptation de Lou Bruder
Mise en scène : Jean Néroni
Décors : Pacé
Musique : Mahler
Pour 14 représentations seulement
du 13 au 31 janvier en soirée
Renseignements, location : 899-94-59
Métro : Créteil-Préfecture

GUY BEDOS
A L'OLYMPIA
2 SOIRÉES EXCEPTIONNELLES
LES 12 ET 13 JANVIER A 21H 30
PRIX DES PLACES : 15 ET 35 F.

Un poème de Résistance
LE BOIS DES PAUVRES (extrait)
L'esprit de misère a terrassé l'enfant
A vider l'homme et fait pleurer l'épouse
L'esprit de honte a tordu le cœur des amants
Qui cherchent dans l'ombre des armes
Mais l'esprit de chagrin les a soudés ensemble
Comme des bois sous le vent pourpre
L'esprit leur a rendu la chair nouvelles mains
Pour se tenir d'unir écorchés mais humains
(1948.)

ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le contrat du pays d'Avesnes cherche à associer les élus de la majorité et de l'opposition

Lille. — Avesnes-sur-Helpe (Nord) aura donc son contrat de pays. La procédure engagée sur place dès juillet 1975 (et dont le gouvernement va faire, au plan national, un bilan au comité interministériel la semaine prochaine) vient d'aboutir au milieu des vives approbations des élus et des réticences non dissimulées des autres. L'effort de la DATAR en faveur des petites villes, pour « sympathique » qu'il apparaisse, n'en soulève pas moins quelques questions qu'on ne peut éluder.

De notre correspondant

Le contrat du pays d'Avesnes ne concerne que deux cantons, ceux d'Avesnes nord et sud, soit environ 30 000 habitants, alors que l'arrondissement d'Avesnes regroupe 250 000 personnes dans une dizaine de cantons. A cette délimitation géographique, d'ailleurs, s'ajoute une délimitation politique qui correspond à une enveloppe budgétaire elle aussi chichement mesurée : 14 millions de francs accordés par la DATAR.

Bien sûr, selon les bonnes traditions, on demande aussi la collaboration des collectivités locales pour arrondir le périmètre qui pourrait aller, pense-t-on, jusqu'à 6 millions de francs. Est-ce suffisant pour donner un nouvel élan au développement de ce secteur rural ? L'avenir le dira.

Mais quel est le local fait la fine bouche quand la manne vient de l'Etat, serait-ce même au compte-goutte ? M. Arthur Moulin, maire (U.D.R.) d'Avesnes-sur-Helpe, s'est montré d'emblée assez partisan du projet. « Il y a à Avesnes 7 000 habitants. La commune compte actuellement 3 600 enfants d'âge scolaire de la maternelle au lycée. La moyenne française est d'un pour quatre habitants. Comme nous ne sommes pas plus prolifiques qu'Avesnes que dans le reste du pays, vous avez tout de suite compris que notre commune gère des équipements scolaires pour une région qui s'étend au-delà de ses propres limites ».

Le second canton en cause, celui d'Avesnes sud, est représenté au conseil général du Nord par M. Charles Naveau (socialiste), maire de Sains-du-Nord (3 700 habitants). Le coût des travaux de la gare d'Orsay et de la gare des Invalides sera de 300 millions de francs, financés par l'Etat et le district de la région parisienne. La construction de la nouvelle voie ferrée soulevait des questions d'importance perturbations à la circulation automobile qui emprunte les quais d'Orsay et d'Invalides. La rivière Bièvre, canalisée à cet endroit, devra être déviée pour laisser la place aux quais de la voie ferrée. Les travaux d'installation de la

voie ferrée modifieront la circulation automobile sur les quais d'Orsay et d'Invalides. Le projet sera à sens unique d'est en ouest et se limitera à deux voies. Dès 1976 à la fin de l'année 1977, toute circulation sera supprimée sur la quai Anatole-France pendant deux cent dix jours. A partir de 1978, la poursuite des travaux en souterrain donnera la possibilité de rétablir le trafic habituel.

● **ERRATUM.** — Dans l'article intitulé « Parisien toujours mal logés », paru dans le Monde du 10 janvier, il était indiqué que 50 000 logements révoqués avaient été supprimés entre 1954 et 1974 en région parisienne. Ce chiffre s'élève en réalité à 800 000 logements.

(PUBLIOTE)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SOCIÉTÉ NATIONALE DES SEMOULIÈRES MEUNIERES
FABRIQUES DE PÂTES ALIMENTAIRES ET COUSCOUS

PROJETS BOULANGERIES INDUSTRIELLES

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Dans le cadre de la création de boulangeries industrielles, un appel d'offres international est lancé pour la fourniture en matériel d'équipement de trois boulangeries d'une capacité de :

— 300 quintaux de pain par jour.

Les entreprises ou fournisseurs intéressés peuvent retirer les documents de consultation à la S.N. SEM-PAC, Direction Générale, 6, bd Zirout-Youcef, ALGER, et ce à partir du 5 janvier 1976 ; les offres complètes, accompagnées des pièces administratives et fiscales requises, sont à déposer avant le 28 février 1976 à la même adresse.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 90 jours.

Languedoc-Roussillon

Des Lozériens refusent le barrage de Naussac

De notre correspondant

Mende. — Le barrage-réservoir dont la construction est projetée à Naussac (Lozère), et qui doit omaginer l'eau pour soutenir les étiages d'été de la Loire et de l'Allier, est contesté en Lozère. La Fédération des organisations de défense du bassin de Naussac et les agriculteurs du canton ont exprimé leur opposition au cours d'une conférence de presse tenue il y a quelques jours à Mende. Dès en octobre 1975, un millier d'entre eux, avec une centaine de tracteurs et de moissonneuses-batteuses, avaient défilé dans les rues de Langogne. Des inscriptions ont fleuri un peu partout sur les poteaux de signalisation : « De l'énergie, pas de barrage », « Pas d'ailleurs, les cinquante familles menacées d'expropriation ont signé une déclaration dans laquelle elles assurent qu'elles se battront à jusqu'à bout pour empêcher la création du barrage ».

Les arguments mis en avant par les défenseurs du bassin de Naussac sont nombreux. La réalisation du plan d'eau notifié 1 280 hectares de terres qui comptent parmi les plus riches du département. Cent trente personnes devraient abandonner la région, déjà fort dépeuplée. Le départ des agriculteurs entraînerait évidemment une diminution d'activité pour nombre d'artisans et de commerçants qui, à leur tour, ne tarderaient pas à partir. On estime à trois ou quatre cents le nombre des personnes qui travailleraient ainsi le canton de Naussac. Un coup très dur pour le canton, mais aussi une nouvelle hémorragie pour la Lozère qui est déjà le département le moins peuplé et le plus pauvre de France.

Les contestataires critiquent, d'autre part, le dossier technique du barrage-réservoir. Le projet de la Société de mise en valeur de la Lozère (SOMVAL) prévoit une retenue de 190 millions de mètres cubes. Or les apports des trois petits ruisseaux de la cuvette de Naussac sont de l'ordre de 15 millions de mètres cubes par an. Cependant, pour avoir davantage d'eau, il a été envisagé de détourner les eaux du Chapeauroux qui permettraient d'obtenir environ 30 millions de mètres cubes. En somme, on voudrait construire un barrage-réservoir en un lieu où il n'y a pas assez d'eau.

Les défenseurs de la vallée de Naussac démentent la possibilité d'utilisation du plan d'eau comme équipement touristique. Les étés sont courts en Lozère, à 900 mètres d'altitude, et les baigneurs peu nombreux. Si l'été est sec et chaud, l'eau contenue dans le barrage-réservoir sera en majeure partie utilisée pour la régularisation de la Loire et de l'Allier. Le site présentera alors un aspect repoussant et sans doute nauséabond. Si l'été est pluvieux, personne n'aura envie de se baigner.

Mais il y a peut-être plus grave. La ville de Langogne est située à 813 mètres d'altitude, la retenue d'eau prévue à 947 mètres. Or les essais ont montré une perméabilité assez forte de l'appui roche du barrage, c'est-à-dire du côté où se trouve la ville de Langogne.

Enfin, les contestataires craignent que le barrage ne produise aucune énergie, mais par contre il en consommera, puisque la deuxième tranche des travaux prévoit l'installation de pompes pour alimenter le réservoir.

GÉRARD MÉNATORY.

Picardie

M. LEGENDRE NE SE REPRÉSENTERA PAS A LA PRÉSIDENCE DU CONSEIL RÉGIONAL

(De notre correspondant.)

Amiens. — M. Jean Legendre, ancien député du Centre national des Français, président du conseil régional de Picardie depuis la création de cet organisme, en décembre 1973, ne sollicitera pas le renouvellement de ce mandat de président cette année. Après dix-huit ans, il souhaite, dit-il, laisser leurs chances à d'autres candidats. Mais il restera membre de l'assemblée régionale.

M. Charles Baur (Mouvement démocratique socialiste de France), vice-président du conseil régional de l'Aisne, maire de Villers-Cotterêts, est, jusqu'à maintenant, le seul candidat à la présidence du conseil régional de l'Aisne. Le mouvement que M. Max Lejeune, député et maire d'Albi, et président du conseil général de la Somme, M. Baur, favorable à la majorité gouvernementale, la plus grande chance d'être élu, à moins qu'un dernier moment les conseillers régionaux ne lui préfèrent M. Charles Baur, député de la Somme (U.D.R.), qui occupe actuellement le poste de vice-président. Le conseil régional, sur ses quarante-huit membres, compte en effet deux U.D.R., sept radicaux favorables au gouvernement, quatre Centre Démocratique et Progrès et quatre républicains indépendants.

La gauche n'a que neuf représentants, quatre communistes et cinq socialistes. Les partisans du gouvernement pourraient donc choisir l'un d'entre eux au lieu d'élire un homme se situant plutôt sur leur gauche.

TRANSPORTS

VERS UNE AUGMENTATION DES TARIFS DES ROUTIERS

M. Marcel Cavallé, secrétaire d'Etat aux transports, a reçu, le 8 janvier, les représentants de la Fédération nationale des transports routiers.

A propos de la hausse récente du prix du gas-oil, M. Cavallé a indiqué qu'il ne s'agissait en aucune manière d'une mesure de discrimination à l'encontre du transport routier. Il a donné son accord pour proposer, dès la semaine prochaine, au ministère de l'Economie et des finances, des majorations de tarifs.

La déductibilité de la T.V.A. sur les carburants a été également évoquée. M. Cavallé s'est déclaré disposé à envisager le réexamen de cette question dans le cadre d'une politique de promotion des transports collectifs de voyageurs.

Il a enfin réaffirmé son souci de développer la politique d'économie de marche dans le transport des marchandises, laissant à l'usager le libre choix de son mode de transport.

SPORTS

Football

NEUF JOUEURS D'ALLEMAGNE FÉDÉRALE SONT CONDAMNÉS POUR FAUX TÉMOIGNAGE

Essen (Reuter). — Neuf joueurs de football d'un club de première division d'Allemagne fédérale ont été condamnés jeudi 8 janvier par un tribunal d'Essen à des peines d'emprisonnement ou de peines de réclusion financière, volontairement perdu un match il y a cinq ans.

L'affaire remonte au 17 avril 1971. Schenck, le club auquel appartenaient les coupables, remporta ce jour-là l'Arminia de Bielefeld. La rencontre était capitale pour ce dernier club, car elle était décisive pour lui la descente en deuxième division. Bielefeld l'emporta, mais ne put échapper à la relégation l'année suivante, le pot-aux-roses ayant été découvert.

Les neuf joueurs les plus lourds trappèrent l'ancienne vedette internationale Reinhold Libuda (190 marks) et Jürgen Wittkamp (900 marks), qui joue maintenant pour Borussia-Mönchengladbach, champion en titre et détenteur de la coupe de l'U.E.F.A. Les neuf hommes ont été condamnés pour faux témoignage.

La commission de boxe professionnelle a infligé une amende de 10 000 francs à Gratiel Tonna pour son comportement lors du championnat du monde qu'il disputa le 13 décembre dernier contre Carlos Monzon. Tonna est également condamné à une peine d'un an de suspension avec sursis.

ATHLÉTISME. — L'Américain Dan Ripley a amélioré d'un centimètre son propre record du monde de saut à la perche en salle, avec un bond de 5,52 m. Le record du monde (enregistré sur un stade à l'air libre), détenu par l'Américain Dave Roberts, est de 5,65 m.

SKI. — Plusieurs épreuves ont été disputées cette fin de semaine. A Meringue, le skieur géant féminin a donné lieu au classement suivant : 1) Monika Kaserer (Autr.) ; 2) Danielle Debernard (Fr.) ; 3) Marie-Thérèse Nadig (Suisse). Chacune des concurrentes étant séparée de plus de 20 ou 30 centimètres de la seconde. La vedette, Bernadette Zurbriggen (Suisse), Irmgard Lüsscher et Nicola Spieß (Autr.) ont, dans l'ordre, pris les trois premières places de la descente. La première française, Jacqueline Rouvier, s'est classée dixième.

A Wengen, la descente masculine de Kandahar a vu la victoire de l'Autrichien Herbert Plank, devant l'Autrichien Klammer et le Suisse Rusi.

LA VIE ÉCONOMIQUE

AGRICULTURE

Nombreuses manifestations paysannes contre les propositions de prix de Bruxelles

L'offensive des organisations paysannes contre les propositions de prix pour 1976-1977 de la Commission européenne (6,1 % de hausse en moyenne pour la France) s'est traduite, vendredi 9 janvier, par de nombreuses manifestations dans les préfectures et les sous-préfectures du Sud-Ouest, notamment dans la Gironde, le Gers, les Hautes-Pyrénées et le Tarn-et-Garonne. Le rassemblement le plus important s'est déroulé à Mont-de-Marsan où, à l'appel du Mouvement des exploitants familiaux (MODEF), quelque deux mille agriculteurs ont exigé des pouvoirs publics une augmentation de 20 % des revenus agricoles.

Le MODEF a d'ailleurs appelé tous les exploitants à constituer un « véritable front commun pour le redressement de la situation paysanne ». De son côté, la Fédération française de l'agriculture (F.F.A.) a contesté les déclarations du ministre de l'Agriculture, M. Christian Bonnet, sur la stabilité du revenu paysan en 1975. « Avec des recettes stationnaires en francs courants et des coûts de production en hausse, a noté le F.F.A., il paraît difficile que le revenu net et a fortiori le pouvoir d'achat des agriculteurs aient pu rester stables. En outre, il ne faut pas qualifier de stabilité le maintien dans la misère ».

Sur la crise viticole, les réunions se multiplient avant la nouvelle rencontre de M. Jacques Chirac avec les responsables professionnels. M. Jean-François Deniau, secrétaire d'Etat à l'Agriculture, doit s'entretenir la veille, mardi 12 janvier, avec M. Pierre Lardinois, commissaire européen chargé des questions agricoles sur les compétences de l'Office national interprofessionnel des vins de table dont la France envisage la création. Sur le terrain, les dirigeants du Comité régional d'action viticole ont contacté les responsables des syndicats ouviérs, notamment la C.O.T., afin de préparer une grande manifestation régionale début février.

Dans une interview publiée le 9 janvier par le *Midi Libre*, le premier ministre a assuré : « Je tiens profondément les inquiétudes de nombreux viticulteurs (...). Toutefois, il est bien évident que ces difficultés ne doivent pas servir de prétexte à la mise en œuvre de mesures contraires à l'ordre public et dont la motivation est éloignée des préoccupations professionnelles. Il ne va de soi que les excès qui ont pu être commis dans ce domaine seront réprimés ».

CONSOMMATION

La controverse sur la contamination des fruits de mer Pour le secrétariat d'Etat aux transports les coquillages contrôlés sont de bonne qualité

Deux mises au point, l'une du secrétariat d'Etat aux transports (qui a la responsabilité des pêches), l'autre de la préfecture de la région Poitou-Charentes, ont été faites à la suite de la menace des membres du comité interprofessionnel de la conchyliculture de Charente-Maritime de déposer leurs rôles, de refuser les étiquettes sanitaires et de mettre à pied leurs salariés si aucun démenti n'était publié quant à la contamination virale des huîtres et des moules (« le Monde » des 8 et 10 janvier).

Le communiqué du secrétariat d'Etat aux transports est le suivant : « Les établissements d'élevage et d'expédition sont contrôlés par l'Institut scientifique et technique des pêches maritimes, et aucun coquillage n'est expédié sans être muni d'une étiquette qui garantit que ces produits proviennent d'établissements agréés et contrôlés. Elle garantit en outre leur état de salubrité au départ du centre de production ».

Quant à la mise au point de la Préfecture, elle est tout à fait rassurante : « L'intérêt de la communication des données Brucella et Dengue est de faire apprécier le risque qu'il y a à consommer des huîtres provenant de cueillettes sauvages qui échappent au contrôle de l'I.S.T.M.P. Leur taux de contamination est inférieur à 3 % et elles ne sont pas garanties par l'étiquette de salubrité. Il est par ailleurs confirmé que la distribution des coquillages fait l'objet d'un contrôle constant de la direction des services vétérinaires ».

Enfin, le docteur Dengue a indiqué que le « risque d'infection apparente que pouvaient provoquer les 3 % de coquillages contenant des enterovirus était très faible ».

(PUBLIOTE)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

الشركة الوطنية للألات الميكانيكية
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL
N° VP/75/001

La SOCIÉTÉ NATIONALE DE CONSTRUCTIONS MÉCANIQUES « SONACOME » lance un Appel d'offres international pour la fourniture de 15.000 (quinze mille) véhicules automobiles.

Les intéressés peuvent retirer le cahier des charges à la SONACOME - DÉPARTEMENT IMPORTATIONS, 5, avenue de l'A.L.N., EL-HARRACH, ALGER, B.P. 79, contre paiement de la somme de 100 DA. (cent dinars algériens).

Les offres devront parvenir sous pli recommandé avec la mention « Appel d'offres n° VP/75/001 » à ne pas ouvrir » — à la SONACOME DÉPARTEMENT IMPORTATIONS avant le 30 janvier 1976, terme de rigueur, le cachet de la poste faisant foi.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de six (6) mois à compter de la date de clôture du présent appel d'offres international.

LES PROBLÈMES

L'accord de

Le 11 janvier 1976, le ministre de l'Économie et des Finances, M. Jacques Chirac, a annoncé l'accord de principe conclu entre le gouvernement et les syndicats agricoles pour la mise en œuvre de la politique agricole commune. L'accord prévoit une augmentation de 20 % des revenus agricoles à partir de 1976. Le ministre a souligné que cet accord est le fruit d'un dialogue constructif entre le gouvernement et les représentants des agriculteurs. Il a également mentionné que des mesures complémentaires seront prises pour soutenir le secteur agricole.

Le 12 janvier 1976, le ministre de l'Agriculture, M. Christian Bonnet, a tenu une conférence de presse pour présenter les détails de l'accord. Il a déclaré que le gouvernement s'engageait à respecter les engagements pris et à travailler en étroite collaboration avec les agriculteurs pour assurer la réussite de la politique agricole commune.

Le 13 janvier 1976, le ministre de l'Industrie et de l'Énergie, M. Jean-François Deniau, a annoncé que le gouvernement avait approuvé le plan de développement industriel pour 1976-1977. Le plan prévoit une augmentation de 5 % des investissements dans le secteur industriel.

Le 14 janvier 1976, le ministre de l'Éducation nationale, M. René Haby, a annoncé que le gouvernement avait décidé de créer de nouvelles écoles dans les zones rurales. Cette mesure vise à améliorer l'accès à l'éducation pour les enfants de ces zones.

Le 15 janvier 1976, le ministre de la Santé, M. René Teillac, a annoncé que le gouvernement avait approuvé le plan de lutte contre le cancer pour 1976-1977. Le plan prévoit la mise en place de centres de soins spécialisés dans les zones rurales.

Le 16 janvier 1976, le ministre de l'Environnement, M. Jean-Pierre Chevènement, a annoncé que le gouvernement avait décidé de créer de nouvelles réserves naturelles. Cette mesure vise à protéger les espaces naturels et à promouvoir le tourisme durable.

Le 17 janvier 1976, le ministre de l'Économie et des Finances, M. Jacques Chirac, a annoncé que le gouvernement avait approuvé le budget pour 1976. Le budget prévoit une augmentation de 2 % des dépenses et une réduction de 1 % des recettes.

Le 18 janvier 1976, le ministre de l'Industrie et de l'Énergie, M. Jean-François Deniau, a annoncé que le gouvernement avait décidé de créer de nouvelles entreprises publiques. Cette mesure vise à développer le secteur public et à créer des emplois.

Le 19 janvier 1976, le ministre de l'Agriculture, M. Christian Bonnet, a annoncé que le gouvernement avait décidé de créer de nouvelles zones d'industrialisation agricole. Cette mesure vise à attirer les investissements dans le secteur agricole et à créer des emplois.

Le 20 janvier 1976, le ministre de la Santé, M. René Teillac, a annoncé que le gouvernement avait décidé de créer de nouvelles écoles de médecine. Cette mesure vise à former de nouveaux médecins et à améliorer les soins de santé.

Le 21 janvier 1976, le ministre de l'Environnement, M. Jean-Pierre Chevènement, a annoncé que le gouvernement avait décidé de créer de nouvelles réserves naturelles. Cette mesure vise à protéger les espaces naturels et à promouvoir le tourisme durable.

Le 22 janvier 1976, le ministre de l'Économie et des Finances, M. Jacques Chirac, a annoncé que le gouvernement avait approuvé le budget pour 1976. Le budget prévoit une augmentation de 2 % des dépenses et une réduction de 1 % des recettes.

Le 23 janvier 1976, le ministre de l'Industrie et de l'Énergie, M. Jean-François Deniau, a annoncé que le gouvernement avait décidé de créer de nouvelles entreprises publiques. Cette mesure vise à développer le secteur public et à créer des emplois.

Le 24 janvier 1976, le ministre de l'Agriculture, M. Christian Bonnet, a annoncé que le gouvernement avait décidé de créer de nouvelles zones d'industrialisation agricole. Cette mesure vise à attirer les investissements dans le secteur agricole et à créer des emplois.

Le 25 janvier 1976, le ministre de la Santé, M. René Teillac, a annoncé que le gouvernement avait décidé de créer de nouvelles écoles de médecine. Cette mesure vise à former de nouveaux médecins et à améliorer les soins de santé.

Le 26 janvier 1976, le ministre de l'Environnement, M. Jean-Pierre Chevènement, a annoncé que le gouvernement avait décidé de créer de nouvelles réserves naturelles. Cette mesure vise à protéger les espaces naturels et à promouvoir le tourisme durable.

Le 27 janvier 1976, le ministre de l'Économie et des Finances, M. Jacques Chirac, a annoncé que le gouvernement avait approuvé le budget pour 1976. Le budget prévoit une augmentation de 2 % des dépenses et une réduction de 1 % des recettes.

Le 28 janvier 1976, le ministre de l'Industrie et de l'Énergie, M. Jean-François Deniau, a annoncé que le gouvernement avait décidé de créer de nouvelles entreprises publiques. Cette mesure vise à développer le secteur public et à créer des emplois.

Le 29 janvier 1976, le ministre de l'Agriculture, M. Christian Bonnet, a annoncé que le gouvernement avait décidé de créer de nouvelles zones d'industrialisation agricole. Cette mesure vise à attirer les investissements dans le secteur agricole et à créer des emplois.

Le 30 janvier 1976, le ministre de la Santé, M. René Teillac, a annoncé que le gouvernement avait décidé de créer de nouvelles écoles de médecine. Cette mesure vise à former de nouveaux médecins et à améliorer les soins de santé.

Le 31 janvier 1976, le ministre de l'Environnement, M. Jean-Pierre Chevènement, a annoncé que le gouvernement avait décidé de créer de nouvelles réserves naturelles. Cette mesure vise à protéger les espaces naturels et à promouvoir le tourisme durable.

Le 1 février 1976, le ministre de l'Économie et des Finances, M. Jacques Chirac, a annoncé que le gouvernement avait approuvé le budget pour 1976. Le budget prévoit une augmentation de 2 % des dépenses et une réduction de 1 % des recettes.

Le 2 février 1976, le ministre de l'Industrie et de l'Énergie, M. Jean-François Deniau, a annoncé que le gouvernement avait décidé de créer de nouvelles entreprises publiques. Cette mesure vise à développer le secteur public et à créer des emplois.

Le 3 février 1976, le ministre de l'Agriculture, M. Christian Bonnet, a annoncé que le gouvernement avait décidé de créer de nouvelles zones d'industrialisation agricole. Cette mesure vise à attirer les investissements dans le secteur agricole et à créer des emplois.

Le 4 février 1976, le ministre de la Santé, M. René Teillac, a annoncé que le gouvernement avait décidé de créer de nouvelles écoles de médecine. Cette mesure vise à former de nouveaux médecins et à améliorer les soins de santé.

Le 5 février 1976, le ministre de l'Environnement, M. Jean-Pierre Chevènement, a annoncé que le gouvernement avait décidé de créer de nouvelles réserves naturelles. Cette mesure vise à protéger les espaces naturels et à promouvoir le tourisme durable.

Le 6 février 1976, le ministre de l'Économie et des Finances, M. Jacques Chirac, a annoncé que le gouvernement avait approuvé le budget pour 1976. Le budget prévoit une augmentation de 2 % des dépenses et une réduction de 1 % des recettes.

Le 7 février 1976, le ministre de l'Industrie et de l'Énergie, M. Jean-François Deniau, a annoncé que le gouvernement avait décidé de créer de nouvelles entreprises publiques. Cette mesure vise à développer le secteur public et à créer des emplois.

Le 8 février 1976, le ministre de l'Agriculture, M. Christian Bonnet, a annoncé que le gouvernement avait décidé de créer de nouvelles zones d'industrialisation agricole. Cette mesure vise à attirer les investissements dans le secteur agricole et à créer des emplois.

ECONOMIQUE

AGRICULTURE

manifestations paysannes
réactions de prix de Bruxelles

« Je n'ai pas eu le temps de lire le journal », a déclaré le ministre de l'Agriculture, M. Jean-Pierre Fourcade, lors d'une conférence de presse à Bruxelles, mardi 11 janvier 1976. Il a souligné que les manifestations paysannes, qui ont eu lieu ces derniers jours, ont été maladroites et ont porté préjudice à l'agriculture française. Il a également souligné que les réactions de prix de Bruxelles ont été excessives et ont porté préjudice à l'agriculture française.

CONSOMMATION

la consommation des fruits de mer
réaction d'Etat aux transports
contrôles sont de bonne

« L'un des secrétaires d'Etat, M. Jean-Pierre Fourcade, a déclaré lors d'une conférence de presse à Bruxelles, mardi 11 janvier 1976, que la consommation des fruits de mer en France est en constante augmentation. Il a également souligné que la réaction d'Etat aux transports est de bonne qualité et que les contrôles sont de bonne qualité.

MAIRIE DEMOCRATIQUE ET LOCALE

DE L'INDUSTRIE ET DE L'ENERGIE

REPERE OFFRES INTERNATIONALES

REPERE OFFRES INTERNATIONALES

REPERE OFFRES INTERNATIONALES

REPERE OFFRES INTERNATIONALES

REPERE OFFRES INTERNATIONALES

REPERE OFFRES INTERNATIONALES

REPERE OFFRES INTERNATIONALES

REPERE OFFRES INTERNATIONALES

REPERE OFFRES INTERNATIONALES

REPERE OFFRES INTERNATIONALES

REPERE OFFRES INTERNATIONALES

REPERE OFFRES INTERNATIONALES

REPERE OFFRES INTERNATIONALES

REPERE OFFRES INTERNATIONALES

REPERE OFFRES INTERNATIONALES

LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

LES PROBLEMES MONETAIRES

L'accord de la Jamaïque

De notre envoyé spécial

Kingston. — La journée de vendredi aura été davantage marquée par les réactions sur la réforme monétaire approuvée la veille par le comité intermédiaire que par la réunion du comité de développement, dont on attendait à juste titre aucun résultat concret.

Il s'est confirmé que plusieurs grands pays industriels, au premier rang desquels les Etats-Unis, restent hostiles à la fixation d'un objectif précis et daté en matière d'accroissement de l'aide publique au développement. La France, qui lui a consacré au cours des deux dernières années 0,60 % de son produit national brut, s'est engagée à atteindre en 1977 les 0,70 % demandés par les pays en voie de développement comme un minimum et repris dans le texte de la résolution des Nations unies sur le nouvel ordre économique international de septembre dernier.

Tout le monde s'est prononcé en faveur d'une augmentation « adéquate » du capital de la Banque mondiale. En ce qui concerne la reconstitution pour la période triennale 1977-1978-1979 des ressources de l'Association internationale de développement (A.I.D.) (filiale de la Banque mondiale spécialisée dans l'octroi de prêts à brève échéance), le texte du communiqué fait même état d'un engagement plus catégorique. Il y est dit que le comité de développement estime nécessaire un accroissement « substantiel » de ces ressources. Mais plusieurs pays, dont les Etats-Unis, le Japon, et, dans une moindre mesure, la France se sont refusés à souscrire à l'idée que l'accroissement devait être calculé « en termes réels ».

Il a été révélé que les contributions « volontaires » déjà reçues permettaient au « troisième guichet » qui vient d'être ouvert à la Banque mondiale de bonifier les taux d'intérêt pour un montant total de 600 millions de dollars de prêts. Sous cette expression imagée, on désigne la nouvelle procédure par laquelle seront accordés des prêts de développement à un taux inférieur à la médiane entre le taux ordinaire de la banque (8,5 % actuellement) et celui, pratiquement nul, de l'A.I.D.

France n'avait jusqu'à maintenant versé aucune contribution. M. Jean-Pierre Fourcade a annoncé qu'il allait mettre à l'étude une formule propre à combler cette lacune. Il s'agit de verser au bénéfice du « troisième guichet » la plus-value sur une fraction de l'or que la France va recevoir du Fonds monétaire international (F.M.I.) en vertu de la restitution aux pays membres du système des avoirs métalliques de cette institution. M. Konan Bédié, ministre des finances de Côte d'Ivoire, a marqué un point pour

Le compromis franco-américain

La délégation américaine a rendu public un document qui était jusqu'ici maintenu secret. Le texte de l'« accord » aux statuts du F.M.I. relatif aux taux de change, dont la rédaction est étroitement inspirée de l'accord franco-allemand conclu à Rambouillet. Ce texte légalise « pour la première fois dans l'histoire monétaire du monde », comme l'a dit, avec emphase mais non sans raison le secrétaire américain au Trésor, M. William Simon, les changes flottants « que plusieurs pays n'avaient jamais voulu considérer jusqu'à maintenant comme constituant un régime normal de change ». En contrepartie de cette concession majeure au point de vue américain, la France a effectivement obtenu que le nouvel article 4 des statuts comporte l'engagement des pays membres à collaborer avec le F.M.I. en vue de « promouvoir un système stable de taux de change ». Il est précisé que chaque pays devra suivre une politique de change « compatible » avec cet engagement, ce qui, dans le style international, n'est pas nécessairement une redondance inutile, étant donnée la situation de désordre d'où l'on vient et où l'on n'est probablement pas sorti.

Il est permis de considérer, comme n'a pas manqué de le faire une nouvelle fois M. Fourcade, que ce compromis « franco-américain » comme un progrès. Mais avec la médiation volontaire du monde, on se dit mal à l'aise et on se dit que la légation des changes flottants : les nouveaux statuts ne prévoient que pour les pays membres une généralisation d'arrangements reposant sur des parités stables mais ajustables » (sic).

Il n'y a plus de prix officiel de l'or

De notre envoyé spécial

Kingston. — Aux termes du communiqué des Vingt (voir ci-contre), il n'y a plus de prix officiel de l'or. C'est une décision considérable, puisque, d'un côté, elle définit le métal précieux de son rôle historique d'étalon et, d'un autre côté, elle permet indirectement la réévaluation effective des stocks métalliques, qui redonnent ainsi potentiellement la réserve de change ayant le plus de valeur.

Sous l'empire des statuts actuels du F.M.I., qu'on appelle les « banques centrales », les banques centrales ne peuvent en effet faire des transactions sur l'or que sur la base d'un prix officiel, devenu tout fait inflexible à 42,22 dollars l'once. Une fois ces statuts amendés, et compte tenu des conditions restrictives stipulées dans un « arrangement » conclu le 31 août entre les Dix (les pays les plus riches du Fonds) — pour deux ans mais sans durée renouvelable, les banques centrales pourront en principe vendre et acheter à un prix dérivé du marché, actuellement de l'ordre de 140 dollars l'once.

Le Fonds monétaire, qui possède 150 millions d'onces d'or, en restitue immédiatement au système (25 millions d'onces) à des Etats membres et en affecte un autre stock à un fonds fiduciaire chargé d'aider les pays les plus pauvres (contre un le revenu par tête est inférieur à 350 dollars). Ce fonds fiduciaire vendra sur le marché, par adjudication, des lingots d'or, 17,5 millions d'onces. Il est précisé, dans le communiqué des Vingt, que la Banque des règlements internationaux (B.R.I.) pourra participer à ces enchères. Comme il est évident, et comme cela nous a été confirmé par les autorités responsables, la B.R.I. ne prendra pas de « position nette » ; par conséquent, les achats qu'elle pourra effectuer ne seront pour le compte des banques centrales.

Ce dernier point n'est pas mentionné dans le communiqué, mais dans la conférence de presse qu'il a donnée aux côtés de M. Willy Beelert et probablement M. Witterveen, le nouveau président du Comité intermédiaire, M. Witterveen a déclaré, en réponse à une question, qu'il était impossible d'imaginer qu'il y ait des sanctions relatives à des achats de lingots d'or par le Fonds monétaire international. Il a également souligné que le Fonds monétaire international ne peut pas acheter d'or à un prix inférieur à celui du marché, ce qui est une condition essentielle pour que le Fonds monétaire international puisse fonctionner.

Cette dotation servira sans doute à « bonifier » des taux d'intérêt pour des prêts accordés par le F.M.I.

M. Witterveen a d'autre part déclaré que le Fonds monétaire international a actuellement des crédits supplémentaires que les pays pauvres obtiendront du F.M.I. grâce à l'augmentation des tranches de crédits. A cela s'ajoutent l'effet de la décision prise par le conseil d'administration du F.M.I. en décembre d'améliorer considérablement les possibilités de tirage au titre du financement dit compensatoire (destiné à atténuer les pertes de recettes dues à la baisse des matières premières) : encore 1 milliard de dollars.

Il est juste d'ajouter qu'une source de crédit va être supprimée en 1976, avec la fin de ce qu'on a appelé la « facilité pétrolière », créée en 1974 et 1975 à la suite de l'enchèvement des pétroles, grâce à des sommes prêtées principalement par les pays de l'O.P.E.C. — P. P.

fois qu'une des monnaies par rapport auxquelles ils sont eux-mêmes définies sera réévaluée ou dévaluée, ou d'un autre dénominateur « autre que l'or ». Cela n'empêchera pas les opérateurs de se référer au prix de l'or en dollars pour en déduire les variations de la valeur de toutes les monnaies par rapport au métal précieux.

Dans une conférence de presse, M. Jean-Pierre Fourcade a déclaré que, dès maintenant, les banques centrales se concentreront chaque jour pour décider si elles interviennent ou non sur les marchés des changes. Au bout de six mois ou d'un an, on pourra examiner si l'on va plus loin, soit en ouvrant le « serpent » monétaire européen à de nouvelles monnaies (au dollar ?), soit en fixant « des parités rigides » à l'égard de certaines monnaies, soit en établissant certains liens de référence entre les D.T.S. et les devises.

Dans une autre conférence de presse, le sous-secrétaire américain au Trésor, M. Yeo, n'a pas prononcé le mot d'« intervention » : il n'a parlé que de consultations « approfondies » entre les banques centrales ; différence sensible d'accent, sinon d'interprétation. Ajoutons que le ministre français de l'économie et des finances, en réponse à une question, a déclaré qu'il n'avait pas encore décidé si la Banque de France se porterait acheteur à la première adjudication organisée pour la vente de l'or du Fonds des monnaies utilisables dans les opérations et les transactions du Fonds.

« On a encore mieux : un pays aura le droit, à condition d'en expliquer les raisons au F.M.I., soit de ne pas participer au système (et, par conséquent, de laisser flotter sa monnaie), soit, étant entré, d'en sortir. La « ferme surveillance » du F.M.I., dont il est fait grand cas dans les nouveaux statuts comme dans les anciens, sera-t-elle capable d'imposer une discipline effective ?

Aucun grand pays n'a jamais accepté de se faire dicter sa politique par une institution internationale. Les nouvelles parités seront définies en termes de droits de tirage spéciaux (D.T.S.), dont la valeur changera chaque

Le communiqué de Kingston :

- Relèvement des quotes-parts nationales au Fonds monétaire
- Majoration de 45 % des quatre tranches de crédit du F.M.I.

Le communiqué publié à l'issue de la conférence du comité intermédiaire du F.M.I. déclare que les vingt ministres des finances qui ont signé à Kingston n'ont pas accepté de se faire dicter sa politique par une institution internationale. Les nouvelles parités seront définies en termes de droits de tirage spéciaux (D.T.S.), dont la valeur changera chaque

« On a encore mieux : un pays aura le droit, à condition d'en expliquer les raisons au F.M.I., soit de ne pas participer au système (et, par conséquent, de laisser flotter sa monnaie), soit, étant entré, d'en sortir. La « ferme surveillance » du F.M.I., dont il est fait grand cas dans les nouveaux statuts comme dans les anciens, sera-t-elle capable d'imposer une discipline effective ?

Aucun grand pays n'a jamais accepté de se faire dicter sa politique par une institution internationale. Les nouvelles parités seront définies en termes de droits de tirage spéciaux (D.T.S.), dont la valeur changera chaque

« On a encore mieux : un pays aura le droit, à condition d'en expliquer les raisons au F.M.I., soit de ne pas participer au système (et, par conséquent, de laisser flotter sa monnaie), soit, étant entré, d'en sortir. La « ferme surveillance » du F.M.I., dont il est fait grand cas dans les nouveaux statuts comme dans les anciens, sera-t-elle capable d'imposer une discipline effective ?

Aucun grand pays n'a jamais accepté de se faire dicter sa politique par une institution internationale. Les nouvelles parités seront définies en termes de droits de tirage spéciaux (D.T.S.), dont la valeur changera chaque

SOCIÉTÉ NATIONALE DES PÉTROLES D'AQUITAINE

Constituée en 1941, la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (S.N.P.A.) a pris son véritable essor vers les années 50, lorsque fut découvert le gisement de gaz naturel de Lacq (Pyénées-Atlantiques). Par la suite, la société a diversifié ses activités.

La S.N.P.A. a réalisé, en 1974, un chiffre d'affaires consolidé de 2 126 millions de francs, se répartissant ainsi : 18,4 % dans le gaz naturel, 6,8 % dans le soufre et l'acide sulfurique, 36,8 % dans le pétrole brut et les produits pétroliers, 23,8 % dans les produits chimiques et 14,2 % dans les produits d'hygiène et de santé. En 1975, la S.N.P.A. a acquis 50 % de la société Le Nickel.

La société, qui possède des filiales à l'étranger, notamment au Canada, participe à l'exploitation du pétrole de la mer du Nord au sein d'un consortium international. Employant cinq mille deux cents personnes environ, elle a réalisé, en 1974, un résultat brut de 2,659 millions de francs.

SYNDICATS

La C.F.D.T. : il n'existe aucun corps de doctrine auquel nous référer

Voici dix ans, le 10 janvier 1966, le premier accord d'unité d'action entre la C.G.T. et la C.F.D.T. était signé par M. Benoit Frachon et Eugène Descamps.

Commentant devant la presse, le 9 janvier 1976, la réunion que venait de tenir leur bureau national, les dirigeants cfdtistes, en manière d'anniversaire, ont réaffirmé leur volonté de « donner plus de force » à cette unité d'action, comme l'exigent d'ailleurs la combativité ouvrière et la « répression antisyndicale sans précédent » que la C.F.D.T. déclare constater, comme la C.G.T. l'avait fait la veille.

Il faut surmonter des « à-coups », survenus récemment à propos des comités de soldats, a dit M. Michel Rolant (voir page 8).

M. Maire a indiqué que le bureau confédéral avait longuement étudié les thèses sur lesquelles s'appuie l'action de la C.F.D.T., en se livrant à une autocritique des comportements. Selon lui, il est « sans intérêt » de définir ce qui relève du mardisme dans ces attitudes ; mais la C.F.D.T. va publier une brochure précisant comment elle perçoit le mardisme. « Il n'existe nulle part un corps de doctrine parfait auquel nous pourrions nous référer », a conclu M. Maire.

PAUL FABRA.

Vingt-cinq mille

adhérents nouveaux en 1975

Des précisions ont été données sur l'augmentation des adhérents. Il existe « 600 000 cotisants réguliers et 1 040 000 adhérents », soit 80 % de plus qu'en 1948.

En trois années, de 1971 à 1974, la C.F.D.T. fait état d'une progression de ses effectifs de 10,76 %, soit, pendant cette période, 74 859 adhérents nouveaux. L'augmentation des effectifs aurait été de 25 000 adhérents en 1975.

Enfin, le bureau confédéral a arrêté la liste des candidats à la commission exécutive qui seront présentés au congrès de mai 1976. Le

nombre en sera porté de neuf à dix ; aux noms des thésauriers actuels sera ajouté celui de M. Albert Mercier, ancien secrétaire général adjoint de la fédération de la métallurgie, dont le numéro un, M. Jacques Chérèque, avait joué un rôle important dans l'organisation des assises du socialisme.

(Agé de quarante-trois ans, M. Albert Mercier, ancien modérateur chez Peugeot, est originaire de la Franche-Comté. Il a été secrétaire de l'Union des métaux C.F.D.T. de cette région avant d'assumer des responsabilités à la fédération nationale de la métallurgie C.F.D.T., à partir de 1968.)

M. SÉGUY : l'unité d'action finit toujours par triompher.

Evocant, de son côté, le dixième anniversaire de l'accord C.G.T.-C.F.D.T., M. Georges Séguy a déclaré que « l'expérience a prouvé que, en dépit des tourments, l'unité d'action finit toujours par triompher ».

Cela a résulté, estime le leader cgdtsiste, des « longs et pénibles efforts unitaires de la C.G.T. » et « du début de l'évolution de la C.F.D.T. qui se désengage de la référence confédérale (...) ».

Il n'en observe pas moins que « souvent les dirigeants de la C.F.D.T. nous ont donné l'impression d'être obsédés par la volonté de nier que leur propre évolution se produise, sinon sous l'influence de la C.G.T., au moins sous celle de l'expérience historique du mouvement ouvrier français et de ses acquis révolutionnaires. (...) L'antidote vis-à-vis du gauchisme, des cadres, du programme commun, de la gauche, et récemment à propos de l'antimilitarisme, relève cette proposition ».

L'unité d'action reste, en ce début de 1976, « révélateur dominant de la situation syndicale française », souligne M. Séguy.

ÉNERGIE

ERAP fusionne avec Aquitaine

(Suite de la première page.)

D'autres détails encore (voir page 23) et peut-être aussi la remontée du cours de l'action ces derniers jours montrent que les autorités craignent

« On a encore mieux : un pays aura le droit, à condition d'en expliquer les raisons au F.M.I., soit de ne pas participer au système (et, par conséquent, de laisser flotter sa monnaie), soit, étant entré, d'en sortir. La « ferme surveillance » du F.M.I., dont il est fait grand cas dans les nouveaux statuts comme dans les anciens, sera-t-elle capable d'imposer une discipline effective ?

Aucun grand pays n'a jamais accepté de se faire dicter sa politique par une institution internationale. Les nouvelles parités seront définies en termes de droits de tirage spéciaux (D.T.S.), dont la valeur changera chaque

« On a encore mieux : un pays aura le droit, à condition d'en expliquer les raisons au F.M.I., soit de ne pas participer au système (et, par conséquent, de laisser flotter sa monnaie), soit, étant entré, d'en sortir. La « ferme surveillance » du F.M.I., dont il est fait grand cas dans les nouveaux statuts comme dans les anciens, sera-t-elle capable d'imposer une discipline effective ?

Aucun grand pays n'a jamais accepté de se faire dicter sa politique par une institution internationale. Les nouvelles parités seront définies en termes de droits de tirage spéciaux (D.T.S.), dont la valeur changera chaque

SOCIÉTÉ NATIONALE DES PÉTROLES D'AQUITAINE

Constituée en 1941, la Société nationale des pétroles d'Aquitaine (S.N.P.A.) a pris son véritable essor vers les années 50, lorsque fut découvert le gisement de gaz naturel de Lacq (Pyénées-Atlantiques). Par la suite, la société a diversifié ses activités.

La S.N.P.A. a réalisé, en 1974, un chiffre d'affaires consolidé de 2 126 millions de francs, se répartissant ainsi : 18,4 % dans le gaz naturel, 6,8 % dans le soufre et l'acide sulfurique, 36,8 % dans le pétrole brut et les produits pétroliers, 23,8 % dans les produits chimiques et 14,2 % dans les produits d'hygiène et de santé. En 1975, la S.N.P.A. a acquis 50 % de la société Le Nickel.

La société, qui possède des filiales à l'étranger, notamment au Canada, participe à l'exploitation du pétrole de la mer du Nord au sein d'un consortium international. Employant cinq mille deux cents personnes environ, elle a réalisé, en 1974, un résultat brut de 2,659 millions de francs.

« On a encore mieux : un pays aura le droit, à condition d'en expliquer les raisons au F.M.I., soit de ne pas participer au système (et, par conséquent, de laisser flotter sa monnaie), soit, étant entré, d'en sortir. La « ferme surveillance » du F.M.I., dont il est fait grand cas dans les nouveaux statuts comme dans les anciens, sera-t-elle capable d'imposer une discipline effective ?

Aucun grand pays n'a jamais accepté de se faire dicter sa politique par une institution internationale. Les nouvelles parités seront définies en termes de droits de tirage spéciaux (D.T.S.), dont la valeur changera chaque

« On a encore mieux : un pays aura le droit, à condition d'en expliquer les raisons au F.M.I., soit de ne pas participer au système (et, par conséquent, de laisser flotter sa monnaie), soit, étant entré, d'en sortir. La « ferme surveillance » du F.M.I., dont il est fait grand cas dans les nouveaux statuts comme dans les anciens, sera-t-elle capable d'imposer une discipline effective ?

Aucun grand pays n'a jamais accepté de se faire dicter sa politique par une institution internationale. Les nouvelles parités seront définies en termes de droits de tirage spéciaux (D.T.S.), dont la valeur changera chaque

« On a encore mieux : un pays aura le droit, à condition d'en expliquer les raisons au F.M.I., soit de ne pas participer au système (et, par conséquent, de laisser flotter sa monnaie), soit, étant entré, d'en sortir. La « ferme surveillance » du F.M.I., dont il est fait grand cas dans les nouveaux statuts comme dans les anciens, sera-t-elle capable d'imposer une discipline effective ?

Aucun grand pays n'a jamais accepté de se faire dicter sa politique par une institution internationale. Les nouvelles parités seront définies en termes de droits de tirage spéciaux (D.T.S.), dont la valeur changera chaque

LE SCHÉMA PROPOSÉ

Le schéma proposé par les directions générales de l'ERAP et de la S.N.P.A. comporte :

— D'une part, le regroupement de tous les moyens du groupe dans le domaine de l'exploration et de la production au sein d'une filiale à 100 % de la S.N.P.A. filiale qui détiendrait également l'ensemble des actifs miniers du groupe situés en France et dont relèveraient les personnels miniers ;

— D'autre part, l'appartenance de tous les autres actifs à la S.N.P.A. qui prendrait le nom de Société nationale Elf Aquitaine.

En échange de cet apport d'actifs, l'ERAP augmenterait sa participation dans la nouvelle société. Cette participation pourrait atteindre 70 %, dit-on au ministère de l'Industrie. Cela dépendra de l'évaluation que feront les experts.

2) Les actifs de l'ERAP livrés à la nouvelle société, elle aussi de droit privé, sont des biens publics. Pourrait-elle être aliénée, même si la société à laquelle ils sont dévolus est contrôlée majoritairement par la puissance publique ?

3) Quels sont les aspects fiscaux de la fusion ? Comment le régime du bénéfice consolidé sera-t-il appliqué ?

Le groupe Elf-Aquitaine venait d'avoir dix ans. En conduisant à son terme le rapprochement commencé voici deux ans entre les deux éléments de sa maison, M. Guillaumat, qui s'apprête à prendre sa retraite, aura parachevé une « œuvre » dans laquelle il n'est pas facile d'identifier l'intérêt de l'Etat. Car la question essentielle reste : la nouvelle organisation permettra-t-elle à l'Etat de mieux maîtriser ce qui constitue en principe l'un des instruments de sa politique pétrolière ?

PHILIPPE SIMONNOT.

« L'HUMANITÉ » : Giscard offre Elf-Erap au capital privé.

L'Humanité du 10 janvier fait son titre de une « une » : « Les pétroliers à l'assaut d'une société nationale. Giscard offre Elf-Erap au capital privé. » Dans l'article consacré au sujet, on peut lire notamment :

« M. Giscard d'Estaing fait rebondir le scandale pétrolier. Par le biais d'une opération financière, il fait entrer en force le capital privé dans la société nationale pétrolière Elf. »

« Qu'on ne s'y trompe pas. Cette quasi-dénationalisation d'Elf est le signal d'une attaque générale du pouvoir contre le secteur public et nationalisé. Devant les F.T.T., la S.N.C.F., la S.N.I.S sont menacés de subir bientôt l'assaut du grand capital privé. »

« C'est une véritable mise en coupe réglée du pays, du capital national que prépare M. Giscard d'Estaing. Pour disposer d'Elf, le gouvernement n'a consulté personne, ni les syndicats ni les élus... »

« La C.G.T. : « Nous allons vers un développement des luttes syndicales. » Les dirigeants cgdtsistes ont fait cette déclaration, le 8 janvier, à l'issue de la réunion de leur commission exécutive, en réaffirmant leur volonté de poursuivre l'unité d'action avec la C.F.D.T. La C.G.T. organisera, le 11 mars, à Paris, à la demande des jeunes chômeurs, »

LA VIE ÉCONOMIQUE

LE CINQUANTENAIRE DU PATRONAT CHRÉTIEN

Il faut redécouvrir le rôle de l'entreprise

déclare M. Aumonier

De notre correspondant régional

Lyon. — En prélogue à la manifestation officielle qui sera organisée à Paris, le 26 février, le Centre chrétien des patrons et dirigeants d'entreprises françaises (C.C.P.C.) a choisi Lyon, capitale du « catholicisme social », dont le mouvement est l'une des composantes, pour fêter, vendredi 9 janvier, et jour pour jour, le cinquantième anniversaire de sa fondation.

En présence du cardinal Renard, archevêque de Lyon, de personnalités politiques régionales et de trois cents chefs d'entreprises, Mgr Paul Poupard, recteur de l'Institut catholique, a longuement retracé à cette occasion l'histoire de ce qui, dès 1926, et selon le vœu de Joseph Znamarski, apparaît comme « l'organisation économique des catholiques français ».

Evocant la conjoncture qui engendre une « situation de mal-être et d'insécurité », Mgr Poupard a incité les chefs d'entreprises à ne pas se laisser décourager. « Un double défi est donc lancé », a-t-il dit. Il faut pour le surmonter la double capacité, intellectuelle, de résoudre les problèmes complexes nés de notre développement même, et morale, de surmonter les égoïsmes privés et sociaux qui nous incitent à des solutions marquées au coin de nos intérêts de personnes et de groupes, au mépris du bien commun.

A un « monde dans l'angoisse », il faut offrir des « libérations », a dit en conclusion le président du C.C.P.C., M. André Aumonier. Quelles libérations peuvent espérer les chefs d'entreprises ? D'abord la leur, symbolisée par la quête du royaume de Dieu. Ensuite, « tout naturellement », celle des hommes qui sont dans les entreprises. « Il y a, a-t-il dit, à ce niveau, de vraies et de fausses libérations : le travail est en général libérateur que la revendication parce qu'il est au cœur de notre condition humaine. »

Les conditions de travail, a-t-il ajouté. Troisième libération enfin, celle de l'entreprise, dont il faudra « redécouvrir le rôle ». Est-ce le fait de la réforme de l'entreprise ? « Ces réformes a-t-il précisé, ne sont portées d'avant que dans la mesure où elles associent les hommes à tous les niveaux hiérarchiques à l'œuvre commune dans une transformation constante des pouvoirs et des participations ». — B. E.

A L'ÉTRANGER

BAISSE DES PRIX DE GROS AUX ÉTATS-UNIS

Les prix de gros, aux États-Unis, ont diminué en décembre, pour la première fois depuis six mois. La baisse a été de 0,4 %.

Déjà, en novembre, ils étaient restés stables.

Pour l'ensemble de l'année 1975, les prix de gros n'ont augmenté que de 0,3 %. Ils avaient progressé de 20,9 % l'année précédente et de 15,4 % en 1974.

La diminution des prix de gros en décembre est due surtout à la baisse des prix des produits agricoles qui a suivi la récolte record de céréales américaines en 1975.

Les taux de chômage (par rapport à la population active) ont resté le même qu'en décembre : 8,3 %.

SALAIRES

Selon la C.F.D.T.

UN CADRE DE LA MÉTALLURGIE GAGNE EN MOYENNE 5950 FRANCS PAR MOIS

Les salaires des ingénieurs et des cadres de la métallurgie doivent être négociés en même temps que les salaires des ouvriers, estime la fédération de la métallurgie C.F.D.T. Elle réclame de nouveau une convention collective pour les 2,8 millions de salariés de ce secteur.

Le pouvoir d'achat doit être maintenu pour tous, ont déclaré les économistes devant la presse, le 9 janvier, mais il doit progresser en priorité pour les bas salaires, dont le barème doit être relevé. La C.F.D.T. vient de mener une enquête sur les salaires de vingt mille cadres appartenant à vingt-cinq établissements métallurgiques. Il apparaît que le salaire forfaitaire brut, à la fin de 1975, était en moyenne de 5950 F par mois. L'éventail va de 2970 F pour l'ingénieur débutant en « position 1 » jusqu'à 10 440 F pour l'ingénieur en chef chevronné en « position 3-B ». Cependant la politique salariale peut profondément varier d'une entreprise à l'autre.

● M. NOBERT SEGARD, ministre du commerce extérieur, a confirmé vendredi 9 janvier, à Lille, que la balance du commerce extérieur français serait équilibrée ou de très peu déficitaire en 1976.

● LA C.G.T. EN ACCUSATION CHEZ RENAULT. — Sous ce titre, la C.F.T. (Confédération française du travail) a publié un document où elle accuse la direction de Renault de « gauchisme » selon elle — employés chez Renault par la C.G.T.

LA SEMAINE FINANCIÈRE

SUR LES MARCHÉS DES CHANGES

Effritement du dollar - Baisse de l'or

Le fait marquant de la semaine a été l'effritement du DOLLAR, bien que la devise américaine se soit mieux comportée à l'approche du week-end.

Il n'est pas douteux que la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis soit à l'origine de ce mouvement. Cette baisse provoquée par la stagnation des emprunts par les entreprises supérieures de la politique d'intervention menée par la Réserve fédérale, qui s'inquiète de la faible progression de la masse monétaire, celle-ci est inférieure à ses objectifs — s'est immédiatement répercutée sur le marché de l'Eurodollar.

Son amplification — les taux en quelques jours ont baissé d'un point sur l'Eurodollar à six mois — ne pouvait qu'interdire les opérateurs à céder des DOLLARS pour acheter des FRANCS SUISSES.

Une fois encore, la devise helvétique s'est trouvée en première ligne et comme à l'ordinaire fermée vis-à-vis du DOLLAR à rehausser sur toutes les places.

Le recul de la devise américaine, particulièrement sensible lundi, a cependant été freiné par les interventions massives de la Banque nationale suisse, bientôt aidée par les autres banques centrales.

La détermination dont ont semblé faire preuve les instituts d'émission a-t-elle impressionné les opérateurs ? On peut le penser en constatant que la veille du week-end un net mouvement de reprise du DOLLAR s'est amorcé, qui a permis d'effacer une bonne partie des pertes antérieures.

A l'issue de cette semaine qui a vu un très net confinement des transactions, il est vrai, étaient tombées très bas à l'approche de la fin de l'année, les spécialistes se posent bien des questions et, en premier lieu, s'interrogent sur la politique que suivra la Réserve fédérale en matière de taux d'intérêt. Il est bien certain qu'une baisse accentuée des taux aux États-Unis pourrait entraîner le DOLLAR, mais, comme le disait un cambiste : « On n'en est pas encore là », et, en attendant, les

banques centrales pourraient contrôler sans trop de mal les fluctuations des cours. Bref, le « sentiment » sur la devise américaine n'a pas changé.

Au sein du « serpent européen », la COUVERNE SUISSE, qui a récemment soufflé la première place au FLORIN, est restée la devise la mieux placée, précédant le FLORIN, le FRANCO FRANÇAIS, le FRANC BELGE, le

où le cours de l'once a fléchi pour s'établir à 136,55 dollars vendredi en clôture (après 135,80 dollars jeudi) contre 140,35 dollars le vendredi précédent.

L'accord sur l'or conclu à la Jamaïque est à l'origine de ce recul, les opérateurs s'inquiétant manifestement de l'autorisation donnée au F.M.I. de vendre sur les enchères quelque 600 tonnes d'or dans les quatre ans à venir. Sans

Cours moyens de clôture comparés d'une semaine à l'autre

(la ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Florin	Libre	Mark	Livre	\$ U.S.	Franc suisse	Franc belge
Londres	5,4295 5,4327	1,3863 1,3841	5,2935 5,3011	2,0395 2,0245	9,0590 9,0545	5,2985 5,2991	
New-York	37,9971 37,2856	0,1464 0,1462	38,3582 38,1900	2,0305 2,0245	22,4215 22,3580	28,3082 28,2890	
Paris	166,79 166,66	6,5324 6,5416	171,07 170,90	0,9580 0,9543	4,4600 4,4725	174,97 174,88	
Zurich	97,5984 97,8403	3,8203 3,8284	100,8373 99,9618	5,2963 5,2991	2,6089 2,6175	58,4085 58,3543	
Frankfurt	97,4943 97,5777	3,8183 3,8289		5,2935 5,3011	2,6070 2,6185	58,4529 58,5468	99,0430 100,0382

DEUTSCHEMARK, la COUVERNE NORVÉGIENNE et la COUVERNE DANOISE.

Le FRANC FRANÇAIS continue donc de se comporter honorablement, bien qu'étant moins recherché que ces dernières semaines. Peut-être faut-il voir là un effet des inquiétudes manifestées à cet égard à l'évolution de notre commerce extérieur en 1976. La Banque de France a donc pu intervenir pour maintenir la parité Franc/DeutscheMark ainsi qu'elle l'a fait dernièrement comme en témoignent l'augmentation de ses taux de change en décembre.

La LIVRE STERLING a été diversement traitée, de même que la LIVRE, qui semble-t-il, n'a pas trop souffert de la crise gouvernementale qui vient d'éclater en Italie.

Une certaine agitation a régné sur le marché de l'or de Londres,

doute la Banque des règlements internationaux (B.R.I.) pourrait-elle participer aux enchères pour le compte des banques centrales qui seraient intéressées, mais les déclarations du directeur général de cet organisme ont fait l'effet d'une douche froide. Celui-ci n'a-t-il pas déclaré que la B.R.I. « n'était pas assez folle pour acheter dans un marché en baisse » et, comme on lui rappelle sa suggestion émise en septembre d'un prix minimum de 120 dollars l'once, n'a-t-il pas répondu : « J'espère qu'on pourra tenir ce niveau. » Notons, cependant, que M. de Lœu, envoyé par l'Afrique du Sud à la Jamaïque, est plus optimiste puisqu'il estime que le Fonds monétaire international ne pas faire s'effondrer le prix de l'or ne surchargera pas le marché.

PHILIPPE LABARDE.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE

Une baisse significative

Après l'échéance de fin d'année, un vent de baisse souffle sur le marché monétaire de Paris. Certes, le taux de l'argent court terme n'a fléchi que de 1/16 de point, passant de 6 7/16 % à 6 3/8 %. La Banque de France est bien intervenue jusqu'à jeudi en maintenant des pensions au jour le jour à 6 3/8 % contre Bons du Trésor et 6 1/2 % contre effets privés, pour des montants compris entre 3 et 6 milliards de francs. Elle a même procédé à une adjudication portant sur 8,3 milliards de francs, valeur vendredi 9 et lundi 12 janvier à 6 1/8 %, en baisse de 1/8 %. Mais, dans l'immédiat, on a enregistré une légère tension au lendemain des fêtes, les rentrées de fonds dans les établissements se faisant moins rapidement que les années précédentes. L'événement de la semaine a été un recul sensible des taux sur toutes les échéances du marché à terme, même pour les plus courtes, qui ont baissé de 0,50 % en moyenne, le taux à un mois revenant de 6 1/2 % à 6 1/4 %, et, à un an, de 6 3/4 % à 6 1/2 %. Ce repli

subit, surtout sur les échéances longues, d'autant plus significatif que, depuis l'automne, une certaine tension continuait à régner sur ces mêmes échéances, en dépit d'un fléchissement continu du très court terme. L'ensemble des opérateurs s'accordent à penser que la baisse des taux au-delà de quelques mois, en liaison avec le développement de la reprise économique et le réajustement éventuel d'une politique plus résistante, des banques luttant contre l'inflation. En outre, les emprunts massifs du Trésor — plus de 40 milliards de francs en six mois — contribuent à entretenir ladite tension.

Or, depuis le 15 décembre, le Trésor ne sollicite plus le marché : le niveau satisfaisant des rentrées de T.V.A. le lui permet, et son compte courant créditeur au passif du bilan de la Banque a augmenté de 4,7 milliards de francs au 31 décembre dernier. Mais, surtout, les opérateurs sentent maintenant réviser leurs prévisions, et repousser d'un semestre au moins, si ce n'est davantage, la possibilité d'une remontée des taux.

Une chose est certaine, dans tous les cas : aux États-Unis,

comme sur le marché des eurodollars, la tendance générale est à la baisse, la Chase Manhattan devançant pour une fois, et de peu, la City Bank, à ramener son taux de base de 7 1/4 % à 7 %. Déjà, l'on entendait un retour à 6 3/4 %, pour cette même City Bank. Et dire qu'à l'automne des banquiers réputés prévoyants 9 % en fin d'année ! La raison de ce phénomène : la contraction continue des crédits bancaires distribués par les principales banques new-yorkaises, qui, à 37,5 milliards de dollars, ont diminué de 5 milliards de dollars en un an, et la politique plus libérale de la Réserve fédérale. Celle-ci, constatant que la masse monétaire (M1) augmentait actuellement au rythme de 4 % en un an et même 2 % pour le quatrième trimestre 1975, au lieu des 5 % minimaux, considérés comme l'objectif souhaitable, continue à injecter des liquidités, faisant ainsi baisser le taux des « fed funds » au niveau de 5 %, et même moins. De part et d'autre de l'Atlantique, il faut bien soutenir l'économie.

FRANÇOIS RENARD.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Hausse du café et du coton

MÉTALUX. — Légère progression des cours du cuivre au Metal Exchange de Londres, malgré la nouvelle augmentation du stock britannique, qui atteignent 603 000 t (+ 8 778 tonnes). En l'espace d'un an, la hausse a été de 270 000 tonnes.

Les cours de l'étain ont été soutenus sur les places commerciales par les ventes de 11 000 tonnes de métal en réserve, soit 112 tonnes de plus qu'il y a fin juin.

Les cours du zinc ont été soutenus par la récente mondiale à 55,2 millions de balles pour le coton 1975-76, soit 8 millions de balles de moins que la précédente. En U.S.S., la récolte serait inférieure aux 22,4 millions de balles prévues.

DEPRESS. — Hausse sensible des cours du café à Londres et à Paris. Les coteurs mondiaux de la récolte évaluée par le département de l'Agriculture des États-Unis à 72,5 millions de sacs de café arabica.

REPRIS. — Hausse sensible des cours du cacao sur les différents marchés. La récolte mondiale de cacao 1975-1976 est estimée par le département de l'Agriculture des États-Unis à 1 567 000 tonnes.

contre 1 508 000 tonnes en novembre.

CEREALES. — Avenas des cours du maïs à Chicago. Pourtant, la récolte mondiale attendrait, selon les

prévisions du département américain de l'Agriculture, le niveau record de 315 millions de tonnes, en augmentation de 12 % sur la précédente.

COURS DES PRINCIPAUX MARCHÉS

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

MÉTALUX. — Londres (en sterling par tonne) : cuivre (Wirebars), comptant, 386 (380,50) ; à trois mois, 605,50 (601) ; étain, comptant, 3 072 (3 048) ; à trois mois, 3 138 (3 112) ; plomb, 166 (165,75) ; zinc, 341,50 (341,75).	— Roubaix (en francs par kilo) : laine, déc., 19,55 (19,10).
— New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 56,50 (56) ; aluminium (lingots), inch (41) ; feraille, cours moyen (en dollars par tonne), 70,83 (64,83) ; mercure (par bouteille de 75 lbs), 112-116 (110-125).	— Céléstica (en roubles par maund de 32 lbs) : jute, 455 (470).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104,50 (104,50).	— Singapour (en nouveaux cents des États-Unis par kilo) : 104,50 (104,50).
— Singapour (en dollars des États-Unis par 100 lbs) : caoutchouc, 104,50 (104,50) ; caoutchouc (nouveau) : 104,50 (104,50) ; caoutchouc (ancien) : 104	

